

LE MONDE

diplomatie

AOÛT 1979 N° 305 - 26^e année

Réfugiés
du
tiers-monde

(Pages 7 à 10.)

24 pages - 6 F
Algérie : 6,00 DA
Canada : 1,50\$
Espagne : 100 p.
Italie : 1 300 lire

Abonnements : voir tarif page 15.
Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Vacances

Par CLAUDE JULIEN

DE toute évidence, la pensée humaine évolue — lentement, sans doute, mais il est vrai qu'elle ne s'essouffle pas. Elle évolue en tout cas moins vite que ce monde agité de crises en tout genre. Ainsi, voilà quatre ans, le 29 juillet 1975, M. Valéry Giscard d'Estaing annonçait dans une interview télévisée une idée-choc : la France doit « imaginer une autre croissance », une « nouvelle croissance ». Et il précisait : « Il est important de prendre un grand ensemble de mesures de soutien de l'activité économique, donc de développement de l'emploi... Et je crois qu'il est important que ce programme en même temps marque un changement de cap, c'est-à-dire que l'on va vers une autre croissance, vers une autre économie avec des structures différentes... »

Tout était clair. Et le temps passe : en vrac, Franco meurt, le Liban s'écroule, un nouveau président s'installe à la Maison Blanche, M. Brejnev continue de prendre de l'âge, le dialogue Nord-Sud accouche d'une souris, la « bande à Rader » fait ses ravages, les forces françaises interviennent deux fois au Zaïre, la gauche en France perd les élections, M. Sadate se rend à Jérusalem, le Vietnam « libère » le Cambodge, la Chine envahit le Vietnam, le chah est renversé, etc.

Vient donc le moment de refaire le point. M. Giscard d'Estaing s'y est employé le 19 juin dernier. Il a analysé, expliqué, proposé. Quoi ? La « nouvelle croissance », ou terme d'un impeccable raisonnement, a trouvé son nom : « Si nous constatons que nous devons importer moins de pétrole, il faut organiser notre croissance différemment. C'est donc une nouvelle conception qu'il faut avoir, celle que j'appelle la croissance sobre. »

QUATRE ans pour que la nouveauté devienne sobriété. Selon le tempérament de chacun, il sera cruel ou factieux de rappeler que les faillites de la « croissance » avaient été clairement analysées en pleine période d'euphorie — mais les consommateurs et les gouvernements n'en avaient cure ; que, dès le début des années 60, de savants rapports avaient analysé les conséquences d'une trop rapide progression de la consommation d'énergie — mais ils sont restés dans les tiroirs ; que, surtout depuis 1973, les pays d'Occident rivalisent d'éloquence en faveur d'une action concertée — mais ils ne sacrifient rien de l'égoïsme national.

Temps perdu ? Pas pour tout le monde. Le président Carter a raison d'attirer l'attention sur la progression des profits réalisés par les compagnies pétrolières, progression très confortable jusqu'en 1973, fulgurante depuis cette date, — de s'obstiner à réclamer des réductions de consommation, dont le public et les élus ne veulent pas, — de préconiser une restructuration, qui reste à l'état d'ébauche. Mais les gouvernements, en Amérique, en Europe, en Chine, encore pris sur l'événement ? Peuvent-ils le prévoir, objectif encore accessible, et surtout agir en conséquence ? Ou bien sont-ils condamnés à le subir et, comme l'équipage d'un navire qui fait eau de toutes parts, se précipiter d'une brèche à l'autre, sans parvenir à les obturer ? Il leur resterait alors une tâche irréalisable : rassurer. Ils s'y emploient. Les technocrates, tant admirés ou redoutés, leur sont finalement moins utiles que les psychologues et les experts en relations publiques.

MAIS, à force d'être rassurés — et tel est bien, au fond, le désir de la plupart —, les citoyens ne perçoivent pas l'urgence des problèmes, se laissent à leur tour porter par l'événement, rechignent à tout changement. En France, jusqu'au scrutin de mars 1978, on leur a fait croire que le grand changement — miracle solitaire ou suprême colonie — concernerait la majorité au pouvoir. Aux États-Unis, on pense de plus en plus que l'élection présidentielle de novembre 1980 permettra le surcroît ou, au contraire, confirmera et accentuera le déclin.

Pour qu'il en fût ainsi, encore faudrait-il repenser la nature du jeu politique, le rôle des partis, l'information du public, les relations entre gouvernements et gouvernés. Ne pas rassurer mais tenir en alerte, ne pas complaire mais être vrai, ne pas promettre mais demander. Moralisme que tout cela ? Certes pas. Car la récession qui vient va assombrir un tableau déjà assez noir, et la démocratie, si elle se montre impuissante à surmonter les difficultés économiques et sociales, risquerait fort d'être mise en vacances.

DÉSARROI A LA MAISON BLANCHE

Par JACQUES CERNON

UN scénario percutant, une mise en scène parfaite, et pourtant le spectacle est un désastre. Après avoir consulté plus de soixante-dix hommes politiques à tous les échelons, une dizaine d'universitaires parmi les plus éminents, quelques hommes d'affaires et dirigeants syndicaux, des membres du clergé (catholique, orthodoxe, protestant, juif), des journalistes et des représentants d'associations privées (parmi lesquelles, bien entendu, les organisations noires), le président Carter s'est adressé à la nation américaine et a obtenu la démission collective de son gouvernement — moyennant quoi il se retrouve devant le même vieux problème : comment obtenir du Congrès qu'il adopte les mesures préconisées par la Maison Blanche ?

Faiblesse de cette éminente fonction qu'est la présidence, ou faiblesse de l'homme qui l'incarne en ce moment ? Sans doute par crainte de mettre le doigt sur une crise des institutions, mais aussi parce que la vie politique est personnalisée à l'excès et que, de toute façon, le président occupe une place centrale dans le jeu constitutionnel, les critiques — extrêmement vives — de la presse américaine visent M. James Carter

lui-même en évitant ainsi de s'apaisant sur les causes profondes — économiques et politiques — des difficultés dans lesquelles se débat l'Amérique. Si la crise est d'abord celle d'un homme incapable de pleinement assumer les devoirs de sa charge, l'élection de novembre 1980 lui donnera sa solution naturelle. Mais si, par son ampleur et sa complexité elle dépassait tout homme, quel qu'il soit, investi de la plus haute responsabilité ? Les commentateurs américains concentrent leurs analyses sur le comportement de l'homme plutôt que sur la fonction. Et le président lui-même disqualifie à la fois l'homme et la fonction pour rejeter le blâme sur la « crise morale et spirituelle » que traverserait l'Amérique. Un de ses collaborateurs rappelle à ce propos le vieux conte médiéval : un roi dit à son ministre que, pendant plusieurs jours, regardant par sa fenêtre, il a vu un pays en crise ; et le ministre lui fait remarquer : « Mais, Sire, ce n'est pas une fenêtre, c'est un miroir. » Crise du souverain plutôt que crise du royaume : tout le monde s'accorde à ne pas vouloir regarder plus loin.

L'homme et le système

COMME naguère celles de M. Gerald Ford, les faiblesses, personnelles de M. James Carter ne peuvent être niées. Le moineau prédisant de sa cage électorale, qui avait touché certaines couches de la population, les avait étalées au grand jour en les rendant, après tout, plutôt sympathiques. Mais, une fois parvenu au pouvoir, le président ne tarda pas à être considéré d'un autre oeil : il n'arrivait pas à freiner la chute du dollar ; sa politique des droits de l'homme se heurtait, notamment en Amérique latine, à des difficultés pourtant prévisibles ; contrairement à son désir, les importations de produits pétroliers ne cessaient de s'accroître ; l'inflation et le chômage président maintenant à une récession dont les effets désastreux se manifesteront dès l'automne prochain : le traité israélo-égyptien, dans lequel il a engagé tout son prestige, n'a pas amélioré les chances d'une véritable paix au Proche-Orient ; à la veille de l'invasion du Vietnam par la Chine, il n'a pas assez nettement formulé les mises en garde qu'appelaient les propos tenus par M. Deng Xiaoping durant sa visite aux États-

Unis ; et voilà qu'une puissante coalition se dresse au Sénat contre la ratification des accords SALT 2. Médiocre bilan...

Le tempérament et la manière du président sont également mis en cause à propos de sa conduite au cours des dernières semaines. Il reste fidèle à son assez médiocre entourage de « Georgiens » et confie de plus vastes responsabilités à l'un d'eux, M. Hamilton Jordan, organisateur de son élection, qui pousse l'inconscience jusqu'à soumettre les principaux cadres de l'administration à un questionnaire (évaluation form) prétendant mesurer leurs aptitudes. Après deux ans et demi d'exercice du pouvoir, il avoue n'avoir pas vraiment « dirigé » le pays, linéage certains de ses principaux collaborateurs, met en cause leur « loyauté ». Dans son discours du 16 juillet à Kansas-City, il adopte un ton — « sur mes ordres... » — « j'ai d'autre part donné des instructions... », « je donne l'ordre... », « j'apprai moi-même... », « je ferais des objectifs... », « j'annoncerai... » etc. — que nul homme assuré de son pouvoir et de son efficacité ne serait tenté d'employer avec autant d'emphase.

Enfin, il recourt à un style populiste — perceptible avant son élection — qui rejoint l'une des grandes traditions de la vie politique américaine (1). Pour ce faire, il s'appuie d'abord sur les propos de certains de ses interlocuteurs à Camp David : il faut être « en contact avec le peuple », montrer de l'« audace », faire régner la « discipline », « si vous nous guidez, nous vous suivrons » ; pour aboutir à cette conclusion : « J'avais raison d'avoir confiance dans la rectitude du peuple américain, dans sa

force de caractère et sa sagesse. » Mais, s'il en est ainsi, où est donc cette « crise morale et spirituelle » qu'il rend responsable de tous les maux d'une grande nation (2) ? Il mentionne, bien sûr, l'absentéisme électoral (« les deux tiers de nos concitoyens ne se dérangent même pas pour voter »), la baisse de productivité, le déclin du respect pour les institutions, le doute né des assassinats politiques, de la défaite au Vietnam, du Watergate et de « dix ans d'inflation ». Mais c'est pour en arriver à cette accusation : lorsque « le peuple » a voulu « sortir de cette crise », il s'est tourné vers le gouvernement fédéral et l'a trouvé étranger au grand courant de notre vie nationale ; Washington est devenu une île. Pourquoi ? Parce que le Congrès, pourtant élu par le peuple, est « tiré à huis et à clé » et que « tel ou tel groupe (défend) avec acharnement des positions extrêmes ». Voilà les coupables. Et pourtant, « les Américains veulent être dirigés ». Alors, que faire ? C'est bien simple : « Nous devons regarder la vérité en face, puis nous pouvons changer de cap... »

Ce populisme avait été magnifiquement illustré dans une interview télévisée de M. James Carter, le 13 novembre dernier. Il racontait que, « au cours des dernières heures des négociations » entre M. Sadate et Begin, à Camp David, au moment « où tout allait craquer », il avait dédicacé des photos pour chacun des petits-enfants du premier ministre israélien : « Nous étions alors une discussion émue sur les avantages que présenterait, pour mes deux petits-enfants et pour les siens, la signature de la paix. C'est cela, je crois, qui a relâché la tension qui régnait et qui, à ce moment-là, aurait pu faire obstacle à toute solution. » Dans son discours de Kansas-City, juste avant ce remaniement de gouvernement que le New York Times a appelé « le massacre du mardi matin », il reprend le même ton aimablement familial : « Ma femme s'est récemment trouvée en Californie, à Davis, où (...) la consommation totale d'énergie a baissé de plus de 35 %... » Avec de telles confidences, on peut émuir les cœurs sensibles dans les chaumières, beaucoup plus difficilement convaincre le conseil d'administration d'une grande firme, un banquier, un technocrate, un politicien chevronné. Mais la possibilité de faire démocratiquement adopter la solution de problèmes complexes n'y gagne rien.

(Lire la suite page 2.)

POUR UN RÈGLEMENT GLOBAL AU PROCHE-ORIENT

La neutralisation d'Israël, condition d'une paix durable

Par NAHUM GOLDMANN *

Vétéran du sionisme, ainsi qu'il tient à le rappeler, M. Nahum Goldmann n'a jamais accepté de participer à la direction de l'État sioniste. Son indépendance d'esprit l'incite à se démarquer, une fois de plus, des positions officielles pour considérer que la neutralisation d'Israël et l'installation d'une force de l'ONU le long des frontières de 1967 seraient des éléments de nature à favoriser un règlement durable au Proche-Orient.

J'ÉTAIS déjà actif au sein du mouvement sioniste lorsque je me rendis pour la première fois en Palestine — à l'âge de dix-huit ans — et que j'écrivis un livre sur mon voyage. Pendant plusieurs décennies, je continuai mes activités au sein de ce mouvement en tant que membre de l'exécutif sioniste, représentant auprès de la Société des Nations à Genève et plus tard représentant de l'Agence juive à Washington. Lors de la création de l'État d'Israël, on m'offrit un poste dans le premier gouvernement. Je déclinai cette proposition, ainsi que celle d'une ambassade, pour prendre la présidence de l'Organisation sioniste mondiale, que j'occupai douze ans. Plus tard, alors que je résidais aux États-Unis, je devins président de la Conférence des présidents des grandes organisations juives américaines, organisation que j'avais créée. Pendant toute cette période, je continuai à aider le gouvernement israélien grâce à mes contacts avec la Maison Blanche, le département d'État et diverses

personnalités de Washington. J'habite maintenant en Europe et en Israël, mais je reste en contact avec les Américains responsables des questions du Proche-Orient. J'ai aussi noué des relations avec des dirigeants d'autres pays, notamment ceux d'Europe orientale, comme le maréchal Tito et le président Ceausescu. J'entretiens également des rapports suivis avec bon nombre d'Arabes et de Palestiniens.

Cette énumération n'est pas destinée à évoquer le détail de ma carrière, mais simplement à rappeler mes états de service en tant que personne familière de la question du Proche-Orient. J'espère ainsi ne pas être considéré comme un Don Quichotte idéaliste, plein de projets irréalistes et d'idées utopiques. Mieux vaudrait faire cette mise au point dès le départ, car je vais maintenant formuler une proposition de paix pour le Proche-Orient. Elle paraîtra peut-être tirée par les cheveux et impossible à mettre en œuvre, mais, à mon avis, elle offre les espoirs de paix les plus réalistes.

La paix semble aujourd'hui aussi éloignée que jamais dans cette région du monde. C'est ce qui, l'an dernier, a poussé MM. Sadate, Begin et Carter à accomplir des actes exceptionnels. Initiative téméraire, et certains diront suicidaire.

* Ancien président du Congrès juif mondial (1963-1977).

faire, le président Sadate se rendit à Jérusalem. M. Begin, qui, toute sa vie, avait lutté pour une Grande Palestine, rétrocéda la totalité du Sinaï et reconnut le principe des droits des Palestiniens. Sa réponse à l'initiative de M. Sadate fut à la fois courageuse et magnanime, bien que le projet d'autonomie qu'il proposait aux Palestiniens soit, de leur point de vue, totalement insatisfaisant. Enfin, ce fut le tour de M. Carter de risquer son prestige personnel et celui des États-Unis lors de son dernier voyage au Proche-Orient.

(Lire la suite page 17.)

Dans ce numéro :

● Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des États-Unis (Page 3.)

● Un récit de Leonardo Sciascia : L'IMAGE-SOUVENIR (Page 13.)

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Prévaille, Tél. 19-41/21/2015 01, Téléc. 26800

Une conséquence du redéploiement des industries vers le Sud et du déclin de l'hégémonie des Etats-Unis face à leurs concurrents

La crise financière de la municipalité de New-York, en 1975, a jeté l'inquiétude dans les milieux financiers et plonge l'opinion publique dans la confusion. Cette nouvelle crise urbaine aux Etats-Unis, si différente de la révolte des ghettos des années 60, semblait ébranler, une fois de plus, les fondations de la société américaine.

Avant même que la poussée ne retombe sur l'affaire new-yorkaise (qui s'étend à d'autres métropoles du Nord et du Nord-Est, comme Boston, Detroit, Philadelphie, Cleveland, etc.), les théoriciens officiels du capitalisme américain ont entrepris d'expliquer la crise par le soudain renouveau de la puissance économique « sudiste » et le déclin brutal de la machine économique « nordiste » : opération mystificatrice sans rapport avec la réalité historique. Certes, depuis la guerre, les hommes et les emplois industriels se sont continuellement déplacés vers les Etats du Sud ; ce phénomène a pris des proportions particulièrement importantes depuis la fin des années 60. Mais en conclure au transfert de l'hégémonie économique du capitalisme « nordiste », supposé déseu, vers un capitalisme « sudiste », plus sauvage dans ses formes et brillant dans sa réussite, revient à nier l'aspect essentiel du capitalisme américain contemporain : son hégémonie mondiale par le biais des firmes et des banques multinationales, et la remise en cause de celle-ci.

Beaucoup se laisseraient prendre à cette mascarade idéologique, y compris parmi ceux qui essaient de démonter le discours des idéologues du système (1). Trois ouvrages récemment parus ont pris le contrepied de ce discours officiel, ébauchant une analyse bien différente de la crise urbaine, qui se poursuit (2).

Ces recueils rassemblent des articles et des comptes rendus de recherche rédigés par un petit groupe de chercheurs qui, depuis 1970, tente de mettre au point une analyse néomaxiste de la « question urbaine et régionale » aux Etats-Unis (3).

La deuxième guerre mondiale permit au capitalisme américain d'atteindre les objectifs sur lesquels le New Deal avait rebâti : faire redémarrer la machine économique sur la base d'un nouvel ordre économique mondial dominé par les Etats-Unis et d'une nouvelle alliance de classe entre « big business, big labor and big government ». Le prix de cette nouvelle alliance fut payé de l'accroissement de l'intervention de l'Etat, en particulier dans les décisions économiques des grands monopoles, et de la reconnaissance, par les classes dirigeantes, d'une « élite » ouvrière syndiquée. La coalition ne s'établissait pourtant pas sans difficulté : au cours des années 40 et 50, le grand capital américain chercha à remettre en cause certaines réformes progressistes instaurées par l'Etat au lendemain de la Grande Dépression, et même une « chasse aux sorcières » sans merci contre les tentatives de radicalisation du mouvement syndical par la gauche. Si cette coalition a pu fonctionner un temps, c'est grâce à l'hégémonie établie par la machine militaire et économique américaine sur le reste du monde capitaliste, qui lui permettait de capter les profits destinés à satisfaire la demande de la classe ouvrière américaine : croissance continue des salaires

et du niveau de vie. Ces gains de la classe ouvrière bénéficièrent surtout aux ouvriers syndiqués, privilégiés par le compromis des années 30-40.

Face à l'érosion progressive des taux de profit qui en résulte, le capital industriel recourt à une stratégie déjà utilisée lors de la poussée syndicale des années 1890-1900 dans les centres urbains du Nord et du Nord-Est, et décrite par David Gordon : « Traditionnellement, les historiens de l'écono-

mi ont interprété la décentralisation industrielle, au cours du vingtième siècle, comme le fruit d'un changement technologique. (...) Ils ont, en fait, ignoré la raison majeure du redéploiement des usines en banlieue. Au cours des années 1890 et 1900, les conflits ouvriers s'exacerbèrent dans les quartiers industriels des centres-villes. Les patrons concurrents immédiatement la solution évidente : déménager ! » (4).

Après 1940, le champ de rélocalisation des activités industrielles, implantées jusqu'alors dans les grands centres urbains du Nord et du Nord-Est, va s'élargir bien au-delà des banlieues. Le redéploiement de grande envergure de l'appareil productif des grandes firmes américaines atteint l'Europe occidentale, les pays du tiers-monde ou encore les régions « sous-développées » du sud des Etats-Unis. Devant la montée de la concurrence européenne et japonaise, le Sud devient plus nettement encore, le terrain privilégié du redéploiement.

Poursuivant l'analyse de l'explosion urbaine du Sud, Gordon explique que les villes du Sud, plus récentes et donc libres des contraintes institutionnelles, physiques et sociales qui entravent les villes du Nord, « ont développé une forme qui se prête davantage au contrôle exercé sur la classe ouvrière » (5).

La domination financière du Nord

Si les grandes firmes abandonnent les métropoles du Nord comme centre de production, elles continuent d'y développer vigoureusement leurs centres de gestion et de décision. L'essor de ces activités de direction a reçu un coup de fouet à partir de 1960 avec l'internationalisation des grandes firmes américaines, qui a provoqué une forte croissance des emplois aux sièges sociaux des entreprises, des banques et des compagnies d'assurances ainsi que dans les services associés, cabinet d'avocats, d'expertise comptable, agences de publicité, etc. En bénéficiant autant le Nord que le Sud : en 1975, 75 % de ces emplois demeuraient dans les villes du Nord, soit une proportion identique à celle de 1959, en dépit de l'importance croissante de certaines villes du Sud — Houston, Dallas, Atlanta ou Miami — comme centres de décision. Le maintien de l'hégémonie financière du Nord est soigneusement démontré par Robert Cohen (6) : il souligne, notamment, qu'en dépit d'une légère tendance au glissement du siège social des plus grandes firmes américaines vers les villes du Sud, la croissance de l'après-guerre a contribué au renforcement de la domination des banques de New-York, San-Francisco,

Chicago, Boston ou Detroit sur l'appareil bancaire du pays.

Pour répondre à ses besoins, le capital financier a dû remodeler les centres-villes du Nord, où il avait choisi de poursuivre son expansion. Au cours des années 60 et 70, sous le couvert de « rénovation urbaine », il fit appel à sa qu'on a pu appeler le « bulldozer fédéral » pour raser les anciens quartiers résidentiels et les réaménager en quartiers d'affaires. John Mollenkopf montre (7) que cette rénovation a pu être conduite grâce à une alliance de classe reproduisant, à l'échelle locale, celle qui s'était élaborée au niveau national, sous la direction de capitalistes « éclairés », avec l'appui de gouvernements puissants et la coopération du mouvement syndical, en particulier celui du bâtiment. Ces opérations de rénovation sont, en grande partie, à l'origine de la crise urbaine des années 60 : rébellion des résidents dévotés de leurs quartiers, et révolte des minorités noires qui se sentaient de plus en plus rejetées par le système.

La situation qui se développait devenait de plus en plus instable. Le déplacement des usines et des emplois industriels se traduisait, pour les métro-

poles du Nord, à la fois par une poussée du chômage et par une diminution des recettes fiscales des municipalités (8). En effet, outre le coût très élevé de la rénovation du centre-ville, les municipalités du Nord doivent faire face à des charges sociales qui se gonflent à une vitesse démesurée : face aux revendications sociales, les Etats tendent de plus en plus à étendre les programmes sociaux et à se substituer aux employeurs en dernier recours (10). En dépit de cette interven-

tion croissante des Etats et du gouvernement fédéral dans les finances locales (11), les problèmes ne font qu'empirer : les poussées des municipalités à s'endetter et à abaisser la quasi-banqueroute de la ville de New-York en 1975. Le scénario s'est répété dans la plupart des grandes villes du Nord au cours des années suivantes, et les classes dirigeantes se précipitent pour rétablir la situation. Le capital financier conserve, en effet, des intérêts considérables dans ces villes : main-d'œuvre peuplant les bureaux des centres de décision et, surtout, intérêts financiers très importants dans les immeubles d'affaires qu'il occupe et dans la dette publique des municipalités. On ne doit pas oublier que la déroute du marché immobilier en 1973-1975, et celle plus récente des bons municipaux de New-York, Boston, San-Francisco, etc., amènent grandes banques et compagnies d'assurances au bord d'une crise extrêmement sérieuse.

Derrière la crise fiscale de New-York, s'inscrivait en filigrane un message de portée plus générale, bien noté par Felix Rohatyn, le banquier de Lazard Frères devenu l'artisan du plan d'austérité imposé à New-York par les grandes banques : « Les problèmes de l'Amérique aujourd'hui rassemblent à ceux de New-York en 1975 : la croissance des Etats et du gouver-

nement fédéral dans les finances locales (11), les problèmes ne font qu'empirer : les poussées des municipalités à s'endetter et à abaisser la quasi-banqueroute de la ville de New-York en 1975. Le scénario s'est répété dans la plupart des grandes villes du Nord au cours des années suivantes, et les classes dirigeantes se précipitent pour rétablir la situation. Le capital financier conserve, en effet, des intérêts considérables dans ces villes : main-d'œuvre peuplant les bureaux des centres de décision et, surtout, intérêts financiers très importants dans les immeubles d'affaires qu'il occupe et dans la dette publique des municipalités. On ne doit pas oublier que la déroute du marché immobilier en 1973-1975, et celle plus récente des bons municipaux de New-York, Boston, San-Francisco, etc., amènent grandes banques et compagnies d'assurances au bord d'une crise extrêmement sérieuse.

La prise en charge par l'Etat des coûts sociaux de l'expansion (allocation chômage, sécurité sociale, etc.) constituait une réponse aux poussées revendicatives des années 60 et 70. Il était alors possible de rapatrier des profits suffisants pour satisfaire ces revendications, elles-mêmes contenues dans des limites raisonnables. Mais, avec la montée des mouvements révolutionnaires du tiers-monde et la poussée des capitalistes japonais et européens, les profits s'émiettèrent et la machine commença de s'effriter. Dès lors, la crise fiscale des grandes villes du Nord s'aggrava rapidement aux finances des Etats, puis à celles du gouvernement fédéral.

Le message de la crise « fiscale » que traverse aujourd'hui les Etats-Unis est simple : la croissance du « Welfare State » comme réponse aux revendications populaires est une stratégie dépassée depuis que la crise de l'hégémonie américaine l'a réduite en lambeaux. Aussi n'est-il pas surprenant de voir le capital américain réagir aux événements de ces dernières années par une attaque tous azimuts contre les programmes sociaux de l'Etat ou les droits syndicaux (13). Il prêche un retour au « capitalisme sauvage » qu'il expérimente dans le sud des Etats-Unis depuis la fin des années 60. Non sans succès : les Etats du Sud offrent, par exemple, la protection de lois s'opposant à la syndicalisation, les « right to work laws ». Ce faisant, le capitalisme américain ne cesse de s'affaiblir non seulement les couches sociales exclues de l'alliance de classe sur laquelle il avait fondé son hégémonie, mais de plus en plus ceux-là mêmes qui l'avaient si bien servi pour un temps : employés de l'Etat et travailleurs syndiqués. La crise des années 70 ouvre ainsi aux Etats-Unis un vide politique auquel, jusqu'à présent, seule la « nouvelle droite » a semblé pouvoir apporter une réponse.

(1) Comme, par exemple, Kirkpatrick Sale, dans son ouvrage *Power Shift: The Rise of the Sunbelt* (Random House 1973), même si celui-ci pose quelques questions très importantes. Cf. dans le *Monde diplomatique* de juillet 1976, la note de lecture de Jean-Louis Sarbati.

(2) William Tabb et Larry Sawers, *Moratorium and the Metropolis*, Oxford University Press, 1978. Roger Alsop et David Mervin, *The Fiscal Crisis of American Cities*, Vintage, 1977. David Perry et Alfred Watkins, *The Rise of the Sunbelt Cities*, Sage Publications, 1978.

(3) L'émergence de cette école de pensée néomaxiste aux Etats-Unis, vers la fin des années 60, a déjà fait l'objet de nombreux articles dans la presse française. A plusieurs reprises, le *Monde diplomatique* a publié des colonnes à certains de ses représentants. Voir aussi le petit livre (déjà cité) de Hugues Fues, *Les Economistes radicaux aux Etats-Unis*, Editions Universitaires, 1974.

(4) David Gordon, « Capitalist Development and the History of American Cities », dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(5) Voir, par exemple, l'excellente étude de North American Congress on Latin America (NACLA), « Capitalist

flight. The Apparel Industry Moves South », *Latin America and Empire Reports*, vol. XI, n° 3, mars 1977.

(6) Robert Cohen, « Multinational Corporations, International Finance and the Sunbelt », dans David Perry et A. Watkins, op. cit.

(7) John Mollenkopf, « The Post War Politics of Urban Development », dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(8) Cf. les articles d'Ann Markusen, Patrick Ashton et Richard Hill dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(9) Cf. en particulier les articles du recueil de R. Alsop et M. Mervin.

(10) A New-York, la part combinée de l'Etat et du gouvernement fédéral dans les revenus de la municipalité est passée de 30 % en 1960 à 50 % en 1976.

(11) « Rohatyn says Problems of U.S. Threaten its Future as a Nation », *New York Times*, dimanche 3 décembre 1978.

(12) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(13) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(14) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(15) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(16) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(17) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(18) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(19) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(20) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(21) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(22) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(23) Dans son discours du 19 juillet dernier, M. Carter dit : « Une amende de 10 000 dollars punit quiconque règle la température au-dessous de 25,5 degrés pendant l'hiver. Je suis résolu à faire pour cette disposition et j'ai l'intention d'obtenir votre aide pour que la peine soit durement prononcée en cas de besoin. » 10 000 dollars = 42 860 F.

La crise fiscale des grandes villes américaines

Par THIERRY NOYELLE

La crise fiscale des grandes villes américaines, au cours du vingtième siècle, a été interprétée comme le fruit d'un changement technologique. (...) Ils ont, en fait, ignoré la raison majeure du redéploiement des usines en banlieue. Au cours des années 1890 et 1900, les conflits ouvriers s'exacerbèrent dans les quartiers industriels des centres-villes. Les patrons concurrents immédiatement la solution évidente : déménager ! » (4).

La domination financière du Nord

Si les grandes firmes abandonnent les métropoles du Nord comme centre de production, elles continuent d'y développer vigoureusement leurs centres de gestion et de décision. L'essor de ces activités de direction a reçu un coup de fouet à partir de 1960 avec l'internationalisation des grandes firmes américaines, qui a provoqué une forte croissance des emplois aux sièges sociaux des entreprises, des banques et des compagnies d'assurances ainsi que dans les services associés, cabinet d'avocats, d'expertise comptable, agences de publicité, etc. En bénéficiant autant le Nord que le Sud : en 1975, 75 % de ces emplois demeuraient dans les villes du Nord, soit une proportion identique à celle de 1959, en dépit de l'importance croissante de certaines villes du Sud — Houston, Dallas, Atlanta ou Miami — comme centres de décision. Le maintien de l'hégémonie financière du Nord est soigneusement démontré par Robert Cohen (6) : il souligne, notamment, qu'en dépit d'une légère tendance au glissement du siège social des plus grandes firmes américaines vers les villes du Sud, la croissance de l'après-guerre a contribué au renforcement de la domination des banques de New-York, San-Francisco,

Chicago, Boston ou Detroit sur l'appareil bancaire du pays.

Pour répondre à ses besoins, le capital financier a dû remodeler les centres-villes du Nord, où il avait choisi de poursuivre son expansion. Au cours des années 60 et 70, sous le couvert de « rénovation urbaine », il fit appel à sa qu'on a pu appeler le « bulldozer fédéral » pour raser les anciens quartiers résidentiels et les réaménager en quartiers d'affaires. John Mollenkopf montre (7) que cette rénovation a pu être conduite grâce à une alliance de classe reproduisant, à l'échelle locale, celle qui s'était élaborée au niveau national, sous la direction de capitalistes « éclairés », avec l'appui de gouvernements puissants et la coopération du mouvement syndical, en particulier celui du bâtiment. Ces opérations de rénovation sont, en grande partie, à l'origine de la crise urbaine des années 60 : rébellion des résidents dévotés de leurs quartiers, et révolte des minorités noires qui se sentaient de plus en plus rejetées par le système.

La situation qui se développait devenait de plus en plus instable. Le déplacement des usines et des emplois industriels se traduisait, pour les métro-

poles du Nord, à la fois par une poussée du chômage et par une diminution des recettes fiscales des municipalités (8). En effet, outre le coût très élevé de la rénovation du centre-ville, les municipalités du Nord doivent faire face à des charges sociales qui se gonflent à une vitesse démesurée : face aux revendications sociales, les Etats tendent de plus en plus à étendre les programmes sociaux et à se substituer aux employeurs en dernier recours (10). En dépit de cette interven-

tion croissante des Etats et du gouvernement fédéral dans les finances locales (11), les problèmes ne font qu'empirer : les poussées des municipalités à s'endetter et à abaisser la quasi-banqueroute de la ville de New-York en 1975. Le scénario s'est répété dans la plupart des grandes villes du Nord au cours des années suivantes, et les classes dirigeantes se précipitent pour rétablir la situation. Le capital financier conserve, en effet, des intérêts considérables dans ces villes : main-d'œuvre peuplant les bureaux des centres de décision et, surtout, intérêts financiers très importants dans les immeubles d'affaires qu'il occupe et dans la dette publique des municipalités. On ne doit pas oublier que la déroute du marché immobilier en 1973-1975, et celle plus récente des bons municipaux de New-York, Boston, San-Francisco, etc., amènent grandes banques et compagnies d'assurances au bord d'une crise extrêmement sérieuse.

Derrière la crise fiscale de New-York, s'inscrivait en filigrane un message de portée plus générale, bien noté par Felix Rohatyn, le banquier de Lazard Frères devenu l'artisan du plan d'austérité imposé à New-York par les grandes banques : « Les problèmes de l'Amérique aujourd'hui rassemblent à ceux de New-York en 1975 : la croissance des Etats et du gouver-

nement fédéral dans les finances locales (11), les problèmes ne font qu'empirer : les poussées des municipalités à s'endetter et à abaisser la quasi-banqueroute de la ville de New-York en 1975. Le scénario s'est répété dans la plupart des grandes villes du Nord au cours des années suivantes, et les classes dirigeantes se précipitent pour rétablir la situation. Le capital financier conserve, en effet, des intérêts considérables dans ces villes : main-d'œuvre peuplant les bureaux des centres de décision et, surtout, intérêts financiers très importants dans les immeubles d'affaires qu'il occupe et dans la dette publique des municipalités. On ne doit pas oublier que la déroute du marché immobilier en 1973-1975, et celle plus récente des bons municipaux de New-York, Boston, San-Francisco, etc., amènent grandes banques et compagnies d'assurances au bord d'une crise extrêmement sérieuse.

La prise en charge par l'Etat des coûts sociaux de l'expansion (allocation chômage, sécurité sociale, etc.) constituait une réponse aux poussées revendicatives des années 60 et 70. Il était alors possible de rapatrier des profits suffisants pour satisfaire ces revendications, elles-mêmes contenues dans des limites raisonnables. Mais, avec la montée des mouvements révolutionnaires du tiers-monde et la poussée des capitalistes japonais et européens, les profits s'émiettèrent et la machine commença de s'effriter. Dès lors, la crise fiscale des grandes villes du Nord s'aggrava rapidement aux finances des Etats, puis à celles du gouvernement fédéral.

Le message de la crise « fiscale » que traverse aujourd'hui les Etats-Unis est simple : la croissance du « Welfare State » comme réponse aux revendications populaires est une stratégie dépassée depuis que la crise de l'hégémonie américaine l'a réduite en lambeaux. Aussi n'est-il pas surprenant de voir le capital américain réagir aux événements de ces dernières années par une attaque tous azimuts contre les programmes sociaux de l'Etat ou les droits syndicaux (13). Il prêche un retour au « capitalisme sauvage » qu'il expérimente dans le sud des Etats-Unis depuis la fin des années 60. Non sans succès : les Etats du Sud offrent, par exemple, la protection de lois s'opposant à la syndicalisation, les « right to work laws ». Ce faisant, le capitalisme américain ne cesse de s'affaiblir non seulement les couches sociales exclues de l'alliance de classe sur laquelle il avait fondé son hégémonie, mais de plus en plus ceux-là mêmes qui l'avaient si bien servi pour un temps : employés de l'Etat et travailleurs syndiqués. La crise des années 70 ouvre ainsi aux Etats-Unis un vide politique auquel, jusqu'à présent, seule la « nouvelle droite » a semblé pouvoir apporter une réponse.

(1) Comme, par exemple, Kirkpatrick Sale, dans son ouvrage *Power Shift: The Rise of the Sunbelt* (Random House 1973), même si celui-ci pose quelques questions très importantes. Cf. dans le *Monde diplomatique* de juillet 1976, la note de lecture de Jean-Louis Sarbati.

(2) William Tabb et Larry Sawers, *Moratorium and the Metropolis*, Oxford University Press, 1978. Roger Alsop et David Mervin, *The Fiscal Crisis of American Cities*, Vintage, 1977. David Perry et Alfred Watkins, *The Rise of the Sunbelt Cities*, Sage Publications, 1978.

(3) L'émergence de cette école de pensée néomaxiste aux Etats-Unis, vers la fin des années 60, a déjà fait l'objet de nombreux articles dans la presse française. A plusieurs reprises, le *Monde diplomatique* a publié des colonnes à certains de ses représentants. Voir aussi le petit livre (déjà cité) de Hugues Fues, *Les Economistes radicaux aux Etats-Unis*, Editions Universitaires, 1974.

(4) David Gordon, « Capitalist Development and the History of American Cities », dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(5) Voir, par exemple, l'excellente étude de North American Congress on Latin America (NACLA), « Capitalist

flight. The Apparel Industry Moves South », *Latin America and Empire Reports*, vol. XI, n° 3, mars 1977.

(6) Robert Cohen, « Multinational Corporations, International Finance and the Sunbelt », dans David Perry et A. Watkins, op. cit.

(7) John Mollenkopf, « The Post War Politics of Urban Development », dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(8) Cf. les articles d'Ann Markusen, Patrick Ashton et Richard Hill dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(9) Cf. en particulier les articles du recueil de R. Alsop et M. Mervin.

(10) A New-York, la part combinée de l'Etat et du gouvernement fédéral dans les revenus de la municipalité est passée de 30 % en 1960 à 50 % en 1976.

(11) « Rohatyn says Problems of U.S. Threaten its Future as a Nation », *New York Times*, dimanche 3 décembre 1978.

(12) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(13) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(14) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(15) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(16) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(17) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(18) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(19) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(20) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(21) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(22) Voir l'article de Pierre Dommergues, « L'Essor du conservatisme américain », dans le *Monde diplomatique* de mai 1978.

(23) Dans son discours du 19 juillet dernier, M. Carter dit : « Une amende de 10 000 dollars punit quiconque règle la température au-dessous de 25,5 degrés pendant l'hiver. Je suis résolu à faire pour cette disposition et j'ai l'intention d'obtenir votre aide pour que la peine soit durement prononcée en cas de besoin. » 10 000 dollars = 42 860 F.

DÉSARROI A LA MAISON BLANCHE

(Suite de la première page.)

Ces problèmes, les citoyens les retrouvent ensuite dans le même état — si, entre-temps, ils ne se sont pas aggravés. Faisant, le 15 juillet, allusion au discours annuel dix jours plus tôt, le président Carter a dit : « Pour la cinquième fois, je vous aurais décrit l'urgence du problème, j'aurais exposé une série de propositions de lois destinées au Congrès... Ce cinquième discours pouvait donc attendre et il préfère parler de la « crise morale et spirituelle », renvoyant au lendemain la présentation de projets dont rien ne saurait garantir qu'ils seront mieux accueillis par le Congrès. De fait, M. Carter avait déjà, à propos de la crise énergétique, quatre fois parlé dans le désert — et M. Gerald Ford avant lui, sans plus de succès. Pourquoi ?

En progression de 17,1 % depuis 1973, la consommation annuelle de produits pétroliers par habitant atteint, aux Etats-Unis, 30,8 barils au lieu de 17,2 barils en Allemagne de l'Ouest (où elle a baissé de 2,3 % depuis 1973), 15,3 barils en France (— 12,4 % depuis 1973), 12,4 barils en Grande-Bretagne (— 16,9 %) et 12,5 barils en Italie (— 0,8 %). Autrement dit, depuis le quadruplement des tarifs de pétrole en Europe, qui, grosso modo, en absorbe, par habitant, moitié moins que l'Amérique.

On a beau jeu d'évoquer les nécessités du chauffage dans les régions des Etats-Unis qui connaissent des hivers particulièrement rigoureux et l'utilité du conditionnement d'air dans les régions où les étés sont beaucoup plus chauds qu'en Europe (3). Mais, enfin, les hivers ne sont pas plus froids et les étés plus chauds depuis 1973. Ce qui est en cause, c'est un mode de vie (très admiré par le monde) et un mode de production (qui a prouvé son efficacité), mais qui, l'un et l'autre, sont beaucoup trop voraces en énergie. Est-il donc possible de les modifier. Est-il donc possible de les modifier, un président peut-il les modifier ?

Aucune action n'est évidemment concevable sans l'accord du Congrès, qui, déjà en 1977, a rejeté le premier plan énergétique dont certaines dispositions se retrouvent dans les discours des 15 et 16 juillet. Du Vietnam au Watergate, trop d'épisodes récents expliquent les mauvaises relations entre le Congrès et la Maison Blanche. Sans doute un autre président que M. Carter aurait-il eu, avec le Congrès, un tout autre type de relations, mais cela ne signifie nullement qu'il aurait pu convaincre la Chambre et le Sénat d'affronter certains courants d'opinion. Or chacune des mesures proposées se heurte à une hostilité particulière : adversaires d'une extension de l'interventionnisme de l'Etat et d'un assourdissement de la fiscalité (pour financer des projets chiffrés par M. Carter

à 140 milliards de dollars), craintes des industries concernées mais aussi des écologistes, vive réaction des groupes sociaux qui subiraient tout infléchissement du cours suivi jusqu'à présent, etc. Ces oppositions, souvent contradictoires, ne feraient pas bloc contre tous les projets présidentiels, chacune en arracherait un lambeau. Pareille difficulté ne tient pas à la personne de M. James Carter, elle est inscrite dans le système et dans les mœurs. Bien plus, pascomptueux serait le candidat qui se ferait fort de la surmonter.

L'échec en la matière est d'autant moins le fait de M. Carter lui-même qu'il n'a pu accéder à la Maison Blanche qu'avec de puissants concours et que, depuis janvier 1977, il n'a pu gouverner qu'en s'appuyant sur des forces qui comptent dans le pays. Les milieux d'affaires traditionnels liés au parti républicain (disgraciés par M. Richard Nixon, affaibli par M. Gerald Ford) ont, en 1976, soutenu et poussé en avant l'ancien gouverneur démocrate de Georgie. Le rôle joué à cet égard par la Commission trilatérale n'explique pas tout, mais il est loin d'être négligeable. Et les membres du gouvernement formé par M. Carter après son élection venaient de deux organismes très représentatifs de l'establishment : la Commission trilatérale elle-même et la Brookings Institution. Sans doute

le chef d'équipe ne peut-il prétendre échapper à toute critique mais, quel que soit le pouvoir qui lui appartient dans le système constitutionnel américain, son échec dans divers domaines est aussi l'échec d'hommes responsables et expérimentés choisis par lui parmi l'élite du pays.

L'excessive personnalisation des campagnes électorales (en Europe comme aux Etats-Unis) est déjà le signe d'un appauvrissement du débat démocratique. L'excessive personnalisation de la réussite ou de l'échec gouvernemental relève davantage de la polémique ou des relations publiques que de l'analyse précise des mécanismes de prise de décision et elle ajoute à l'affaiblissement du système démocratique. M. James Carter y a beaucoup contribué : « J'ai décidé », « Je donne l'ordre », mais il est certes impossible de lui attribuer la paternité de cette déviation.

A considérer qu'il aurait pu juguler l'inflation et la chute du dollar, obtenir de meilleurs résultats au Proche-Orient, arracher aux Soviétiques un accord SALT 2 plus conforme aux désirs du Congrès, faire mieux accepter sa diplomatie des droits de l'homme, bouleverser un système économique au point de l'empêcher de doubler sa consommation d'énergie tous les dix ou quinze ans, éviter la récession qui s'annonce, etc., on en ferait tout autre chose qu'un président dont le pouvoir est limité à la

fois par le Congrès et par de multiples groupes de pression.

La fenêtre par laquelle le roi regarde est peut-être un miroir, mais l'image qu'elle lui renvoie n'est pas celle d'un seul homme ; autour de lui, non seulement ses ministres, anciens et nouveaux, mais aussi des conseillers, des experts, des puissances économiques, des moyens de communication de masse, un public divers et vivant, bref toute une société qui n'est peut-être pas en désarroi parce qu'elle n'a pas encore pris l'exacte mesure des problèmes et des dangers auxquels, plus ou moins adroitement, M. James Carter a tenté de faire face. Contrairement à ce qu'a dit le président, Washington n'est pas une « fle » mais le lieu où convergent des intérêts et des forces de plus en plus difficiles à concilier, à harmoniser, à subordonner à un intérêt général jamais clairement défini.

JACQUES CERNON.

(3) Dans son discours du 19 juillet dernier, M. Carter dit : « Une amende de 10 000 dollars punit quiconque règle la température au-dessous de 25,5 degrés pendant l'hiver. Je suis résolu à faire pour cette disposition et j'ai l'intention d'obtenir votre aide pour que la peine soit durement prononcée en cas de besoin. » 10 000 dollars = 42 860 F.

فكرنا من الأصل

Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des États-Unis et des autres pays industrialisés

Par JAMES F. PETRAS *

LES investissements américains à l'étranger sont passés de 16 à 133 milliards de dollars entre 1945 et 1975. Alors que certains experts avaient prophétisé un déclin de l'impérialisme, les filiales des firmes américaines à l'étranger produisent aujourd'hui quatre fois la valeur en dollars des exportations américaines. Les sociétés et banques américaines réalisent, hors des frontières des États-Unis, une telle part de leurs profits qu'elles ne sauraient survivre au cas où elles perdraient leur empire d'outre-mer.

Cette situation est parfaitement illustrée par le cas de l'Amérique latine où, depuis le début des années 40, les investissements des États-Unis ont été multipliés par dix. En 1976, elle recevait 17 % de tous les investissements américains à l'étranger, et 81 % des investissements américains dans le tiers-monde, au point qu'elle assure 13 % des revenus réalisés par les États-Unis à l'étranger. Depuis le début des années 70, la proportion des investissements américains qui se dirigent vers l'Amérique latine est restée à peu près stable, alors qu'elle avait eu tendance à décliner au lendemain de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portent plus en priorité vers les mines, l'agriculture et les services publics (électricité, téléphone, transports, etc.), domaines dans lesquels ils étaient déjà solidement établis; ils s'orientent plutôt vers les industries de transformation, le pétrole, la finance et le com-

merce. Ayant plus que doublé en deux ans, ils touchent des secteurs qui imprègnent toutes les phases de la vie sociale (voir tableau I).

Tableau I. — PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS (en millions de dollars)

1929	3 519
1939	4 576
1947	6 032
1955	9 732
1976	23 536

L'agriculture et les services publics, qui en 1929 accueillaient 48 % des investissements américains, ne représentent plus, en 1976, que 8 % du total. À l'inverse, entre ces deux dates, la part des investissements américains dans les industries de transformation est passée de 6 % à 39 %. Cette évolution s'explique en partie par le fait que, pendant la crise de 1929-1939 et pendant la seconde guerre mondiale, les gouvernements latino-américains élevaient des barrières douanières pour freiner l'entrée de produits finis et favoriser les industries locales. Pour conquérir ces marchés, les sociétés américaines installèrent des filiales qui leur permirent de « sauter le mur protecteur ».

En outre, sur le plan agricole, la production ne représente plus l'activité

la plus lucrative, qui appartient maintenant à l'agro-business (machines agricoles, engrais, semences sélectionnées, conserves, conditionnement des produits et vente).

La progression des investissements dans le secteur financier est due, pour une bonne part, au rôle des « paradis fiscaux » : les Bahamas et les Bermudes attirent pour 80 % dans cette activité, et la zone libre de Panama occupe aussi une place importante dans ce domaine.

Le déclin des investissements pétroliers tient pour une bonne part à la nationalisation du pétrole par le Venezuela en 1976, mais de nouveaux capitaux affluent vers les champs pétrolifères au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Chili, à la faveur des régimes autoritaires liés au capital international.

L'ampleur et l'orientation des investissements s'est accompagnée, en vue d'assurer la nécessaire « stabilité politique », d'un contrôle renforcé de la classe ouvrière par des régimes autoritaires. Dans les industries de transformation, les investissements ont triplé entre 1966 et 1976, période qui correspond à la montée des dictatures et à l'écrasement des mouvements syndicaux ou nationalistes dans le sillage du coup d'État militaire au Brésil en 1964 (voir tableau II).

ce qu'on appelle des « sources extérieures », y compris les prêts consentis aux firmes étrangères par les banques latino-américaines qui cherchent à attirer les investissements (voir tableau V).

Tableau V. — CAPITAUX AMÉRICAINS ET AUTRES (en millions de dollars)

	Provenance	
	États-Unis	Autres sources
1966	4	165
1967	— 54	57
1968	— 99	519
1969	125	436
1970	19	516
1971	81	532
1972	466	596
Total	755	3 141

Source : *Aspects of International Investment*, U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis, Washington, chiffres établis sur un échantillon.

Tableau VI. — LE PRIX DE LA TECHNOLOGIE (en millions de dollars)

	Intérêts et dividendes	Redevances et honoraires	Total
1967-1971	3 851	1 258	5 119
1972-1976	2 301	1 554	4 045

Source : *Selected Data on U.S. Direct Investment Abroad, 1966-1976*, U.S. Department of Commerce, Washington.

En 1976, les filiales des firmes américaines en Amérique latine ont effectué des ventes atteignant 80 600 millions de dollars. Sur ce total, les ventes à l'intérieur de l'Amérique latine représentaient 42 100 millions (soit 70 % du total), alors que les exportations vers les États-Unis n'atteignaient que 6 400 millions, et les exportations vers d'autres pays 12 100 millions de dollars. Si l'on considère uniquement l'industrie de transformation, les filiales américaines effectuent, en Amérique latine, 94 % de leurs ventes totales. Mais ces chiffres doivent être ventilés par catégories pour donner un tableau plus exact du système en place. En 1976, selon les secteurs, les ventes des filiales américaines se répartissent ainsi :

— Produits manufacturés : 93 %

— Produits miniers : 43 % vendus en Amérique latine, 57 % exportés;

— Pétrole : 45 % vendus en Amérique latine, 55 % exportés.

Ces chiffres signifient clairement que, pour les firmes multinationales, l'Amérique latine est en voie d'industrialisation avant tout un continent exportateur de matières brutes.

La Banque mondiale a joué un rôle non négligeable pour orienter les investissements américains. Les prêts qu'elle a accordés ont permis de développer les systèmes de transport et de faciliter ainsi l'extraction des matières premières. Le tableau VII montre comment la Banque mondiale a favorisé les régimes les plus dictatoriaux.

Tableau VII. — LA BANQUE MONDIALE ET LES DICTATURES (en millions de dollars)

Régime politique	Période	Prêts	Moyenne annuelle
Démocratique	1953-1961	149,5	15,6
Populiste	1962-1963	0	0
Militaire	1964-1977	2 967,5	212,6
Bolivia ..	Populiste	0	0
Militaire	1953-1970	135	24,4
Chili	Démocratie chrétienne	98	16,3
	Démocratie socialiste	0	0
	Militaire	125,9	31,7

Une telle politique a été appuyée par la Banque interaméricaine de développement et par le Fonds monétaire international qui ont fixé les critères en fonction desquels les crédits étaient accordés ou refusés : libération des prix, blocage des salaires, conditions de remboursement des dettes, abaissement des barrières douanières, retour des entreprises publiques au secteur privé, etc. L'appauvrissement de larges couches de la population risquant de menacer le statu quo, les éléments libéraux de la Banque mondiale ont proposé des programmes destinés à satisfaire les « besoins humains fondamentaux ».

* Professeur de sociologie à l'université de l'État de New-York à Binghamton.

en espérant ainsi amortir les chocs sociaux les plus brutaux. Ces programmes sont conçus pour assurer la simple subsistance de paysans ou d'ouvriers qui procurent l'indispensable main-d'œuvre; des coopératives ont été organisées à cet effet; elles laissent la solidarité horizontale entre travailleurs et les intègrent dans une liaison verticale qui assure leur dépendance à l'égard des autorités en place. L'Amérique latine n'en est que plus habilement intégrée au système qui l'exploite (1).

(1) Voir aussi, à ce sujet, l'article de Cheryl Payer, « La Banque mondiale et l'intégration du paysan au marché », dans le *Monde diplomatique* de juillet 1978.

Tableau II. — L'INDUSTRIE PLUTÔT QUE L'AGRICULTURE OU LES MINES (en millions de dollars et en pourcentages)

	Total	Agriculture	Mines	Services publics	Pétrole	Industrie
1929	3 519	817	132	587	617	231
1943	2 798	385	403	875	618	325
1959	4 576	523	668	942	1 392	781
1976	23 536	371	1 235	1 849	2 598	1 230
		22	14	24	24	30
		2	7	1	1	3

* Non disponible.
Source : *U.S. Business Investments in Foreign Countries*, Department of Commerce, Washington, 1962, p. 83, et *Selected Data on U.S. Direct Investment Abroad, 1966-1976*, Department of Commerce.

Les investissements industriels se sont concentrés dans trois pays qui possèdent un vaste marché intérieur

et qui accordent les plus importants stimulants aux capitaux (voir tableau III).

Tableau III. — LES TROIS « GRANDS » POUR LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (en millions de dollars et en pourcentages)

	1966	1976
Total Amérique latine ..	2 972 100 %	9 242 100 %
— Brésil	574 19 %	2 967 32 %
— Mexique	924 31 %	2 223 24 %
— Argentine	310 17 %	895 10 %

Source : *Selected Data on U.S. Direct Investment Abroad, 1966-1976*.

Transferts à rebours

À de rares exceptions près, par exemple Panama, les diverses régions d'Amérique latine ont vu affluer les investissements dans les industries de transformation. Non seulement les grands pays, mais aussi les plus petits : en Amérique centrale, un tiers des investissements américains se portent vers l'industrie. Du même coup, la classe ouvrière s'est développée et son exploitation a conduit simultanément à la naissance d'organisations ouvrières et à la répression.

Avec son régime autoritaire, le Brésil a été la cible privilégiée des investisseurs — plus que l'Argentine où le mouvement ouvrier est puissant. Entre 1966 et 1976, environ 3 100 millions de dollars ont été investis par les firmes américaines au Brésil, contre 385 seulement en Argentine. Depuis le coup d'État militaire de 1976, l'Argentine multiplie les efforts pour attirer les capitaux.

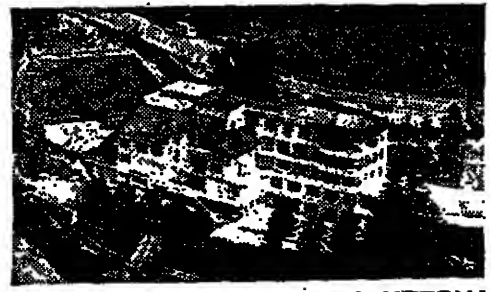
A contre-courant de ce flux, une grande part des profits sont sortis des pays latino-américains, leur posant de délicats problèmes de balance de paiements, réduisant les

disponibilités en capital et les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels de la grande majorité de la population (voir tableau IV).

Tableau IV. — D'IMPORTANTES SORTIES DE CAPITAUX (en millions de dollars)

	Apports de capitaux américains en Amérique latine	Profits réinvestis sur place	Intérêts et dividendes rapatriés	Redevances payées aux États-Unis
1966	203	309	788	175
1967	311	302	918	211
1968	765	351	825	247
1969	385	331	908	287
1970	579	453	514	274
1971	698	373	688	269
1972	272	645	270	259
1973	54	951	529	269
1974	2 238	1 109	927	341
1975	1 215	1 621	— 21	376
1976	145	1 302	796	299
Total 1966-1976 ..	7 476	7 697	7 060	2 987

Source : *Selected Data on U.S. Direct Investment Abroad, 1966-1976*, U.S. Department of Commerce, Washington.



DES ETUDES A 1300 m.

LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL
BEAU-SOLEIL
A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Cycles primaire et secondaire complets - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoire de langues - Stages sociaux adressés aux parents à la fin de chaque période de trois semaines.

Tous les sports d'été et d'hiver, dans un parc de 15 000 mètres carrés : natation, tennis, patinage, ski, football, etc.

Internat réservé aux jeunes filles à la Maison de la Harpe. Début de l'année scolaire 1979-1980 : lundi 17 septembre 1979.

Pour l'envoi d'un documentaire, écrire à :
Collège Alpin International Beau-Soleil
1884 Villars-sur-Ollon (Suisse). T. 19.41/25/35 21 54 - Téléc 26.553

A l'heure et à la mesure des nouveaux échanges
via ALGER - ANNABA - ORAN - CONSTANTINE
plusieurs vols par jour
rapprochent les grandes capitales européennes
des grandes capitales
D'AFRIQUE et du MOYEN-ORIENT

LES CONSERVATEURS ANGLOPHONES

Par KEITH SPICER *

LES élections du 22 mai ont introduit, dans la vie politique canadienne, un bouleversement de très grande ampleur. Non seulement parce que les conservateurs succèdent aux libéraux, mais aussi parce qu'il est difficile d'imaginer deux hommes plus différents que M. Pierre Trudeau, cinquante-neuf ans, qui est resté au pouvoir à Ottawa pendant onze ans, et M. Joe Clark, trente-neuf ans, nouveau premier ministre. Par ses qualités intellectuelles, M. Trudeau avait pu séduire aussi bien M. Helmut Schmidt que M. Claude Lévi-Strauss; il est resté au pouvoir onze ans, pendant que se succédaient trois présidents à l'Elysée, quatre chancelliers à Bonn, quatre premiers ministres à Londres, quatre présidents à la Maison Blanche. Comme son parain et prédécesseur Lester Pearson, il a marqué son passage au pouvoir par un effort de réconciliation nationale et par un style diplomatique qui a donné au Canada une voix originale dans les rencontres internationales. De vingt ans plus jeune, son successeur ne possède ni sa culture ni sa rigueur intellectuelle. Fils d'un journaliste de la petite ville de High River, dans l'Alberta, il a fait de modestes études dans sa province d'origine, a été « recalé » à la faculté de droit et n'a jamais évolué dans d'autres eaux que celles du parti conservateur. Coincé entre une tradition britannique éprise d'humanisme et la tradition américaine qui préfère les *self-made men*, le nouveau premier ministre se présente volontiers comme un « animal politique ».

Mais, pour mieux cerner l'ampleur du changement, il faut, au-delà des différences de personnalité, voir de près les résultats du scrutin et en dégager les causes.

Le vote populaire n'a guère reflété un raz-de-marée conservateur: les libéraux sortants ont, en effet, récolté 40 % des voix, contre 36 % pour les conservateurs victorieux. Le reste s'est divisé entre les socialistes du nouveau parti démocratique (18 %), les créditistes (des populistes à la sauce québécoise), le Parti du rhinocéros (groupe farfelu prônant l'abolition de la loi de la pesanture) et divers partis marginaux (8 % pour l'ensemble de ces groupes). C'est, évidemment, grâce au scrutin uninominal à un tour que M. Joe Clark a réussi à ramasser cent trente-six sièges contre cent quatorze pour M. Trudeau, vingt-trois pour les socialistes de M. Ed Broadbent et dix pour les créditistes de M. Fabien Roy.

Dans un Parlement de deux cent quatre-vingt-deux sièges, il manque donc six sièges à M. Clark pour avoir la majorité. Mais, comme l'opposition sait très bien que des élections anticipées risqueraient de provoquer un fort mouvement en faveur d'un gouvernement « stable » (entendez: majoritaire), M. Clark pourra gouverner d'un an à quatre ans en proposant des lois qui plaisent tantôt aux uns, tantôt aux autres.

Pourtant, c'est la « tribalisation » du vote entre conservateurs anglophones et libéraux francophones qui frappe d'emblée les observateurs. Cet état de choses est, sans aucun doute, inquiétant au moment où le parti québécois (P.Q.) de M. René Lévesque est au pouvoir dans la « Belle Province ». Se référant malicieusement au « *butin* » libéral au Québec (soixante-sept sièges pour le parti de M. Trudeau contre six pour les créditistes et deux pour les conservateurs), M. Lévesque a fait mine de se réjouir et s'est déclaré satisfait de voir que les Québécois avaient voté pour un « membre de la famille » — qu'il n'y a pas si longtemps encore il traitait d'« ex-Québécois ». Du même coup, les amis de M. Lévesque peuvent se féliciter des résultats chez les anglophones, résultats qui ont donné aux Tories les deux tiers des sièges dans la plus grande province, l'Ontario, et réduit les libéraux à la portion congrue (un seul siège sur soixante-dix-sept) dans un Ouest canadien en pleine ruée à la fois vers le pétrole et vers... les conservateurs.

Les raisons de la relève

L'ADAGE classique se vérifie une fois de plus: ce ne sont pas les partis de l'opposition qui gagnent les élections, ce sont les gouvernements qui les perdent. Et l'usure du pouvoir — seize ans de régime libéral et l'on inclut Lester Pearson — joua incontestablement un rôle-clé dans ce renversement de courant.

Chez les libéraux, hommes, idées et organisations étaient, de toute évidence, fatigués — notamment au Canada anglophone où ce qu'ils représentaient a été rejeté, en bloc, par les trois quarts de la population. Mal servi par des ministres anglophones qui, depuis les débuts de la « trudeumanie », en 1968, ne lui ont jamais offert la critique constructive dont tout homme fort a besoin, M. Trudeau lui-même fut un élément décisif de l'échec. Certes, on pouvait lui pardonner certaines erreurs dans plusieurs domaines, mais les anglophones ont fini par prendre ses proclames stylistiques pour du dilétantisme, sa hauteur de vues pour de la désinvolture et son tempérament, parfois tranchant, pour de l'arrogance. Dans les sondages, en effet, c'est sa prétendue arrogance (peut-être la combativité sporadique d'un grand timide) que l'on relevait constamment.

Sur le plan des idées, c'était le désert depuis deux ou trois ans dans l'équipe libérale. Au cours de cette période, l'imaginaire politique semblait paralysé à la fois par la décadence des meilleurs ministres anglophones et par des sous-entendus de la part de la presse.

La « machine » libérale, enfin, s'était tant et si bien rouillée que, pour la première fois dans leur histoire, les libéraux ne détenaient le pouvoir dans aucune des dix provinces canadiennes. Or, en régime

canadien, les structures électorales fédérales dépendent énormément de l'organisation de chaque parti au niveau provincial. Les conservateurs tenaient le gouvernement dans sept provinces, les socialistes dans une (la Saskatchewan); le crédit social (un parti de grande et de petite capitale) gouvernait en Colombie britannique face à une forte opposition socialiste; et le parti québécois tenait le Québec.

Au cours de la campagne, conservateurs et socialistes ont pu mobiliser des troupes provinciales solidement encadrées; de leur côté, les créditistes étaient censés saper M. Trudeau au Québec et, pour ce faire, recurent l'appui systématique de l'appareil du P.Q. Au grand dam du parti de M. Lévesque, depuis quelques mois en partie de vitesse, cet appui était un cadeau empoisonné, puisqu'il contribuait à faire tomber la députation créditiste de neuf à six sièges.

Autre facteur majeur: l'économie. Sans connaître ni crise ni récession, les Canadiens vivent avec un taux de chômage de 8,5 % (largement atténué par un très généreux système d'assurance chômage) et un taux d'inflation qui frôle les 10 %. L'économie canadienne étant alligée de sérieux défauts de structure (entraînant une désindustrialisation persistante), ces taux ne risquent guère de s'améliorer; mais, faisant flèche de tout bois, M. Clark a pu mater M. Trudeau à grands coups de statistiques officielles que colportait également, avec une fougue toute travailliste, son frère-enfant dans l'opposition, M. Ed Broadbent.

Plus encore que ces chiffres, la chute du dollar canadien — depuis Noël, il est passé de la « parité » avec le dollar

* Journaliste canadien.

américain à 83 cents seulement, — symbolisait l'incapacité des libéraux à gérer l'économie, à la restructurer pour lui donner une plus grande compétitivité internationale, et à libérer ses forces créatrices. Pendant cinq mois, le télé-journal national a décrié chaque indice de la décadence monétaire — supplice chinois pour M. Trudeau, aubaine pour M. Clark.

Il faut ajouter à tout cela un nombre impressionnant de scandales (même la sacro-sainte gendarmerie royale, la police montée, est en ce moment accusée d'abus de pouvoir) et de maladroresses (certains ministres surient essayés d'influer un juge dans un procès), et voilà l'image d'un gouvernement offrant une cible merveilleuse au vieux slogan repris par MM. Clark et Broadbent: « Il est temps que ça change ! ».

Pour couronner le tout, M. Trudeau apparut bien las au cours de la campagne. Avant d'envoyer le public avec ses discours fleuves sur des arcanes de droit constitutionnel, il n'a rien fait pour servir sa cause en qualifiant les agriculteurs de « grognards », certains chômeurs de « bœufs », et en invitant un de ses contradicteurs à « grognier le... » pour se trouver un emploi.

Voilà donc pour l'autopsie du suicide libéral. Il n'empêche que conservateurs et socialistes ont mené de brillantes campagnes. M. Clark sait à merveille faire quadriller les congrès ou le pays par ses militants. Ayant réussi l'exploit de réunir un parti — ou le fratriotisme semble parfois être le sport officiel, — le chef conservateur a consacré sa première année comme leader du parti à faire la « tournée des popotes » dans les provinces, ce qui lui a permis de renouer les contacts qu'il cultivait depuis l'époque où, militant tory de dix-huit ans, il s'était juré de devenir premier ministre du Canada.

Tout au long de la campagne, M. Clark s'en tint à la démarche qu'il avait adoptée en 1976, lors du congrès qui l'avait investi comme chef du parti: n'offenser

personne, cacher ses faiblesses, attaquer les « gits » (les libéraux) avec la féroacité — et même la « gestuelle » — du vieux lion Diefenbaker.

En janvier dernier, M. Clark décida de soigner son image d'homme d'Etat et, pour ce faire, entreprit une tournée (Japon, Inde, Israël, Jordanie) au cours de laquelle il alla d'impair en débâcle: valises égarées, avions ratés, quasi-décapitation par la batonnade d'un garde d'honneur, si bien que l'expédition fut baptisée « le tour du monde en quatre-vingt gaffes ».

Echaudés, les seconds de M. Clark ne négligèrent rien, pendant les cinquante-neuf jours de la campagne, pour le protéger contre lui-même. Tous savaient que, à moins de commettre une erreur monumentale, M. Clark, avantage par la dévotion des libéraux, deviendrait automatiquement premier ministre. Il ne commit que des erreurs que l'on pardonne facilement dans ces parages (par exemple promettre un budget équilibré qui serait néanmoins déficitaire...).

Une autre promesse conservatrice a séduit la bourgeoisie des villes et des faubourgs: la « déductibilité » (de l'impôt sur le revenu) des intérêts d'hypothèques et de la taxe foncière locale. En refusant de faire de la surenchère sur ce plan, M. Trudeau a perdu treize ministres dans des villes comme l'opulente Toronto, capitale officielle du Canada anglais.

Les socialistes de M. Broadbent, eux, ont porté leur députation de dix-sept à vingt-six sièges en parlant résolument bifteck et « rapatriement » de l'économie canadienne, victime, selon eux, d'un « viol massif » par les Américains. M. Broadbent lui-même a mené une campagne très remarquée par sa lucidité, son sérieux et sa bonne humeur. Une nouvelle loi électorale, enfin, avait pour la première fois fourni à son parti des fonds de l'Etat, lui permettant de concurrencer libéraux et conservateurs en matière de publicité télévisée et de déplacements en DC-9 privé.

Les relations entre Ottawa et Québec

SOMME toute, l'arrivée de l'équipe Clark (le mot « équipe » revient souvent dans la bouche du nouveau premier ministre) comporte de solides avantages, mais aussi de graves risques pour le Canada.

Les avantages? Après onze ans de « pouvoir français » (french power) à Ottawa, il n'est pas niais qu'une région autre que le Québec ait l'impression de tenir le haut du pavé dans cet immense pays où les régionalismes l'emportent nettement sur le sens d'une communauté pancanadienne. L'Ouest (les trois provinces des prairies, plus la Colombie britannique, sur le Pacifique) était devenu hargneux contre Ottawa, isolationniste, au fond, par rapport au reste du Canada.

Face à une concurrence exacerbée

LA FAUSSE QUERELLE DU PROTECTIONNISME

QUOI de plus contradictoire, en apparence, que les thèses de deux ouvrages récents parus sur l'organisation des échanges internationaux? Jean-Marcel Jeanneney plaide pour un nouveau protectionnisme (1), tandis que Christian Mégretis lui répond par « Danger Protectionnisme » (2). Et, pourtant, la lecture de ces deux livres, comme d'autres travaux récemment publiés sur des thèmes voisins — le rapport de M. Peillon au Conseil économique et social (3), le rapport de M. Pisani au Sénat (4) et celui de M. Mayer au ministre du commerce extérieur (5), — réserve une surprise de taille: la communauté des analyses se révèle beaucoup plus marquée que les divergences sur les politiques économiques préconisées. Qui a écrit: « Le protectionnisme a sans doute été le plus efficace outil de développement que l'on ait imaginé »? Christian Mégretis. Qui a écrit: « Aucun Etat européen n'est plus en état d'établir sans grand dommage, à ses frontières, un système rigoureux de protection de ses productions nationales »? Jean-Marcel Jeanneney.

C'est que le terme même de protectionnisme, qui évoque les débats théoriques du XVIII^e et du XIX^e siècles en Angleterre, jette de propriétés bizarres:

— Tous les utilisateurs du mot reconnaissent en « libre-échange » son antonyme, mais détestent les adversaires du protectionnisme. Ils conviendraient également que, de toute façon, le libre-échange n'existe pas;

— Si l'on dénonce la résurgence du phénomène protectionniste, c'est pour ajouter aussitôt qu'il s'accompagne d'effets négatifs tellement évidents et massifs que l'on ne semble pas croire en la réalité de la menace;

— Enfin, plus un gouvernement assure combattre le protectionnisme, plus il adopte, en fait, de mesures défensives pour protéger son économie.

DE quoi parle-t-on alors lorsque l'on se réfère actuellement au protectionnisme? De la balance commerciale, des rapports entre pays riches, pays pauvres et pays en voie d'industrialisation, de l'internationalisation de la production sous l'égide des firmes transnationales des parités monétaires, de l'émigration, du transfert des techniques et, presque marginalement, du niveau des barrières douanières. Que signifie, par exemple, la suppression des entraves douanières lorsqu'on lit, dans un document de la CNUCED, que les transactions

internes aux sociétés transnationales représentent le tiers des flux d'échanges internationaux, et que ces mêmes groupes contrôlent la moitié du commerce mondial?

La conférence du GATT a dressé un catalogue, sans doute très incomplet, de plusieurs centaines de « barrières non tarifaires » qui constituent avant tout des mesures protectionnistes déguisées et sélectives, des codes antidumping à la fermeture des marchés publics, en passant

Par ALAIN WEIL

par la définition et le contrôle des normes industrielles. Nul n'est innocent à cet égard, et l'imaginaire des administrations en la matière est pratiquement illimité.

Mais, dans un contexte de concurrence internationale aiguë, toute politique nationale visant à conforter l'économie d'un pays n'est-elle pas, de fait, protectionniste? Le protectionnisme, au sens strict du terme, n'est représenté que la partie la plus directement perceptible. On sait d'ailleurs pertinemment que le libre-échange n'a été prôné, historiquement, que par les Etats les plus forts, et uniquement dans les périodes où ils voulaient en retirer un avantage immédiat.

On ne peut donc isoler artificiellement le commerce extérieur de l'ensemble de la politique économique. Car, comme l'écrit fort justement le rapport Pisani:

« 1° On n'exporte pas des surplus; 2° On n'importe pas des compléments; 3° Pour défendre les meilleurs conditions possibles, il faut s'installer, désormais, sur les marchés internationaux comme vendeur et acheteur structurel ».

Bref, on n'exporte pas ce que l'on produit, mais on exporte ce que l'on est.

La théorie du libre-échange, et donc du protectionnisme, dépasse de l'abstraction que représente la concurrence libre et parfaite, dont chacun peut constater qu'elle se voit de plus en plus battue en brèche par les monopoles de production, d'échanges et d'information, ainsi que par les interventions des Etats (dont il paraît difficile, aujourd'hui, de condamner le

principe). Dans ce cadre, les débats sur le protectionnisme ne peuvent plus porter que sur deux points:

1° L'espace d'application d'une politique homogène: dans une phase de maturité industrielle, seuls des ensembles riches de ressources continentales suffisamment riches et diversifiées peuvent envisager de préserver, en s'isolant, leur autonomie de décision politique et sociale sans courir le risque d'une sévère récession économique.

2° La marge de manœuvre disponible, pour les rapports entre ces différents blocs, entre le « protectionnisme concerté » et le « libre-échange armé », qui suppose une véritable coopération économique des différents partenaires. La mesure selon laquelle on estime que la coordination peut se substituer à la confrontation détermine la réponse aux deux questions précédentes.

Au-delà des divergences d'appréciation sur les chances d'une harmonisation négociée et équitable des échanges internationaux, il apparaît utile de souligner les points de convergence les plus marquants des divers travaux cités:

— Il est impératif de corriger la dissymétrie

des relations entre la C.E.E., les Etats-Unis et le Japon;

— L'industrialisation de certains pays du tiers-monde pose aux pays développés des problèmes réels d'adaptation à des mutations plus ou moins nécessaires, mais la véritable « guerre économique » se déroule entre pays industrialisés;

— Tout en refusant le « dumping social » des pays à statut social médiocre, les nouvelles règles devront favoriser les économies de l'économie par rapport aux pays développés;

— La liberté des échanges, en elle-même, ne garantit pas plus le bien-être qu'elle ne constitue un facteur de paix;

— Mais un protectionnisme « sauvage » et prolongé constitue dans un pays un péril pour les libertés et la démocratie et, si l'on généralise, porte les germes d'une confrontation armée.

Toutefois, aucun des ouvrages n'envisage pour la France de choix politiques, sociaux, et donc économiques, sensiblement différents de ceux de ses partenaires européens. Une telle hypothèse serait évidemment, de nature à modifier quelques-unes des perspectives précédentes.

Avec cette réserve, on peut laisser au rapport Pisani le soin de conclure: « Ce n'est que par une action concertée mais rigoureuse de l'Etat, des entreprises et des travailleurs, et non par un abandon de notre économie aux prétendues lois du marché, que nous pouvons le mieux, que nous pouvons seulement affronter la concurrence extérieure sans risques d'être submergés. La planification, pour appeler les choses par leur nom, est la condition de la maîtrise de nos forces et donc du maintien de notre ouverture au monde extérieur. »

(1) Jean-Marcel Jeanneney, *Pour un nouveau protectionnisme*, Le Seuil, Paris, 1978, 155 pages.

(2) Christian Mégretis, *Danger Protectionnisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1978, 273 pages.

(3) Léon Peillon, *L'avenir des industries françaises et la nouvelle répartition internationale de la production industrielle*, rapport au Conseil économique et social adopté le 15 novembre 1978.

(4) Edgard Pisani, *Les enjeux et les conditions des échanges extérieurs de la France*, rapport au Sénat, 13 octobre 1978, 1300 pages.

(5) Jacques Mayer, rapport au ministre du commerce extérieur du Groupe d'études sur les perspectives de la balance commerciale française au cours des dix prochaines années, publié par Economie et statistique, n° 106, décembre 1978, 19 pages.

à Ottawa

FACE

Dans les

LE

ALTERNATIVES

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

LE

à Ottawa

FACE AUX REVENDICATIONS DU QUÉBEC

par cinquante-sept députés dans une députation de l'Ouest totalisant soixante-dix sièges. La désignation, en janvier dernier, par M. Trudeau, d'un gouverneur général manitobain, M. Edward Schreyer, fils d'immigrant allemand et multilingue, avait utilement préparé cette relève sur le plan protocolaire.

Solidement en selle à Ottawa, l'Ouest peut désormais oublier ses complexes d'excommunication politique et mettre ses vastes énergies, son optimisme et ses richesses au service de la nation.

Deuxième avantage : l'équipe de M. Clark, comme à Londres celle de Mme Margaret Thatcher, offre au pays une chance d'essayer une cure de capitalisme (fort tempérée par des soutis populistes et sociaux), après une longue période marquée par l'hostilité grandissante du monde des affaires envers l'Etat fédéral, trop interventionniste. Comme nous l'avons dit, l'économie canadienne est affligée d'importants défauts de structure, ce qui réduit considérablement la marge de manœuvre de M. Clark : pourtant, s'il réussit à apaiser les investisseurs, ce sera toujours autant de gagné.

Enfin, un régime conservateur de quelques années fera le plus grand bien... aux libéraux. Au pouvoir, ils ont laissé s'effriter les hommes, idées et organisation : un séjour dans l'opposition leur permettra de recharger leurs batteries — comme ils l'avaient déjà fait durant l'interregne de M. Diefenbaker — et de revenir à la charge dans deux ou trois ans dans leur rôle traditionnel : faire le pont entre francophones et anglophones.

Mais la situation actuelle n'est pas sans risque. Outre le symbolisme d'un gou-

vernement « anglais » face à une opposition « française », l'accession au pouvoir d'un homme expérimenté et peu respecté intellectuellement (même par ses partisans), expose l'unité canadienne aux assauts de M. Lévesque. M. Clark ne comprend guère les subtilités de la politique québécoise, et les efforts louables qu'il a déployés depuis son arrivée à Ottawa, en 1972, comme simple député, ne lui permettent pas encore de bien passer la rampe en français.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le projet de référendum par lequel M. Lévesque veut demander un mandat pour négocier la sécession assortie d'une association économique tendait à se préciser. Le P.Q. ayant subi récemment deux revers cuisants dans des élections partielles face aux libéraux fédéralistes du chef de l'opposition au Québec, M. Claude Ryan, et les sondages indiquent que plus de 80 % des Québécois ne veulent pas l'indépendance tout court, le rendez-vous référendaire semble reporté au printemps 1980.

Néanmoins, la pression du P.Q. et ses manœuvres contre Ottawa exigent une intelligence et des nerfs qui, jusqu'à présent, ne sont guère manifestes chez M. Clark. En tant qu'anglophone, M. Clark peut, plus facilement que le francophone Trudeau, se permettre de faire des « concessions » au Québec. Le Canada, cependant, est déjà, à bien des égards (fiscalité, compétences), la fédération la plus décentralisée du monde, et M. Clark ne pourra pas jeter indéfiniment du lest constitutionnel sans pousser le pays vers la balkanisation.

Sur le plan extérieur, le Canada restera fidèle à ses options traditionnelles :

attachement aux Etats-Unis, au Commonwealth, à la francophonie, à l'OTAN et aux Nations unies. Mais M. Clark apportera son style, ses connaissances, ses préférences. N'ayant pas l'égérie flamboyante de M. Trudeau, il ne possède que des connaissances fragmentaires, mais il est vrai qu'il sera encadré par tout l'appareil d'un service diplomatique fort efficace — très bon élève, bûcheur, il sait écouter, et il a prouvé, en assemblant un programme électoral assez éclectique, qu'il sait apprendre et emprunter. Après l'engouement de M. Trudeau pour un « lien contractuel » avec l'Europe (lien qui ne s'est jamais vraiment tissé), M. Clark mettra l'accent sur le Commonwealth, sur l'OTAN... et sur Israël. Sans doute verra-t-il aussi d'un bon œil le rapprochement du nouveau régime de Salébury. Au cours de la campagne électorale, il s'était assuré deux ou trois sièges à Toronto dans des quartiers à dominante israélienne en promettant de faire transférer l'ambassade du Canada de Tel-Aviv à Jérusalem. L'initiative a horrifié les diplomates canadiens, qui espèrent continuer leur rôle (dans le cadre de médiateurs mineurs entre Israéliens et Arabes : elle a aussi passablement agacé la Maison Blanche, qui craint qu'une pression par émigration des milieux pro-israéliens aux Etats-Unis compromette le rôle délicat que joue Washington entre MM. Sadate et Begin.

Deux jours après avoir claironné sa volonté de procéder tambour battant au déménagement de l'ambassade, et face à la pression concertée des Etats arabes (qui, de plus, menacent de saboter plusieurs contrats portant sur la technologie canadienne et le pétrole arabe), M. Clark

a été obligé d'opérer un retrait qui ressemble fort à un sauve-qui-peut.

Si le Commonwealth retrouve un peu de son lustre à Ottawa, le monde francophone, lui, ne pourra recevoir la même attention, même s'il est certain que se poursuivront les programmes canadiens d'aide en argent, marchandises et techniques. Certes, M. Clark manifeste une certaine sympathie envers la francophonie ; mais il lui sera difficile d'en saisir les vibrations avec la même intensité que l'équipe à prédominance francophone de M. Pierre Trudeau. Après la conférence du Commonwealth à Los Angeles au mois d'août, M. Clark envisage de s'arrêter à Dakar pour s'entretenir avec ce vieil ami du Canada et de la francophonie qu'est le président Leopold Senghor.

Quant à la France, ce sera « business as usual » au niveau des affaires courantes. La période de « guerre froide » gaullienne, la collaboration économique et scientifique franco-canadienne se développe. Mais les relations au sommet pourrissent-elles ressusciter l'estime cordiale qui marquait les rapports des deux « têtes » francophones Trudeau et Giscard d'Estaing ? Probablement pas.

Pour l'instant, le nouveau régime à Ottawa ne semble guère en passe de se tailler une place au soleil sur le plan international. On verra plus vraisemblablement une politique étrangère fondée sur la bonne entente des diplomates de carrière. Outre le nouvel accent sur le Commonwealth, on peut tout au plus s'attendre que l'OTAN soit légèrement, plus favorisée (les conservateurs ont

promis de renforcer quelque peu les forces armées canadiennes, en tout cas modestes).

Le nouveau secrétaire d'Etat aux affaires extérieures est une femme fort sympathique, mais presque unilingue anglaise, Mme Flora MacDonald, ancienne secrétaire dactyle à la permanence du parti, qui a commencé à attirer l'attention, il y a une dizaine d'années, lorsque l'irascible John Diefenbaker prit la peine de la congédier...

Devant ce tableau d'une relève, il serait prématuré de prédire le désastre sur quelque plan que ce soit. M. Clark est en effet servi par les médiocres espoirs qu'il a suscités. Il n'est pas exclu qu'il grandisse dans ses fonctions (à la Harry Truman ?) ni d'ailleurs qu'il se « nikonisise », malgré sa probité incontestable. Pour l'instant, Ottawa et le pays tout entier se montrent d'un flegme qui, au départ, laisse au nouveau premier ministre toutes ses chances. Quant à M. Trudeau, avec un parti à rebâtir de fond en comble, et avec sans doute un rôle-clé dans le débat sur le référendum au Québec, il est assuré de ne pas manquer d'activité. Depuis une dizaine d'années, on disait qu'en cas de défaite il plierait bagage et irait cultiver son jardin. Une telle éclipse volontaire est loin d'être certaine, d'autant que M. Trudeau sera fort tenté de rester présent dans le combat canadien au Québec. M. René Lévesque ayant adopté une stratégie dite « étape », (il parle maintenant de deux référendums, au besoin), ce combat pourrait durer plusieurs années.

KEITH SPICER.

Dans les revues...

Si considérant que l'évolution du droit de l'inspiration étatique transforme les libertés dans le sens du totalitarisme libéral, la nouvelle revue LEVIATHAN étudie la signification de ce phénomène, s'interrogeant, par exemple, sur la rigueur d'exception prévu par nombre de constitutions. (N° 2, printemps, trimestre), abonnement : 100 F., 4, rue de la Miséricorde, 67000 Strasbourg.)

DIALOGUE occupe de l'optimisme à l'opimisme, selon les auteurs. L'évolution du tiers-monde prouve que les dangers de certitudes américaines sur la démocratie, sont ceux des thèmes évoqués à propos de l'avenir des sociétés. (Volume IX, n° 4, quatrième trimestre 1978, dernier reçu, International Communication Agency, 1715 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, D.C. 20541.)

Le thème d'ALTERNATIVES NON VIOLENTES : la désobéissance, l'aveuglement, l'efficacité en ce domaine appuient l'union organisée de la désobéissance civile dans les Etats qui déclinent le monopole de la violence et dans des démocraties de plus en plus formelles. (N° 34, juillet, trimestre), 10 F. - 3, rue Dumas, 69001 Lyon.)

LE ECONOMIE ET POLITIQUE s'intéresse à la Commission trilatérale et estime qu'il s'agit d'un effort global d'adaptation, de redéfinition de la coordination de l'ensemble des moyens économiques, politiques, idéologiques et militaires de l'impérialisme, organisé autour du triangle tripartite du capitalisme multinational, un jugement qui vaut aussi pour le Club Rome. (N° 27-28, juillet-août, mensuel, 14 F. - 8, cité d'Hauteville, 75010 Paris.)

LE JOURNAL MARXISTE, LE MARXISTE-LÉNINISTE engage un procès sans pitié contre les bourgeoisies européennes dont il condamne la position de dépendance entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. La médiation de l'égalité de l'Allemagne serait une attitude réactionnaire dans la mesure où elle cacherait la menace entretenu par Moscou. (N° 36, juin-juillet, mensuel, 4 F. - B.P. 278, 75027 Paris Cedex 17.)

Dans la NOUVELLE REVUE SOCIALE, le G.I. Givens écrit que, plus que tout autre, le temps des vacances est celui de l'insécurité. En éditorial, il conclut que l'Europe des travailleurs reste à faire. Un dossier sur

l'énergie : projet de société, propositions socialistes, critique de la politique actuelle : nucléaire ou « un climat régné de mariage de raison ». (N° 41, juin, dernier paru, dix numéros par an, 14 F. - 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.)

L'alternance en Grande-Bretagne, la victoire électorale des conservateurs expriment-elles une volonté de décentralisation économique et sociale ? PROJET observe aussi ce changement politique en Suisse et en Irlande du Nord. (N° 137, juillet-août, dix numéros par an, 13 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

Dans DEFENSE NATIONALE, Pierre-M. Gallio pose la question des armes nouvelles et de la sécurité de l'Europe de l'Ouest : il admet la possibilité d'une guerre, déclenchée par Moscou contre une Europe impulsant à réaliser l'acte d'un armement adapté, dans l'intention d'affaiblir son adversaire américain. (Trente-cinquième année, juillet, mensuel, 18 F. - 1, place Joffre, 75006 Paris.)

Après un dossier sur la sidérurgie, l'Europe et la crise, PROLETARIAT aborde les thèmes de la décadence, du magne, des thèmes antagonistes en présence et des deux politiques qui s'affrontent aujourd'hui. (N° 29, deuxième trimestre, trimestre, 15 F. - B.P. 320, 13211 Marseille Cedex 13.)

Les inquiétudes que l'opinion française peut éprouver à l'égard de l'Europe s'expriment sous la plume de Michel Fiset, à propos de l'élaboration du projet de Jean-Paul Bled à propos du général de Gaulle face à l'Allemagne, dans ARGUMENTS POUR L'EUROPE. (N° 9, juin, mensuel, 10 F. - B.P. 525, 75027 Paris Cedex 02.)

La Communauté européenne et la guerre, les questions de la sécurité de la bataille politique : la REVUE DU MARCHE COMMUN détaille les mécanismes de la politique de l'Union européenne, le budget européen, Francisco Granell, économiste espagnol, examine les circonstances de la Communauté. (N° 27, juin, mensuel, abonnement : 250 F. - 3, rue Soufflot, 75005 Paris.)

Dans la REVUE DES DEUX MONDES, M. Jules Moch continue d'évoquer ses souvenirs sur l'école de la République, le décret du 22 mars 1979, ne cherche qu'à incorporer les Mapuches à la chilenité, en leur donnant des droits et responsabilités égaux à ceux de toute la population. Depuis quelques années, des dispositions comportent-elles une nouvelle atteinte aux droits de l'homme ? Faut-il continuer à maintenir les Mapuches en une situation de citoyens de deuxième classe ? Laissez-moi lire...

sité de « courir le risque de se tromper socialement » : si sur les « besoins de pacification des voies publiques ». (Juillet, mensuel, 14 F. - 13, rue de l'Université, 75007 Paris.)

Une grande enquête sur le problème du développement rural en Asie dans l'un des derniers numéros de la FAE EASTERN ECONOMIC REVIEW, l'hebdomadaire à mobilité une dizaine de collaborateurs qui exposent comment se régissent les problèmes dans divers pays. Les auteurs ont fait remarquer que le nombre des paysans dépendants a augmenté dans une dizaine de manières inquiétantes. (Vol. 105, n° 26, 13 juillet, hebdomadaire, G.P.O. Box 160, Hong-Kong.)

LE PAPERBAC analyse la situation indochinoise à partir des résolutions discutées par le secrétariat général de la IV^e Internationale. Son choix idéologique lui permet de prendre un point de vue original, soulignant l'intérêt que les Occidentaux trouvent dans la division des pays socialistes et montrant les effets de la bureaucratie socialiste coupée de toute démocratie véritable. (N° 56-57, juillet, bimensuel, 5 F. - B.P. 57, 93101 Montreuil Cedex.)

LES TEMPS MODERNES retracent les racines lointaines du conflit entre la Chine et la Vietnam, qui remonte à l'an 204 avant Jésus-Christ : la communauté chinoise au Vietnam passe au vingtième siècle de cent mille personnes à plus d'un million, ce qui fait que les Vietnamiens eux-mêmes ne parviennent qu'à doubler leur effectif. (N° 385, juin, mensuel, 20 F. - 4, rue Sébastien-Bottin, Paris-7^e.)

LE STRATEGIQUE, revue de recherches et d'études, publie un long article sur les systèmes militaires et politiques de la Chine, où l'armée et le secteur civil échangent leurs cadres. (N° 2, printemps, mensuel, 30 F. - 6061 national des Invalides, 75007 Paris.)

Les Etats-Unis, aveuglés par l'obsession de leurs propres intérêts, ont pratiqué à l'égard de l'Iran impérial la politique de « deux poids, deux mesures ». LE FOREIGN POLICY montre l'absurdité de la conduite du chah, soutenu par les Américains, face à la seule adhésion du régime capitaliste, et par l'assurance d'un approvisionnement pétrolier avantageux. Aler à Vardanis analyse, par ailleurs, les divergences entre les politiques militaires des Etats-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest. (N° 2, printemps, trimestre, 3 dollars - P.O. Box 984, Farmingdale, New-York 11737.)

LE ECONOMISTE DU TIERS-MONDE publie une étude des transports terrestres en Afrique dont le tracé met en évidence l'alignement du continent. (N° 27, juillet-août, mensuel, 5 F. - 10, rue Aubert, 75009 Paris.)

La déception et l'inquiétude transparaissent dans DERNIERE L'AFRIQUE à l'occasion du sommet de l'Organisation de l'unité africaine. Tous les conflits actuels — Tchad, Sahara, Egypte, Congo — semblent pousser l'O.U.A. aux limites de ses capacités arbitraires, et condamner les gouvernements à choisir entre la conservation du pouvoir et le service de l'intérêt général. (N° 21, juillet, bimensuel, 7 F. - 16, rue Guillaume-Tell, 75007 Paris.)

Dans la REVUE AFRICAINE DE STRATEGIE, Edmond Journe pose la question des frontières africaines. (N° 3, trimestre, 66 20 F. - 9, rue du Château-d'eau, 75010 Paris.)

Le Zaïre, tel qu'un journaliste belge — Mann Ruys — peut le comprendre : création artificielle de Léopold II pour l'enrichissement exclusif de son pays, chassée gardée occidentale à signaler aussi dans SEPTENTRION, outre ce sujet, un article sur l'enseignement du néerlandais en Wallonie et du français en Flandre. (8^e année, n° 2, juin, trois numéros par an, 20 F. - Miroisstraat 160, B-8330, Kerkendijk, Belgique.)

LE SORCIERES publie une étude sur la démographie algérienne qui nuance les clichés stéréotypés souvent utilisés sur ce sujet. (N° 84, avril-mai-juin, trimestre, 17 F. - La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93048 Aubervilliers Cedex.)

L'histoire du mouvement ouvrier portugais, en lutte de libération, sa politique actuelle d'amélioration des conditions de vie de la population constituent la première partie du dernier numéro de FAIM-DEVELOPPEMENT qui s'intéresse aussi à l'agro-industrie en Amérique latine et à la Colombie, où les Indiens commencent à recouvrer des droits sur leurs terres. (N° 77, juin-juillet, mensuel, 2 F. - 27, rue Guisard, 75006 Paris.)

LE CERRS, publication de la F.A.O., présente un rapport sur la structure agraire et les régimes fonciers dans le tiers-monde, très riche de graphiques clairs et de statistiques pertinentes. Autre thème : l'exploitation étrangère des terres agricoles dans les pays en voie de développement, souvent avec la complicité des monopoles locaux. Un article sur la solution chinoise du problème de la terre insiste sur l'importance de la main-d'œuvre qu'il a fallu mobiliser pour entreprendre les travaux nécessaires. (N° 58, mars-avril, bimensuel, abonnement 5 dollars. - F.A.O., via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome.)

Une revue nouvelle, LA NOUVELLE REVUE, marque l'année de l'enfance par un numéro double, sous le titre : « Quel amour d'enfant ! » et s'attache à raconter, sous tous ses aspects, la « sombre histoire » de l'enfance. (N° 5-6, juin-juillet, mensuel, et numéro : 23 F. - Avenue Van Volxem 305, 1150 Bruxelles.)

LE SORCIERES change de formule : moins fréquente et plus copieuse. On entend surveiller désormais ce qu'on a appelé le « style Sorcières », c'est-à-dire ne pas s'abandonner à un certain tonner. Quel qu'il en soit, cette publication tient une place notable dans la nouvelle presse féminine et exprime une tendance originale du mouvement féministe. Ce dixième numéro, le premier de la revue renouvelée, a pour thème le Vêtement. (Premier numéro 1979, trois numéros par an, abonnement : 100 F. - Stock, Paris.)

Encore une nouvelle revue : L'ETAT. Celui-ci serait purement national. L'éditeur entend rappeler sa source grecque, signifiant : « l'Etat ». Le thème est très général : « La haine ». Sous toutes ses formes : politique, raciale, sociale, familiale, nationale, sentimentale, etc. Et littéraire, celle-ci présente tout naturellement aux « mots » de la haine, ou « La haine ». (N° 1, périodique pas encore précisée, ce numéro : 20 F. - Editions livres Baller, 22, rue Huyghens, Paris-14^e.)

Poursuivant son entreprise de résurrection par la reproduction en fac-similé de revues introuvables, J.-M. Place nous restitue LES DERNIERS JOURS, cahiers fondés, dirigés et rédigés par Drieu La Rochelle et Emmanuel Berl en 1937. Document significatif sur l'état d'esprit d'une époque, (sept numéros constituant la collection, en un volume de 27,50 F. - J.-M. Place, 641, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, Paris-5^e.)

Correspondance

DIFFAMATION DE LA JUNTE CHILIENNE

Nous avons reçu du Dr Julio Retamal Favre, attaché culturel et de presse près l'ambassade du Chili à Paris, la lettre suivante :

Je vois que la campagne antichilienne que vous menez depuis six ans ne désarme pas. En effet, dans votre numéro de juillet, je lis un article sidérant concernant les Mapuches et « la menace de leur extermination légale ». Apparemment, cette « étude » a été concoctée par un « Comité mapuche de solidarité », mais ce n'est qu'une petite analyse pleine d'erreurs et qui emploie les archaïsmes et les archaïsmes méthodes marxistes.

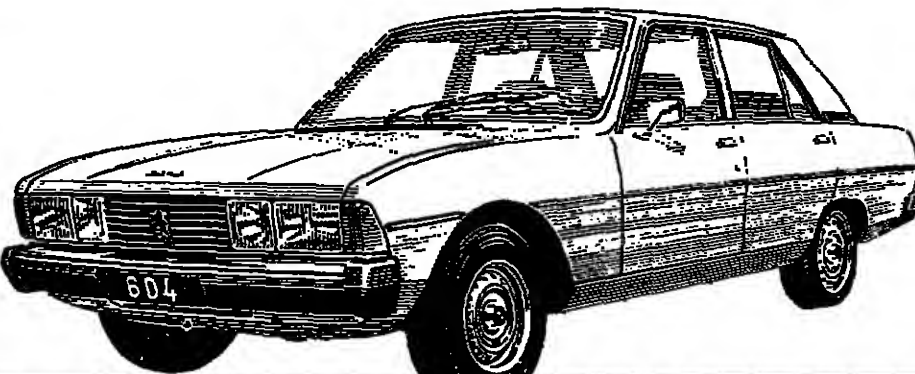
Je n'entre pas dans les détails d'une interprétation préjugée des faits historiques, car il suffit de connaître l'histoire de mon pays pour voir qu'elle ne tient pas debout. L'auteur condamne à tour de rôle les missionnaires catholiques, toute la législation chilienne du dix-neuvième et du vingtième siècle, tous les efforts que les gouvernements successifs ont fait pour intégrer les Mapuches à la civilisation et à la vie nationale productive. A le croire, il aurait fallu laisser les aborigènes en marge, dans un système d'apartheid

ou comme un Etat dans l'Etat (au détriment du Chili et au bénéfice des Auteurs Antonio !). Peut-être que l'auteur veut créer une scission dans l'extraordinaire unité du Chili et lancer un Etat araucan indépendant.

En ce qui concerne la soi-disant « participation enthousiaste de Mapuches à la mobilisation du peuple sous l'unité populaire » et à la « répression sévère » qu'ils auraient subi sous le gouvernement actuel, il ne s'agit là que d'un « wishful thinking » de l'analyste, démenti par la réalité.

Il suffit de lire les opinions exprimées dans la presse ces derniers mois pour voir que, si bien il y a eu des réserves manifestées à l'égard des dernières dispositions légales, il y a eu aussi des opinions tout à fait favorables, émanant des parties intéressées. En général, le décret du 22 mars 1979, ne cherche qu'à incorporer les Mapuches à la chilenité, en leur donnant des droits et responsabilités égaux à ceux de toute la population. Depuis quelques années, des dispositions comportent-elles une nouvelle atteinte aux droits de l'homme ? Faut-il continuer à maintenir les Mapuches en une situation de citoyens de deuxième classe ? Laissez-moi lire...

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique,
• et des Organisations Internationales,
• aux Clients se rendant en France.
Exclusivement immatriculations spéciales CO et TT

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peugeot 280.426

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ



(Photomontage Magnum-Soia)

RÉFUGIÉS DU TIERS-MONDE

DOMINATION,
CONFLITS,
DÉRACINEMENT...

Plus de vingt-cinq millions de réfugiés ou personnes déplacées ont dû être secourus par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) depuis sa création, en 1951, et leur nombre ne cesse d'augmenter chaque année. Le déracinement s'est imposé de façon durable comme un mode d'existence et une menace constante suspendue sur la tête de millions d'hommes à travers le monde. Marginal au sein des pays industrialisés, le problème des réfugiés prend une ampleur catastrophique dans les pays en voie de développement, tout particulièrement en Afrique, qui possède le douteux privilège d'en compter le plus grand nombre.

L'aptitude à fabriquer des réfugiés ne procède pas plus que l'analphabétisme ou la faim d'hypothétiques conditions « naturelles » : ses causes relèvent le plus souvent de la politique de domination qui subit le tiers-monde. Les dictatures installées avec la bénédiction de l'Occident et sous sa protection suscitent des exils massifs. Les soulèvements, les guerres de libération — parfois menées contre des survivances coloniales, comme en Afrique australe — entraînent d'autres. L'autoritarisme de dirigeants révolutionnaires, endurcis par une guerre prolongée et condamnés à dépendre de Moscou ou de Pékin pro-

voque de nouveaux départs. Qu'ils soient déclenchés par l'appétit des matières premières ou le souci d'en contrôler l'acheminement, les conflits locaux y ajoutent leurs vagues de réfugiés. Et comment ignorer, bien qu'ils n'entrent pas dans le cadre strict de la définition juridique, la masse de ces « paysans déposés de la terre » que la nouvelle division internationale du travail pousse à l'exode vers les bidonvilles des capitales ?

Toutes les précautions prises pour conserver, à la conférence sur les réfugiés d'Indochine, réunie à Genève les 20 et 21 juillet, son caractère « purement humanitaire », n'ont réussi qu'à éluder l'analyse des causes, sans qu'un instant la politique soit absente des débats. Elles ont même, paradoxalement, abouti à faire jouer, à l'institution humanitaire que se veut le H.C.R., un rôle assez ambigu dans la limitation des départs clandestins du Vietnam. Cette mesure, proposée par la France comme complément de la reconnaissance du droit à l'émigration, puis reprise par les États-Unis sous la forme d'un « moratoire des expulsions », a finalement été entérinée par le Vietnam, qui a accepté de mettre fin aux « départs illégaux ». Le talent de M. Waldheim à éteindre la polémique sur les responsabilités du drame actuel n'a-t-il pas, d'ailleurs, sans doute autant qu'au Vietnam, profité à la France et aux États-Unis qui, en trente ans de guerre ont largement contribué à en créer les conditions ? Ainsi, le fantôme, évoqué par le ministre d'un pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de la déstabilisation de l'équilibre ethnique et social du Sud-Est asiatique pourrât-il s'évanouir si Hanoï fait la démonstration qu'il parvient parfaitement à contrôler les départs « clan-

destins » ? L'envoi en mer de Chine de patrouilles aériennes et de navires américains pour y recueillir les réfugiés peut, en revanche, encourager les fuites ; il marque aussi, à l'occasion d'une mission de sauvetage, un regain de la présence américaine dans ces eaux.

Le souci humanitaire n'a pourtant pas permis à la conférence de s'intéresser au sort des détenus cambodgiens ; ONU ne pourrait s'en préoccuper qu'à la condition de cesser de reconnaître le gouvernement khmer rouge, ou à l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité qui aboutirait à terme au même résultat. Les intérêts des puissances, maillés le temps d'une conférence sous le fard des discours généreux, réapparaissent alors de plus belle et risquent de préparer de nouveaux exodes.

Dans cette assemblée, d'où les États du tiers-monde non directement concernés avaient pratiquement été tenus à l'écart, il se trouva cependant le représentant de la Tanzanie pour s'étonner de l'« ahurissante inconséquence dans l'attention et la réponse apportées par la communauté internationale au problème des réfugiés du Sud-Est asiatique par rapport au problème des réfugiés dans le reste du monde ».

Une partie des textes ci-dessous exposent les moyens juridiques dont dispose la communauté internationale pour assurer la protection des réfugiés. Des moyens qui paraissent aujourd'hui dérisoires devant l'ampleur du phénomène dans les pays du tiers-monde, alors qu'ils furent mis en place à une époque où il s'agissait essentiellement de réglementer le statut des réfugiés européens, dont l'exode ne prit jamais des dimensions aussi spectaculaires.

Devant le désespoir,
un monstre froid et
de glaciales discriminations

Une protection juridique encore insuffisante

Par MARIO BETTATI *

Le temps des grandes migrations recommence. Il conduit aux frontières de certains pays un nombre sans cesse croissant de candidats réfugiés, émigrants démunis, errants de la peur, chassés par la violence étatique ou la terreur mitoyenne, nomades de la faim, fuyant la pénurie et le désarroi, rescapés des pirates, des rançonneurs et des charognards de la misère.

Voici l'un de ces malheureux face au représentant d'un État d'accueil, devant l'examineur, devant le jugement dernier qui prononcera pour lui le retour en enfer, l'accès au purgatoire du camp, qui sait, peut-être, au paradis de l'asile ? L'examen est difficile, la sélection draconienne, l'échec quotidien.

L'octroi du statut de réfugié à une personne dépend avant tout de la détermination de sa qualité de réfugié. Or cette opération préalable, véritable acte-condition pour la mise en œuvre des droits et de la protection, est sans doute, à l'heure actuelle, la plus délicate, du point de vue juridique.

Le droit au statut précède le droit du statut. Le premier est strictement défini, à la discrétion des gouvernements, et la souveraine volonté des États bien parcimonieuse dans sa distribution. L'urgence, le péril, la mort prochaine sont rarement des critères retenus.

Face au désespoir, l'État demeure un monstre froid et sa discrimination glaciale. Les gouvernements choisissent leurs réfugiés, comme on choisit du bétail, au marché de la détresse, usant côte à côte de critères et quotas. Chacun pour soi et Dieu pour les autres. On les comprend. Un réfugié, c'est un emploi de moins, un chômeur de plus, une bouche de plus, un étranger de plus, un dissident de plus, un dérangé de plus. De toute façon, les candidats sont si nombreux... Tel gouvernement a fait plus que les

autres. C'est vrai. Alors, chacun son tour : « On a déjà donné... »

Éminemment rétractile, la définition du réfugié selon le droit international en fait une catégorie juridique évanescence à mesure que son postulat se rapproche d'une frontière.

Ainsi, pour la convention du 28 juillet 1951, est réfugié toute personne « qui, par suite d'événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut, se réclamer de la protection de ce pays... »

Limitée dans le temps, la portée de cette définition peut aussi l'être dans l'espace. Les États parties à la convention ont la faculté, par une déclaration unilatérale au moment de la signature, d'exclure de son champ d'application les événements survenus « hors d'Europe » et de limiter leur engagement aux seuls réfugiés européens. L'Australie, la France, l'Italie ont fait une telle déclaration. Le protocole du 16 décembre 1966 a supprimé les deux limitations précédentes, mais seulement soixante-neuf États l'ont ratifié, sur les cent cinquante membres de l'ONU. Ces deux textes internationaux ne sont signés par aucun pays socialiste, sauf la Yougoslavie, par aucun pays arabe, sauf le Maroc et la Tunisie, par aucun des pays du Sud-Est asiatique concernés par le problème des réfugiés indochinois.

Les États qui sont liés par ces textes ne reconnaissent pas tous la même force probante à ces définitions conventionnelles. Le véritable obstacle se situe au niveau du pays hôte, éventuel.

Lorsqu'il a pu franchir les barrières juridiques d'un État souverain, le réfugié ne voit pas son sort réglé pour autant. Comme d'autres pays, la France par exemple, qui a admis le plus grand nombre en Europe, soumet désormais son hospitalité à une « obligation de réserve » faisant peser sur ses hôtes une perpétuelle menace d'expulsion.

Les lois internes, lorsqu'elles existent, ont à leur tour donné leur propre définition du réfugié, tantôt plus restrictives, tantôt — et c'est plus rare — plus libérales (les lois de l'Allemagne de l'Ouest établissent un régime de faveur à l'égard des réfugiés de l'Allemagne de l'Est). Mais la plupart des États réservent la qualification de réfugié à la détermination effectuée par les autorités nationales. La souveraineté l'emporte, le droit absolu à l'asile n'existe toujours pas.

Ainsi la loi française du 25 juillet 1952 a-t-elle créé un Office français de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.). Cet établissement public, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative est notamment chargé de reconnaître la qualité de réfugié à toute personne qui relève du mandat du H.C.R. (haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés). Il n'est pas seul compétent pour ce faire, les tribunaux de l'ordre judiciaire le sont également (cour d'appel de Paris, 3^e chambre, 9 janvier 1968).

* Professeur de droit international à l'université de Reims.

L'Office peut évidemment retirer le titre de réfugié. La personne qui en est privée dispose alors d'une faculté de recours devant une commission de trois membres (un représentant du H.C.R., un représentant de l'Office et un membre du Conseil d'État).

Les critères de sélection sur lesquels se fondent les autorités nationales sont assez divers, à la fois quantitatifs (contingents ou quotas), sanitaires, linguistiques, culturels, professionnels, familiaux et surtout politiques. Sont pris en considération, tout particulièrement, les services rendus à l'État d'accueil. Dans un arrêt du 10 juin 1972, la cour d'appel de Paris admet que possède la qualité de réfugié la personne qui avait dû, en raison de son activité politique, quitter clandestinement la Syrie et avait été, après son entrée en France, condamnée par les autorités de son pays pour « services rendus à la France ». Ces « services » étaient qualifiés par la cour de Dames d'« espionnage ».

Tous les réfugiés ne sont évidemment pas pour autant d'anciens espions. Ainsi, quant aux cinquante et un mille huit cents réfugiés d'Indochine (au 31 mai 1979) accueillis en France depuis 1975, ils ont été sélectionnés pour moitié d'entre eux dans les camps de Thailande et de Malaisie, les autres ont obtenu des visas de sortie du Vietnam. Cette sélection a retenu les critères suivants : services rendus dans le passé au gouvernement français, connaissance du français, qualification et durée du séjour dans le camp. Il a été également tenu compte de la présence en France d'un membre de la famille pour 30 % d'entre eux. Ce dernier critère a été utilisé parfois de façon assez adroite par les réfugiés qui faisaient parvenir en France un enfant déclaré « orphelin », celui-ci retrouvant ultérieurement ses parents légi-

times qui demandaient à venir le rejoindre. Qui oserait les condamner ?

Le visa d'entrée ainsi accordé, le pays d'asile soumet le réfugié au statut qui engendre droits et obligations.

Les conventions internationales tendent à faire accorder aux réfugiés un régime juridique aussi proche que possible de celui des nationaux, notamment en ce qui concerne le droit au travail, le droit de propriété, y compris la propriété intellectuelle, le droit d'association, d'être en justice (la jurisprudence française admet en particulier que le réfugié est assimilé aux nationaux français quant à l'accès aux tribunaux. Tribunal de grande instance de Paris, 17 avril 1970). Le droit de bénéficier de l'éducation publique, de la sécurité sociale, de l'assistance publique, etc.

(Lire la suite page 8.)

Lire pages 8 à 10 :

PAGES 8 et 9 : Suite de l'article de M. Bettati. - Du droit d'asile aux conventions internationales (Ch. Zarghiteh). - Plus de onze millions de réfugiés (C. Bonnet). - L'Afrique, exemple des obstacles à surmonter (E. Jourval).

PAGE 10 : Suite de l'article d'E. Jourval. - La conférence d'Arusha et les droits de l'homme (C. Betsch).

nationalité, dépourvus de pièces d'identité officielles, ils n'ont aucun moyen de se déplacer et restent « bloqués » dans les pays limitrophes de la Russie. Dans le même temps, la création de la S.D.N. (S.D.N.) facilite la mise en place d'institutions spécialement chargées d'assurer la protection internationale des réfugiés. Fridtjof Nansen, haut commissaire de la S.D.N. pour les réfugiés, entreprend, en 1921, une tournée en Europe pour convaincre les réfugiés russes : l'arrangement du 5 juillet 1922 prévoit qu'il leur sera délivré un certificat d'identité, connu plus tard sous le nom de « passeport Nansen ». D'autres arrangements, conclus par la suite, ont permis d'étendre le bénéfice de cette mesure aux réfugiés arméniens, assyriens, assyriochaldéens et turcs.

Cependant, un projet, rédigé en 1928 à l'intention du Conseil de la S.D.N., par Athanase Politis, et qui généralisait le système des passeports spé-

claux au profit de toute personne qui, tout en ayant une nationalité, ne pouvait pas obtenir un passeport national, se heurte à l'opposition intrinsèque de divers gouvernements : les instruments juridiques conclus jusqu'en 1929 par les Etats européens, notamment les traités particuliers de réfugiés ; on n'y trouve pas de définition générale de ce terme. Deux données communes peuvent cependant être dégagées de ces textes : « le réfugié est une personne qui a des intérêts non différenciés ni se doit ni en fait de la protection par pays dont il avait antérieurement la nationalité ; aucune allusion n'est faite aux raisons pour lesquelles les personnes ont été dépourvues de leur nationalité. L'arrangement du 4 juillet 1928 et la convention du 10 février 1938 concernent les « réfugiés provenant d'Allemagne » : une tendance se fait désormais jour de substituer une définition plus précise, relative à une certaine dévolution pragmatique antérieure. La convention de 1933, soumise aux plus

L'inclusion se rapportant à la nationalité ou à l'origine géographique et au défaut de protection, une clause d'exclusion : « Ne sont pas comprises dans cette définition les personnes qui ont quitté l'Allemagne pour des raisons politiques, raciales ou religieuses ». Signe de l'affaiblissement de la S.D.N. : un « Comité Intergouvernemental pour les réfugiés » est créé, en 1938, en dehors du cadre formel de l'organisation. Le 6 septembre 1938, le Haut-Commissaire Evian le 14 juillet 1939, peut définir ses attributions. Est rédigée dans le même esprit que la convention de 1938, Reintrent dans la compétence du Comité Intergouvernemental :

- 1° Les personnes qui n'ont pas encore quitté leur pays d'origine, l'Allemagne, y compris l'Autriche, la Tchécoslovaquie.
- 2° Les personnes d'origine du fait leurs opinions politiques, de leurs croyances religieuses ou de leur origine raciale;
- 3° Les personnes telles qu'elles sont définies ci-dessus, qui ont déjà quitté

leur pays d'origine, mais qui ne sont pas encore établies ailleurs d'une manière permanente. »

D'une guerre mondiale à l'autre, une certaine continuité de l'action internationale des Nations Unies a été maintenue par le Secrétariat général, le Comité intergouvernemental — dont le mandat est élargi en avril 1943 à la suite de la conférence anglo-américaine des Bermudes : sa compétence s'étend maintenant à l'ensemble des questions qu'elles se posent, qui, à la suite des événements d'Europe, ont dû quitter, ou pourraient être obligées de quitter, le pays de leur résidence, parce que leurs vies ou leurs libertés se trouvent menacées, ou à cause de leurs opinions religieuses ou de leurs opinions politiques ». En 1946, le jeune Organisation des Nations unies, en fonction des spécialités de l'Organisation internationale des migrations, la Commission des Nations unies pour la Constitution vise particulièrement les « victimes des régimes nazi et fasciste,

de régime ayant pris part aux côtés des
ceurs-ci à la deuxième guerre mon-
diale, ou encore de régimes qu'elles
ou analogues », les « républicains
et démocrates », les « socialistes », le
paysan d'Espagne », les personnes
considérées comme « républicains » avant
le commencement du conflit mondial.
Institution ad hoc, chargée de régulariser
la situation particulière de l'éprouvé-guerre,
l'I.R.A. fut créée par le Comité inter-
gouvernemental des Nations unies auquel
fut confié un mandat universel et de
très amples attributions — un mandat
théoriquement temporaire, mais qu'il
dépasse, en fait, d'une infinité de fois.
C'est sur la suite. Le succès de l'Insti-
tution témoigne de l'ampleur dramatique
de grandes migrations politiques tou-
jours renouvelées, des déchirements
suscités dans nombre de sociétés
nationales par les tensions et les con-
flicts idéologiques, religieuses, écono-
miques de notre temps.

CHARLES ZORGBIBE

**Insécurité permanente,
surpeuplement des camps,
mauvaises conditions sanitaires**

L'AFRIQUE connaît la triste privation d'être un continent qui compte le plus grand nombre de réfugiés. Un habitant sur deux cents a sur cent peut-être — un habitant sur deux cents — l'est, au total, plus de quatre millions. Leur nombre a doublé en trois ans. Mals de quelles personnes s'agit-il ? Les conventions adoptées en 1960 sous l'égide de l'Organisation des Nations Unites (africanité) apporte une réponse à cette question.

Le texte reprend d'abord, en son article 1, l'alinéa 1, la définition figurant dans la convention de Genève relative au statut des réfugiés (28 juillet 1951). Le terme « réfugié » s'applique, en premier lieu, à toute personne qui, poursuivie avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à une certaine catégorie de personnes ou d'opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne peut se réclamer de la protection de son pays d'origine. Elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la date de son départ. Elle n'est, en outre, en situation de l'être, crainte, veut y retourner ».

La convention africaine ne se borne pas à reproduire servilement le texte de la convention de Genève. Selon l'alinéa 2 de l'article premier, le terme « réfugié » s'applique également à « toute personne qui, du fait d'une agression, d'une persécution ou d'un événement de nature étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité d'un pays, se trouve hors de ce pays et, du fait, la nationalité, est obligée

de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité. Cependant, cette définition a été assortie de limites précises. Le préambule rappelle qu'une distinction doit être établie « entre un réfugié qui cherche à se faire une vie normale et paisible et une personne qui fuit son pays à seule fin d'y fomenter la subversion à partir de l'étranger ».

Peut-on dresser une carte
— fût-elle sommaire — des réfugiés

**Tableau 1. — LES PRINCIPAUX
PAYS D'ACCUEIL**
De nombreux chassés-croisés

Pays d'accueil	Nombre de réfugiés en 1978	Pays d'origine
Zaire	530 000	Angola, Burundi, Rwanda, Ethiopie.
Soudan ..	260 000	Zaire, Namibie.
Angola ...	250 000	Burundi, Rwanda, Ouganda, Zimbabwe.
Tanzanie ..	157 000	Zimbabwe, Zimbabwé, Angola, Namibie.
Mozamb. ..	70 800	Guinée-Equatoriale.
Zambie ...	64 160	Zimbabwe.
Gabon	68 400	Ethiopie.
Botswana ..	20 900	Soudan.
Djibouti ..	13 000	Ouganda.
Ethiopie ..	11 800	
Kenya	6 000	

Par EDMOND JOUYE *

Le drame des populations indochinoises a suscité la plus vive émotion dans le monde non communiste, et une intense campagne de mobilisation pour les secourir. Oublie-t-on qu'en Afrique, des millions d'humains classés de chez eux survivent dans des camps, ou grâce à l'hospitalité silencieuse des plus pauvres ? Beaucoup, parmi eux, n'ont même pas le statut de réfugiés.

en Afrique ? Les pays qui en produisent sont ceux qui ont le plus de conflits violents : le théâtre de conflits violents sont l'Éthiopie, Somalie, Tchad, Ouganda, etc. Ce sont aussi les pays qui subissent des dictatures (Guinée-Équatoriale de Mbarik de Mbadia, République centrafricaine (Zimbabwe) (1). Les pays d'accueil changent au gré des circonstances. La palme revient actuellement à la corne de l'Afrique. Elle est devenue le paradis pour les camps de réfugiés de masse (2). Près d'un million et demi d'entre eux sont répartis entre le Soudan, l'Éthiopie, Djibouti et la Somalie (3). En moins d'un an, leur nombre a quadruplé. Le Soudan et le Soudan du Soudan ne bien sûr pas, comme l'Inde le tableau I (4).

* Chargé de conférences au département de sciences politiques de la Sorbonne.

Tableau II
DES RESSOURCES FINANCIERES
INSUFFISANTES
2 dollars par tête au Zaïre...

Pays bénéficiaires	Allocation (en dollars) (1977)
Tanzanie	2 145 000
Soudan	1 246 000
Zaire	978 000
Zambie	334 000
Ethiopie	297 000
Burundi	168 000
Kenya	135 000
Afrique occidentale	39 000
Botswana, Lesotho, Zimbabwe	39 000
Afrique centrale	33 000
Ouganda	46 000
Éswatini	28 000
Sénégal	13 000

Des chassés croisés s'établissent entre les pays, et les phénomènes enregistrés s'apparentent parfois à ceux de vases communicants... Ainsi en est-il du Zaïre : l'Angola accueille certains de ses ressortissants — des opposants au régime — tandis qu'il est terre d'asile pour plus d'un demi-million d'individus venus d'Angola, du Burundi, du Rwanda...

Parfois aussi, des facteurs apparemment contradictoires jouent dans le même sens. C'est le cas pour l'Ouganda. Depuis la chute de la dictature, le 11 avril 1973, l'afflux des réfugiés en provenance de ce pays n'a nullement diminué. Des déplacements de personnes aussi considérables — en Ouganda ou ailleurs — appellent des remèdes. Ils ont, en effet, été recherchés.

Les thérapeutiques ont un dénominateur commun : elles tentent d'organiser une protection plus systématique des réfugiés sur le plan international (5). Deux institutions ont joué un rôle décisif : l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine. L'ONU emprunte le relais de son haut commissariat pour les réfugiés. Les actions qu'il a menées en Afrique sont nombreuses. Elles ont une façon générale, à l'application de la Convention de Genève et de son protocole du 31 janvier 1967, mais, pour l'essentiel, il consent des aides aux pays accueillant des réfugiés. Pour 1977, le tableau II indique les allocations accordées aux pays d'Afrique (6).

(Lire la suite page 10.)

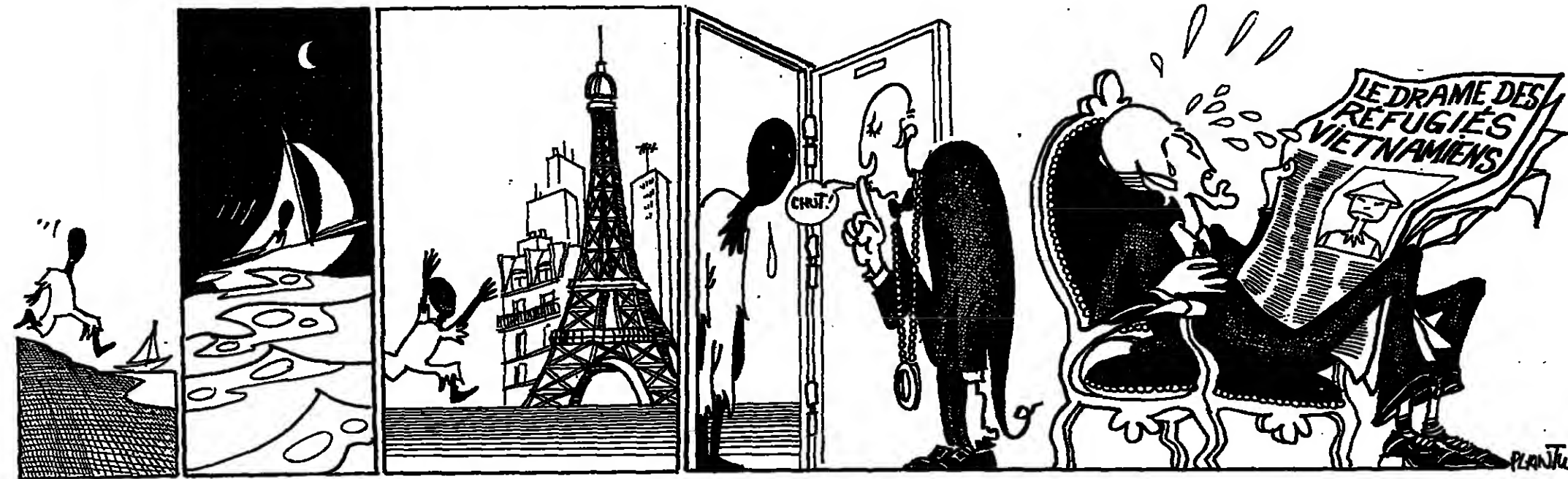
(1) Le nombre des Zimbabwéens qui ont gagné les pays limitrophes de la Rhodésie (Mozambique et Zambie essentiellement) a doublé en l'espace d'un an. A la fin de l'été dernier, il dépassait cent vingt mille (H.C.B., octobre-novembre 1978, n° 5).

(2) *Jours Afrique*, 12 juillet 1978.
(3) En 1978, le camp d'Agabar abritait vingt-huit mille réfugiés venant de l'Ogaden.
(4) Le tableau a été établi à partir

des indications fournies par H.C.R.,
juillet-août 1978.

(5) Cette action sera favorisée si des mesures d'ordre interne sont prises par les Etats. C'est le cas en France où, selon le préambule de la Constitution, « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a le droit d'asile sur les territoires de la République ».

(6) Supplément H.C.R. 1976-1977. Des opérations spéciales ont également été financées (Angola, Mozambique).



demure un phénomène limité puisque plus des trois quarts d'entre eux demeurant dans leur continent ou sous-continent d'origine.

C'est ainsi que la totalité de 2 145 000 réfugiés africains sont accueillies par des Etats africains. De même, l'Asie du Sud-Est est uniquement irriguée par les flux de réfugiés des pays voisins de la même constellation géographique. Bien que dans une moindre mesure, en Amérique latine, la fuite s'organise toujours vers les frontières les plus proches, ce qui entraîne parfois des phénomènes de rejet de la part des pays d'accueil ; la Malaisie en est un exemple, d'une brutale actualité. Mais, bien souvent, on constate une attitude de tolérance ; c'est le cas de l'Afrique où existe une certaine solidarité à laquelle ne se substitue ou ne se superpose une solidarité intercontinentale qu'en cas de défaillance de la première.

De façon plus générale, l'analyse des chiffres fait ressortir que le problème est évidemment lié à la déstabilisation (ou à la constabilisation) politique. Dans une interview accordée en avril 1979, M. Edem Kodjo, ministre général de l'Éducation, a fait évidence de l'impact de l'effondrement des régimes et les séquelles du colonialisme; cette affirmation, loin d'être inexacte, demande à être nuancée par quelques considérations. La responsabilité du colonialisme s'inscrit dans un double legs: le legs de frontières inadéquates, qui aboutit au morcellement d'éthnies éparpillées, et le legs de frontières artificielles, qui ont tenté de se baser sur des courbes nouvelles bases géographiques: le legs de structures politico-admini-

natives également inadaptes. Mais il faut aller plus loin et se demander si la société internationale souhaite dégoiser sa stratégie globale, se doter des instruments juridiques nécessaires pour résoudre les problèmes posés par les flots de réfugiés. La lenteur qui prévaut à la négociation des conventions internationales, en particulier celle sur le droit d'asile, le renforcement des barrières pour canaliser les immigrants incitent à la réserve.

Les critères du choix

D'AUTRES éléments peuvent être relevés : unilatéralisme de certains flux (certains pays n'acceptent que des réfugiés), faiblesse de l'accueil dans certains Etats. A partir de cet ensemble d'éléments, il est possible d'essayer de dresser une typologie, plus sociologique que juridique, des critères qui président à l'accueil des réfugiés. Ces critères sont au nombre de quatre : politique, racial, culturel et économique.

Le critère politique est, de tous, le plus universel. *a priori*, les réfugiés ressortissants d'un Etat dont le régime est considéré comme condamnable par le pays d'accueil, bénéficient d'un préjugé favorable. Mais la mise en application de ce critère peut créer des situations paradoxales, de véritables « chassés-croisés » de réfugiés, entre Etats antagonistes. Ces « chassés-croisés » sont surtout perceptibles dans le tiers-monde. Il fut un temps où Cambodge et Vietnam échangeaient leurs réfugiés. Les derniers bouleversements politiques

ont détourné ces flux vers la Malaisie. Mais c'est surtout en Afrique que le phénomène peut être constaté. Le Zaïre accueille les réfugiés de l'Angola, tandis que l'Angola accueille les réfugiés zaïrois ; il en va de même entre le Soudan et le Rwanda, entre l'Éthiopie et le Soudan, etc. Des pratiques identiques se manifestent, mais sur une moindre échelle, en Amérique du Sud. Dès lors, il serait possible d'affecter une distinction entre pays d'accueil échangistes et pays d'accueil unilatéraux.

Le critère racial est beaucoup plus difficile à manipuler. Il est établi par la constatation que les flux de réfugiés ne passent pas par tous les continents, comme on l'a vu pour l'Afrique, où l'essentiel des réfugiés est originaire des pays d'Afrique africains. Mais il est également constaté que certains sous-continents demeurent hermétiquement fermés aux réfugiés d'une autre origine. Néanmoins, la grande crise de l'Asie du Sud-Est semble avoir provoqué une prise de conscience à l'échelle mondiale. Les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ont ouvert leurs frontières à l'admission de réfugiés d'origine asiatique, mais pas en particulier par les pays latino-américains.

Il est inutile de s'appesantir sur le critère culturel utilisé à titre subsidiaire en France face, en particulier, aux demandes de ressortissants du tiers-monde. Il se traduit par l'exigence de la connaissance de la langue française, par la présence de parents ou de répondants en France.

Enfin, le critère économique est à première vue difficile à déceler. Il se concrétise dans la

politique de certains Etats industrialisés qui tendent à choisir leurs réfugiés parmi les plus capables de s'intégrer dans l'économie du pays d'accueil. Il semble que, jusqu'à ces dernières années, ce critère ait été utilisé par les Etats pour sélectionner les réfugiés d'immigration. Dès lors, la tentation a été forte de considérer les réfugiés comme une catégorie de travailleurs migrants et de les soumettre aux mêmes règles (cette attitude est lourde de conséquences, en particulier pour les handicapés physiques qui seront systématiquement refusés). Cette pratique procède de fait que plusieurs Etats proposent leurs services d'immigration de s'occuper des réfugiés, mais que, dans la pratique, les immigrants nombreux et que, de surcroît, les quotas de réfugiés sont déterminés à partir de celui des immigrants.

Pour ce qui est de l'attitude des réfugiés, l'importance du « continentalisme » s'explique par leur volonté ou leur simple désir de se maintenir dans un environnement géographique et socio-culturel proche de celui d'origine. Les réfugiés de luxe, tous les autres réfugiés de luxe, tous les autres réfugiés se répartissent en deux catégories : ceux qui conservent l'espoir de retourner dans leur pays, et ceux qui ont abandonné cet espoir. Cet espoir est entretenu par des réalisations effectives : en vingt-sept années, le H.C.R. a présidé au retour de millions de réfugiés. Récemment, des réfugiés ont été encouragés à retourner dans leur pays d'origine. Peut-on prévoir une accélération de ce processus dans les temps à venir ?

CLAUDE BONTEM.

(Suite de la page 9.)

Notons en outre qu'en application de la convention de l'O.U.A. de 1969, tous les États membres de l'Organisation sont instamment priés d'adhérer à la convention de 1951 et au protocole et « en attendant, d'en appliquer les dispositions aux réfugiés d'Afrique ». Cet appel a été entendu. Au mois de juin 1979, trente-trois États appartenant à l'O.U.A. avaient ratifié ces textes. En octobre 1977, la République de Djibouti a été la soixante et onzième adhérent à la convention et au protocole.

S'agissant de l'O.U.A., 1989 est une date charnière. Lorsque cette institution a été fondée, en 1963, l'Afrique abritait déjà un demi-million de réfugiés. Aucun organisme africain ne s'occupait d'eux. Bien que la charte d'Addis-Abeba ne fasse pas mention de ce problème, progressivement celui-ci sera pris en charge par ses institutions. Ainsi, le conseil des ministres de l'O.U.A. réuni à Lagos en février 1964, décide, à la demande des pays accueillant les réfugiés rwandais, de constituer une commission permanente en vue d'étudier cette question et de proposer des solutions (7). Elle se réunit une première fois en juin 1964. Elle recommande que les réfugiés désirant « retourner dans leur pays d'origine reçoivent pour cela toute l'assistance nécessaire ». Au Caire, en juillet 1964, le conseil des ministres demande à cet organisme de rédiger une convention « couvrant tous les aspects du problème des réfugiés en Afrique ».

À défaut de voter ce texte au cours de la réunion extraordinaire de Lagos du 13-14 juin 1965, le conseil des ministres adopte une résolution sur la subversion et les réfugiés. Mais l'O.U.A. souhaite encore progresser sur ces problèmes. Réuni à Nairobi (28 février-3 mars 1965), son conseil des ministres étudie un avant-projet de convention sur les réfugiés. Il décide de mettre sur pied un comité d'experts juridiques chargé d'examiner ce texte et de rédiger le document final. Il tient une session à Leopoldville en

juillet 1965. Il élabore un projet qui sera rejeté par le conseil des ministres d'Accra quelques mois plus tard.

Le « sommet » d'Accra fera néanmoins œuvre utile en adoptant deux textes importants. D'une part, une résolution sur le problème des réfugiés en Afrique (25 octobre 1965), la conférence « réaffirme son désir de tout mettre en œuvre pour apporter son assistance sur une base humanitaire et fraternelle aux réfugiés africains ». Dans la déclaration sur le problème de la subversion, les participants s'engagent « à promouvoir par des consultations bilatérales ou multilatérales, le retour des réfugiés » avec le consentement des intéressés et du gouvernement de leur pays d'origine. Ils s'engagent à « continuer de garantir la sécurité des réfugiés politiques (des territoires africains non indépendants) et à leur accorder leur soutien dans leur lutte pour la libération de leur pays ». Ce document fait donc une distinction entre les réfugiés politiques en provenance d'un État membre de l'O.U.A. et les réfugiés politiques des territoires africains encore colonisés.

Mais, si les textes vont de l'avant, ils ne sont pas toujours appliqués. En 1966, le professeur P. Borella le regrette en ces termes : « Le problème de la subversion et des réfugiés est l'un de ceux où les résolutions de l'O.U.A. n'ont pas eu l'efficacité souhaitable » (8). De nouvelles initiatives étaient donc nécessaires. Ainsi, en 1967, une première conférence sur les réfugiés se réunit à Addis-Abeba. À l'issue de ses travaux, elle recommande la création d'un « Bureau de l'O.U.A. pour la subversion et les réfugiés ». Il sera ouvert en 1968. À la même époque, le projet de convention marque encore de pas. Un nouveau texte sera approuvé à l'unanimité par le conseil des ministres de l'O.U.A. en février 1969. Sept mois plus tard, le 10 septembre, à Addis-Abeba, une convention sur les réfugiés sera adoptée. Elle est le fruit de dix-huit et un États membres de l'Organisation.

Ne pas susciter de tensions

CETTE-CI doit constituer, pour l'Afrique, « le complément régional efficace de la convention de 1951 ». Le document de 1969 tend donc à corriger l'européocentrisme « du texte précédent ». Les problèmes des réfugiés — énoncé le préambule — doivent être abordés « d'une manière essentiellement humanitaire ». Une série de devoirs en découlent. Ils touchent les États membres de l'O.U.A., les réfugiés, les États d'asile, les pays d'origine. Les premiers doivent « faire tout ce qui est en leur pouvoir » pour accueillir les réfugiés et assurer leur établissement (article 2). Ils doivent, notamment, leur accorder l'asile. Cet « acte pacifique et humanitaire » ne saurait être considéré par un État « comme un acte de nature inamicale ». Nul ne peut, en outre, « être soumis par un État membre à des mesures telles que le refus d'admission à la frontière, le retour

lement ou l'expulsion qui obligeraient à retourner ou à demeurer dans un territoire où sa vie, son intégrité corporelle ou sa liberté seraient menacées » (article 3). À cela s'ajoute une clause de non-discrimination. Selon l'article 4, les États membres s'engagent à appliquer les dispositions de la convention « à tous les réfugiés, sans distinction de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social ou d'opinions politiques ». Les États membres doivent collaborer avec le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Ils s'engagent à fournir au secrétariat, « dans la forme appropriée, les informations et les données statistiques demandées relatives au statut des réfugiés et à l'application de la convention ».

Le réfugié lui-même a des devoirs à l'égard du pays où il se trouve. Il a l'« obligation de se conformer

aux lois et règlements en vigueur et aux mesures visant au maintien de l'ordre » (article 5). Il doit « s'abstenir de tous agissements subversifs dirigés contre un État membre de l'O.U.A. » (article 3, alinéa 1). L'État d'asile s'engage à interdire aux réfugiés établis sur son territoire d'« attaquer un quelconque État membre de l'O.U.A. par toutes activités qui soient de nature à faire naître une tension entre les États membres, et notamment par les armes, la voie de la presse écrite et radiodiffusée » (article 3, alinéa 2). En contrepartie, « les États membres détiennent sur leur territoire des réfugiés résidents régulièrement sur leur territoire des titres de voyage conformes à la convention des Nations unies relative au statut des réfugiés et à ses annexes en vue de leur permettre de voyager hors de ces territoires, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent » (article 6, alinéa 1). Autre point important : « Aucun réfugié ne peut être renvoyé contre son gré » (article 5, alinéa 1). Mieux encore : « En collaboration avec le pays d'origine, le pays d'asile doit prendre les mesures appropriées pour la réinstallation des réfugiés, leur reconnaître tous les droits et privilèges accordés à ses nationaux et les assujettir aux mêmes obligations » (article 8, alinéa 3). Enfin, « les réfugiés qui rentrent volontairement dans leur pays ne doivent encourir aucune sanction pour l'avoir quitté » (article 8, alinéa 4).

Signée en 1969, la convention devait entrer en vigueur dès qu'un tiers des États membres de l'O.U.A. aurait déposé ses instruments de ratification. Cette condition a été remplie le 23 juillet 1973, date à laquelle le quatorzième État membre l'a ratifiée. En mai 1979, dix-huit États membres de l'O.U.A. (sur quarante-neuf) avaient procédé à cette formalité. Depuis 1969, d'autres textes ont été adoptés, en particulier — en 1973 — une résolution sur les problèmes des réfugiés en Afrique (conseil des ministres de l'O.U.A., Addis-Abeba, 5-9 février). Ce texte se donne pour objectif de renforcer le Bureau de l'O.U.A. pour le placement et l'éducation des réfugiés. Parallèlement, une collaboration entre le C.R. et l'O.U.A. a cessé de se développer. En témoignage, la réunion qui vient de se tenir à Arusha (Tanzanie) du 7 au 17 mai 1979, avec la participation de trente-deux pays.

De nombreux faits illustrent les difficultés de mise en œuvre de la protection du réfugié. Ainsi, en Ouganda, alors que le programme du haut commissariat des Nations unies prévoit, pour 1978, des dépenses de l'ordre de 5 millions de dollars, les

sommes engagées jusqu'en septembre de cette année atteignent tout juste 2 millions de dollars (dont la moitié avait été affectée aux transports). En Éthiopie, l'exécution du programme d'assistance mis au point en avril 1978 avait, lui aussi, pris du retard en raison des difficultés d'accès aux camps de réfugiés. Autre sujet d'inquiétude : le principe de la protection du réfugié n'est pas toujours respecté. Des militants sud-africains expulsés du Swaziland et du Lesotho ont été livrés à la police

de Pretoria, des Équato-Guinéens ont été refoulés du nord du Gabon. Par ailleurs, des conventions bilatérales d'extradition signées entre pays limitrophes peuvent constituer des entraves pour les réfugiés. Elles s'ajoutent aux obstacles nombreux auxquels ils sont confrontés : insécurité permanente, surpeuplement des camps, absence d'intégration véritable dans le pays d'accueil, mauvaises conditions sanitaires, etc.

EDMOND JOUVE.

La conférence d'Arusha et les droits de l'homme

UNE conférence panafricaine sur les réfugiés s'est réunie, au mois de mai 1979, à Arusha (Tanzanie). Elle regroupait trente-huit pays africains sur les quarante-neuf que compte l'Organisation de l'unité africaine, mais tous les États accueillant des réfugiés y étaient représentés ainsi que les mouvements de libération d'Afrique australe. Son objectif était d'examiner les conditions spécifiques posées par les nombreux et incessants mouvements de réfugiés à l'intérieur du continent. La situation s'est en effet considérablement aggravée depuis la première conférence d'Addis-Abeba, en 1967, qui devait aboutir à la convention de l'O.U.A. sur les réfugiés : en dix ans, leur nombre a quadruplé, et si les bases juridiques permettant de résoudre le problème existent, leurs applications, s'agissant de la protection comme de l'assistance, laissent souvent à désirer.

Organisée sous les auspices de l'O.U.A., la conférence d'Arusha n'a pas osé, lorsqu'elle a voulu situer les causes du problème, souligner le rôle des conflits armés entre les États membres de l'Organisation. En revanche, elle a longuement évoqué la responsabilité des régimes dictatoriaux établis dans plusieurs États indépendants : le rapport final recommande ainsi la création d'une commission et d'un centre africains des droits de l'homme et invite les gouvernements à tenir compte de ces droits dans leurs législations nationales. La question de l'immigration, notamment, a été soulevée : si le rapatriement apparaît comme une des solutions les plus satisfaisantes au problème des réfugiés, encore faut-il que ceux-ci, à leur retour dans leur pays d'origine, ne soient pas condamnés à subir des vexations, certaines discriminations, voire la prison. Les conditions dans lesquelles deux cent mille Zaïrois ont récemment regagné leur pays montrent qu'il ne s'agit pas là d'une question académique. Le respect des

droits fondamentaux de la personne est ainsi, une fois de plus, apparu comme une préoccupation croissante des réunions panafricaines.

Cependant, l'exode le plus dramatique sur le continent reste lié, aujourd'hui, à la situation en Afrique australe : les centaines de milliers de réfugiés accueillis par les pays de la ligne de front, eux-mêmes en proie à de graves difficultés économiques, voient leur sort aggravé par les raids aériens des armées rhodésiennes et sud-africaines, dont ils sont la cible favorite. La conférence, qui a réaffirmé la solidarité africaine avec les mouvements de libération en lutte pour le rétablissement de leurs droits nationaux, a également réclamé aux gouvernements et organisations internationales une assistance accrue pour renforcer la capacité défensive des États de la « ligne de front ». Elle entérinait par là une distinction souvent établie en Afrique entre les réfugiés fuyant l'absence de liberté dans leur pays et ceux dont l'exode a pour cause la lutte contre les régimes minoritaires ou racistes d'Afrique australe, Zimbabwe et Namibie en particulier.

Le président Nyerere, dont le pays héberge près de deux cent mille réfugiés, a enfin souligné une nouvelle fois le problème de partage et de répartition des charges que leur présence entraîne pour les pays d'accueil. Quand, à ce fardeau économique, s'ajoutent les risques d'une agression militaire, la note a toutes les chances d'être extrêmement lourde. Bien que, en 1978, le H.C.R. ait dépensé en Afrique que dans toute autre partie du monde (1), ni les États-Unis, ni les pays européens représentés à la conférence d'Arusha n'ont paru disposés à assumer la charge financière d'un drame dans lequel ils portent souvent une énorme responsabilité.

CHRISTOPHE BATSCHE.

(1) 55 millions de dollars, soit environ 15 de plus qu'en Asie.

A propos d'un anniversaire

LA SOIXANTE-CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'ORGANISATION internationale du travail (O.I.T.) vient de célébrer son soixantième anniversaire. Elle l'a fait sobriement, comme il sied aux sexagénaires. Aux yeux des professionnels des grandes conférences internationales, la dernière session de la conférence internationale du travail, en juin à Genève, a été remarquable en ce qu'elle a été la dernière de certaines sessions précédentes, elle n'a pas été le champ clos d'affrontements politiques souvent étrangers au mandat de l'Organisation. Si la conférence a connu quelques accès de fièvre, c'est dans les commissions techniques qu'ils ont surgi. Beaucoup ont vu en cela un signe de santé. Il est vrai que les commissions techniques ont connu des débats animés sur les problèmes soumis à la sagacité des délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs, rassemblés à Genève dans le cadre du tripartisme propre à l'O.I.T.

Si la conférence a adopté sans difficulté une convention internationale sur le travail des dockers, c'est par contre à l'issue de discussions animées qu'elle a pris ses décisions sur les autres questions, à savoir les conditions de travail dans les transports routiers, le problème des travailleurs âgés, enfin le problème de l'emploi abordé à partir d'un bilan des suites

données aux conclusions de la conférence mondiale de l'emploi de 1976.

Chacun s'accorde à penser que les dockers, qui sont plus d'un million dans les quelques vingt mille ports que compte notre planète, bénéficieront grandement de la nouvelle convention, qui, révisant celle de 1932, s'efforce de répondre aux méthodes de travail profondément transformées et s'attache à protéger les dockers contre les accidents, nombreux dans cette profession.

En ce qui concerne les transports routiers, qui occupent plus de cinquante-cinq millions de travailleurs dans le monde, la nouvelle convention internationale devrait avoir le double avantage de réglementer les temps de conduite et de travail et de réduire le nombre des accidents de la route.

La première lecture d'un texte se rapportant aux travailleurs âgés, par une commission spécialisée de la conférence, donne à penser que, l'an prochain, la conférence élaborera, en seconde lecture, une recommandation internationale fondée sur le principe d'une plus grande liberté de choix laissée aux individus au moment du départ à la retraite. Ainsi serait créée l'idée que les retraités devraient pouvoir aborder une nouvelle phase de leur vie sous un régime de libre activité.

Emploi et besoins essentiels

COMME il fallait s'y attendre, le débat sur les suites de la conférence de 1976 sur les problèmes de l'emploi et des besoins essentiels a été difficile, compte tenu de l'aggravation de la situation depuis cette date. C'est ce qui explique sans doute l'après de certains échanges de propos, en particulier autour du thème du nouvel ordre économique international tenu par certains comme la clef de l'avenir, et par d'autres comme impliquant le recul, voire la disparition, du secteur privé au profit de régimes étatiques. La récente session n'a pas pour autant infirmé les conclusions et propositions de la conférence de 1976, mais, au contraire, elle les a précisées et prolongées autour de trois objectifs : la croissance, la créa-

tion d'emplois productifs, la satisfaction des besoins des plus pauvres.

Mais la conférence, qui vient de s'achever, n'a pas traité uniquement des questions dites « techniques ». Une fois de plus elle a vigoureusement dénoncé l'apartheid et elle est parvenue à renforcer la lutte de l'O.I.T. contre cette forme extrême de discrimination.

D'autre part, elle a, dans l'ensemble, enregistré avec satisfaction les efforts du monde pour examiner sur place la situation des travailleurs arabes dans les territoires occupés. Si le débat a été vif, aucun projet de résolution n'a été déposé, épargnant ainsi à la conférence un vote

Par FRANCIS BLANCHARD *

toujours incertain et souvent précédé de confrontations dramatiques.

La tâche de la commission chargée du contrôle de l'application des conventions internationales était particulièrement ardue cette année. Elle était tenue à la fois de revoir ses méthodes de travail et d'examiner une masse considérable d'informations rassemblées sur la législation et la pratique des États membres au regard de certaines conventions, en particulier celles qui se rapportent au travail forcé et à la liberté syndicale. Si la conférence a adopté le rapport de sa commission, elle l'a fait non sans que les représentants des travailleurs aient marqué leur déception devant un texte qu'ils ont jugé trop indulgent pour des pays qui enfreignent grave-

Politique et politisation

Cette décision a une portée considérable. A noter qu'elle a été le fait d'une majorité de délégués, étroite certes, mais parmi lesquels se trouvaient des délégués employeurs et travailleurs sans lesquels une telle disposition n'aurait pu être introduite dans le règlement de la conférence.

L'atmosphère qui a prévalu dans la commission chargée d'examiner la « restructuration » du conseil d'administration a été marquée par un esprit de conciliation entre les pays en voie de développement, réclamant une plus grande « démocratisation » du conseil, et les pays développés, prêts à renoncer aux sièges permanents qui reviennent aux dix pays les plus industrialisés du monde. Il est désormais possible d'espérer qu'une solution sera mise au point l'an prochain.

Cette tendance à la démocratisation réclamée par certains est à rapprocher sans doute d'une autre qui pousse l'ensemble des États membres à souhaiter que l'O.I.T. reprenne une dimension universelle. Il n'est guère de pays qui ne déplorent l'absence des États-Unis — qui s'en sont retirés en 1977 — et de la Chine — qui s'abstient de participer. Il en est peu qui n'aient, à la tribune,

exprimé l'espoir d'un retour de la plus grande démocratie industrielle du monde. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'aucun des quelque cent ministres du travail assistant à la conférence et des mille six cent soixante-dix-neuf délégués titulaires et adjoints et conseillers techniques ne pouvait quitter Genève sans être intimement convaincu non seulement de l'énormité des problèmes qui se posent à notre monde dans le domaine social, mais de leur interdépendance. N'est-il pas évident que le problème du chômage et du sous-emploi ne pourra connaître de solution que par le jeu combiné de politiques nationales et internationales vigoureuses ? Qui ne voit que cette solution pourrait être favorisée par une meilleure appréciation des problèmes touchant à l'environnement du travail et à la place du travail dans la vie des hommes et des femmes de notre temps ? Qui ne ressent la nécessité, en dépit ou peut-être à cause des graves dangers que la menace de défendre à tout prix la liberté, et en particulier la liberté syndicale ?

En considérant tout cela, il n'est pas inconvenant d'espérer que les États-Unis apercevront qu'il est à la fois leur intérêt et leur devoir. C'est le vœu que tous les démocrates rassemblés à Genève ont implicitement formulé.

LISEZ

Le Monde
des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Numéro de juillet-août

هكذا من الأصل

Politique et littérature

Exilés ou déportés d'une culture

Par JACQUES BOREL *

TOUT écrivain, tout artiste, a un moindre degré tout intellectuel, celui-ci, aujourd'hui en particulier, en Occident, trouvant mieux à s'insérer dans la société même qu'il conteste, est un réfugié virtuel. N'est-ce pas en effet, exilé d'un exil, retranché, dès qu'on écrit ? Si l'on écrit, n'est-ce pas, par un cruel paradoxe, pour rejoindre la communauté des hommes, et cela sans le pouvoir jamais qu'au prix d'un malentendu, ambigu ou posthume, d'une récupération ? (...)

Même combié, l'artiste, l'écrivain demeure, fondamentalement, un marginal. Il n'y a pas de place au monde pour l'artiste ; l'exil de Dante, entre cent autres exemples, la fascination déchirée de Botticelli pour Savonarole, les orageux rapports de Michel-Ange avec Jules II, le soulèvement assez, et le sursaut de Picasso, en 1945, à l'idée d'un statut social de l'artiste ne paraît à la fois lucide et exemplaire.

Raconte à bien célébrer, selon le mot de Giraudoux, la messe du Grand Siècle, vienne la disgrâce, et le courtisan carriériste se voit d'un coup rendu à cette condition de réfugié — dans le silence ou, on peut le penser, dans les bras étroits du Dieu janséniste jadis remis — qui, pas un instant, n'avait cessé d'être celle de Descartes ou de Pascal à Port-Royal. C'est que l'accord repose à la fois sur une illusion d'optique et sur un malentendu essentiel. L'artiste, sous l'Ancien Régime, comme dans l'Italie de la Renaissance, dépend du prince. Molière a eu pour lui la chance de faire rire le roi, et c'est miracle que le vain du Tartuffe, de Dom Juan, ait pu, non sans ambiguïté toutefois, se répandre ; mais le rire du monarque peut se figer et rendre alors à l'entrepreneur, toujours subversif, son vrai sens. On ne peut ouïr la condition sociale, révélatrice elle-même d'une autre et plus profonde condition, du peintre, du poète, du musicien ; et Rousseau n'est pas seul, dans la société qui l'accueille et paraît le fêter, à se sentir moins accepté que toléré ou, c'est même chose et pareillement insoutenable, protégé. Il n'attend pas, pour reconnaître son vrai lieu, pour fuir et se cacher, le décret de prise de corps, le bannissement. Mozart, à la merci des grands, écrit sur commande, écrit pour vivre ou, dans la pauvreté jusqu'au bout, avant la fosse commune, pour survivre ; il n'en écrit pas moins de la musique maçonnique ; et, pour le reste, sous l'apparence d'art, il est bien sûr, au sein de la bourgeoisie, d'un homme qui fait écho à son passionné, insouffrant, appelant l'aveuglement d'une autre lumière, et que module, au bout à l'autre, dans sa gravité illuminante, la Fille enchaînée.

On se plait volontiers à assigner historiquement une date au divorce de l'artiste et de la société. Ce schisme se situerait au milieu du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire à l'apogée du règne de la bourgeoisie. Et il est bien vrai que les œuvres majeures de Nerval sont de 1853-1854, les Fleurs du Mal de 1857 ; suivront Rimbaud et Lautréamont, Verlaine, Rimbaud, et même, qui nous paraît aujourd'hui si anodin, les impressionnistes et les trois peintres considérables et pareillement mandités qui se sont détachés du mouvement. Repère commode, trac-

ture visible en effet, mais dont je crois avoir indiqué déjà qu'elle était loin d'être à nos yeux, convalescente. Et c'est faire bon marché de la mort de Socrate, du supplice d'Abélard, de l'exil d'Ovide et de Dante, de la longue lignée, depuis l'origine, des soupçonnés, des accusés, des pros- crits. Les suicidés sont aussi des condamnés à mort, et le suicide de Kleist, quelques raisons psycholo- giques ou psychanalytiques qu'on puisse lui trouver, précède d'un siècle celui d'Essénine et de Malakovsky, chanteur pourtant de la révolution et mettant son art à son service.

Repère trompeur, mais commode en effet, le schisme des années 1850 et des suivantes : les choses, du moins, sont nettement tranchées, et l'artiste apparaît bien en fait ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : un réfugié.

Réfugié, il l'est dans son propre pays, puisque, qu'il soit écrivain ou poète, peintre ou musicien, il ne parle pas de toute façon la même langue, la langue commune, la langue usée de l'habitude ; ainsi de Mallarmé, appuyé à cette fenestre d'où tourner le dos à la vie, il faut entendre : à son temps, à ce qu'il représente, et cherchant non un refuge dans l'art, mais à donner un sens plus pur aux mots de la tribu ; et d'autres, de la même génération, pareils, dans leur nation même, à des immigrants.

De Rousseau à Singer

La plupart des livres qui comptent, comment l'oublier, sont imprimés, sous l'Ancien Régime, à l'étranger. C'est assez dire que l'écrivain le penseur, au XVIII^e et au XVIII^e siècle en particulier, risquent à tout moment d'être, comme le fut Descartes, ou fut Rousseau, des réfugiés. Il leur faut, de toute façon, porter un masque, fuir ce celui de l'annoyant ou du pseudo-onyme : c'est le cas, y songeons-nous, de l'auteur des Provinciales, et les persécution contre les jansénistes ne l'eussent sans doute pas épargné. Ce n'est pas pour rien non plus que Molière ait dénoncé, dans le personnage de son époque par un Persan, que Lacio ne peut publier les *Liasons dangereuses* que sous le masque de la vertu ; on sait ce qu'il en a coûté à Sade, dont la réédition n'a pas, il y a quelques années à peine, échappé au procès, de s'être avancé, lui à découvrir, Voltaire tête de la Bastille et de l'Anglais, et de s'être avancé, à l'âge dit des Lumières, à eu Rousseau de signer de son nom ses œuvres les plus hardies, à toujours son pied en France et, près à la com- dire alerte, un pied en Suisse.

Il est cependant un autre réfugié dont le cas me paraît particulièrement à méditer, dans la mesure où il s'agit d'un écrivain méconnu : c'est celui de Saint-Evremond, exact contemporain de Louis XIV, écrivain libéré au sens du temps, c'est-à-dire écrivain libre, et qui passe, autant dire, après sa vive critique de la paix des Pyrénées, l'essentiel de sa vie en Angleterre. Refuge confortable sans doute, mais non moins périlleux ; j'en tends, pour l'œuvre même. Si les œuvres de Saint-Evremond ne sont jamais rééditées, c'est qu'il n'est pas sûr qu'il ne soit pas tout à fait un écrivain contraint à l'exil, dans la mesure où la langue est la patrie de l'écrivain, que vivait à l'étranger, baignant dans une autre culture, une autre langue que sa langue maternelle, ses liens avec celle-ci risquent de se distendre, de se relâcher, dans le point qu'il peut cesser à la fin d'être nourri de sa sève ? Et ce péril (...) n'est-il pas mortellement éprouvé par les écrivains singulièrement dont la langue natale est une langue minoritaire, comme, disons, le hongrois, ou le roumain ? Or n'est pas sans signification que des réfugiés volontaires comme Clorain se même, si l'on veut, malgré ses attaches françaises, l'ont choisi, au lieu de renier leur langue, choisis de devenir des écrivains français et y soient admirablement parvenus, mais le cas, malgré Conrad élançant lui aussi une autre patrie, une autre langue, n'en est pas moins rare, et rare, dans ce cas précis, la réussite.)

Je songe, à ce propos, à un double, un étrange, un déchirant exil : c'est celui des écrivains et des poètes du Maghreb. Qu'ils vivent, sans y être emprisonnés ou réduits au silence, comme Abdelatif Laabi, dans leur pays, ou qu'ils vivent, comme leurs frères immigrés, réfugiés en France, c'est de leur langue même qu'ils sont prosaïques, et leur chant, c'est à une langue qui n'est pas celle de leur peuple qu'il leur faut le confier ; parler, écrire, ils ne le peuvent que dans la langue de l'ancien colonisateur ; poètes, romanciers algériens ou marocains, ils ne peuvent l'être que, paradoxalement, dans le véhicule d'une

Un réfugié, Rimbaud, disant adieu à l'ordre ancien qu'il vomit, à la possibilité, ici et maintenant, d'un ordre à venir, de l'amour à réinventer, doutant du pouvoir de la parole dans un monde où l'action en a fini, depuis beau temps d'être — mais l'avait-elle jamais été ? — la sœur du rêve.

Peut-on parler d'exilés, de réfugiés volontaires ? Oui, d'évidence, et les années 1850 ne marquent bien, décidément, qu'un faux clivage, puisque, bien avant Rimbaud, et tout aristocrates qu'ils étaient, ce n'est guère pour des raisons différentes que Shelley et Byron, comme, au dernier moment, Keats lui-même, ont fui l'Angleterre, et c'est que pas davantage ils ne pouvaient respirer dans la société de leur pays et de leur temps ; l'exil, c'est à dix-sept ans, quand, étouffé, Shelley imprime et distribue *De la nécessité de l'athéisme*, qu'il y est déjà, inégalement, destiné. Il est trop facile de ne voir dans le fastueux exil de Byron que d'être en révolte contre l'individu : mon- tir pour la cause de l'indépendance grecque n'est pas qu'un geste ; en fait, il n'y a rien ne peut faire qu'il n'ait été et témoigne l'ongue, pour la seule Angleterre, serait la liste ; ce sera bien pourtant, plus tard, pour Joyce, le déraciné, l'étranger sans fin, comme pour D. H. Lawrence, et pour de mêmes raisons, le même adieu, le même exil. (...)



VICTOR HUGO À GUERNSEY
Une longue lignée depuis les origines.

pas d'émigré, comme Saul Bellow, en anglais ?

Du coup, je ne puis me retenir de penser, une fois de plus, à Kafka. Et qui de nous ne doit, parfois, faire effort pour se convaincre qu'il est un écrivain — et quel écrivain ! — de langue allemande ? Est-ce jamais vraiment comme un écrivain autrichien, un écrivain austro-hongrois, que nous le concevons ? Comme Rilke, comme Hofmannsthal, comme Musil, et quel rapport a-t-il avec eux ? Il est le réfugié même : fasciné par le théâtre yiddish, et ne sachant pas le yiddish, né à Prague, y passant sa vie, et sachant mal le tchèque ; tenté par le sionisme et hésitant devant lui ; sa langue, comme malgré lui, nous dirait qu'il est de Grilparzer, est allemand, et il ne s'éprouve pas citoyen de l'empire des Habsbourg ni même tout à fait, malgré la langue, parvienne-t-il à maîtriser la langue de tous, la langue des autres, au moins la langue utilitaire, celle qui justement, ne charrie rien de son humus vivant de ces grands mythes immémoriaux, avec sa langue, avec son sang, avec sa culture, qui depuis la naissance, l'ont nourri et qui continuent de l'habiter, de faire de lui, lui, ce à son tour ce qu'il est, cet être qui appartient, irréductible- ment à un ailleurs.

Mais c'est ici que l'immigré devient à son tour pour l'écrivain, pour l'ar- tiste, une incitation et un exemple. Venu du fond primitif, les mêmes désirs, les mêmes plaintes, les mêmes mythes habitent le chant profond des peuples ; comme métamorphoses, reconnaissables pourtant, ils hantent aussi les grands écrivains. C'est à leur écoute que sont à demi inconsciemment peut-être, ces travailleurs balbutiants qui se retrouvent pour chanter leurs chants venus à eux du fond des âges. Tout homme, toute œuvre ont le cœur du grand lui primitif des images-mères n'est plus à l'écoute de sa nécessité profonde, que celle, aussi, de tous les autres. L'artiste qui s'en éloignerait ou les perdrait de vue, disons par recherche, ne serait pas moins perdu que l'immigré qui se laisserait disjoindre par une civilisation étrangère, sans racines et an- foraine. Aussi, parmi ces réfugiés réels ou virtuels que se doivent d'être à nos yeux tous les écrivains dignes de ce nom, il en est peu qui ne paraissent aujourd'hui plus exem- plaires que la houle toujours plus drue des écrivains d'Amérique latine ; sans que leur démarche cesse, comme celle de tout artiste authentique, d'être personnelle, singulière, ce sont les mythes mêmes de leur peuple dans leur voix qui frémissent et se réin- carnent, neufs, à la fois réinventés et immémoriaux. Réfugiés, ce n'est pas dans l'essence même de l'écriture du labo- ratoire qu'ils le sont. Et que leur œuvre soit un jour, comme celle de Rousseau, de Kafka, vouée au feu, ils sont d'abord, eux-mêmes, porteurs de feu.

Porteurs de feu

Je n'en suis que plus renforcé dans cette conviction en moi que quel- conque met plus haut que tout la vie de l'esprit est un réfugié virtuel, ou devrait l'être. Car ce poète ancré, ce poète à un autre pays mais non moins évident constat. Les pays totai- taires, comme la monarchie absolue jadis sont les seuls, pour peu qu'on y songe, et Dieu sait si cela en vaut la peine, où la parole soit, en somme, prise au sérieux, où elle compte, où tout se passe comme si l'État était reconnu un pouvoir encore ; celui, non seulement, des esprits mais les choses, d'avoir une action, tandis que le paradoxe des pays dits de liberté est que la parole y est bel et bien tenue pour du vent. On n'a jamais tant écrit qu'aujourd'hui sur le pouvoir, contre le pouvoir ; mais alors qu'un tel discours, si prudent, si masqué qu'il fût, conduisait, sous l'Ancien Régime, à la Bastille ou au bannisse- ment, c'est plus volontiers les portes du Collège de France à présent qu'il ouvre, que celles des prisons ou la route sans retour de l'exil. A défaut, on est un premier pas, les écrans de télévision, par un habile mélange de la publicité à grand fracas des « mass media ».

Soyons justes les régimes en appa- rence les plus béni, comme la Troisième République, ont eux aussi contraint leurs écrivains à l'exil, et Zola, comment l'oublier, pour moins de temps il est vrai, n'en a pas moins été que Hugo, que Jules Valès, un réfugié.

Reste que, comme la fuite à l'étran- ger, l'exil intérieur, que Fénelon même

a connu, n'est pas d'aujourd'hui, ni n'est le sinistre privilège d'une seule forme de société. Dostoïevski, avec tant d'autres, avant tant d'autres, est devenu le Dostoïevski des Karamazov, des Possédés ou de l'Homme du sous- terrain s'il n'avait d'abord habité et dit la Maison des morts, comme plus tard, Soljenitsyne a pu écrire *Une journée d'Ivan Denisovitch* et le *Pavillon des concubines*. Un grand chant, déjà depuis des années, nous vient d'Amérique latine s'il échappe à la torture et à la mort, l'imaginaire de Chilen ou cet Argentin inconnu encore et dont la voix un jour, à la même époque trempée, nous parvien- dra, relayant celle de Garcia Márquez, de Nicolas Guillén, d'Asturias, de tous leurs pairs.

Au sérieux, oui, la parole, mais jus- qu'à l'art plastique même ; Chagall a pu fuir, mais non Malévitch, ren- tré de Berlin au contraire, et on sait le peu qui, de son œuvre, nous est parvenu par un miraculeux hasard, parvenu à nous par un autre hasard, parvenu chez l'artiste occidental, le malaise, cette mauvaise conscience qui sans cesse, chez un écrivain de la qualité de Michel Leiris, se donne à lire ? jamais en effet, on n'a tant parlé de la notion de risque en écriture. Mais ce risque, cette corbe de l'ail- leau que souhale Leiris, dont Sartre a l'invincible nostalgie, c'est Maz- delstam, entre tant d'autres qui l'a connu, qui l'a vécu, lui, jusqu'à la mort, qui en a peut-être dans son œuvre même, été grandi, comme Hugo a été grandi, approfondi par le rocher- refuge de Guernsey.

A Jersey, à Guernsey affluant les exilés, les prosaïques. Et il y a sans doute, comme à Leiris, parmi les réfugiés de la Commune quelques

CLINIQUE LA LIGNIERE
1196 Gland près Nyon (Suisse)
Téléphone : (022) 64.10.61

Etablissement médical, diététique et physiothérapique au nord du lac, dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes.

LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement des maladies internes (du tube digestif, foie, vésicule biliaire, maladie de la nutrition, diabète, anémie, arthrites chroniques, maladies de l'appareil cardio-vasculaire, insuffisance cardiaque, artériosclé- rose, néphrite).

Programme de réadaptation cardio-vasculaire après infarctus myocar- diques ou opérations cardiaques.

Durée : 28 jours.
(Remboursé par les caisses maladie.)

Radiologie - Laboratoire
Cinq médecins - Deux diététiciennes

DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS
À LA DIRECTION

BULLETIN D'INFORMATION
TRIMESTRIEL

LE JAPON

N° 2, déjà paru.
N° 1, encore disponible.

Abonnement : 26 F l'an, 50 F 2 ans

ASSOCIATION CULTURELLE
FRANCO-JAPONAISE DE TENRI
9, rue Victor-Considérant,
75014 PARIS - Tél : 633-11-85

L'Asie méridionale, exportatrice de main-d'œuvre

UN DEMI-MILLION DE TRAVAILLEURS DANS LES PAYS DU GOLFE

A PRES l'abolition de l'esclavage, des coolies originaires de l'Empire des Indes vinrent, généralement sous contrat, remplacer, dans certaines colonies, les esclaves libérés. L'Asie du Sud est demeurée depuis lors une région exportatrice de main-d'œuvre (1). Le phénomène a pris ces dernières années une nouvelle ampleur, avec le développement rapide des pays producteurs de pétrole. Ouvriers et techniciens étrangers affluent dans les Etats du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar). Ceux-ci accueillaient, au début de 1978, outre des Egyptiens, des Yéménites, des Palestiniens et autres Asiatiques, quelque deux cent mille Pakistanaï, trois cent mille Indiens et cent mille Bangladaï (2). Cette émigration s'est d'autant plus accentuée ces dernières années que la plupart des pays occidentaux avaient pris de sévères mesures pour freiner ou interdire l'entrée sur leur territoire de travailleurs étrangers. Ainsi, tandis que le nombre des départs vers la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada diminuait, il augmentait fortement en direction du Golfe (3). Il s'agit alors, dans une assez large mesure, d'une émigration temporaire, car les besoins des pays d'accueil du Proche-Orient — notamment dans le bâtiment — ne sont pas illimités; dans certains cas, l'expansion économique commence même à fléchir; parfois aussi, le sort des immigrés est tributaire de la situation politique, comme en Iran où, jusqu'à la chute du chah, travaillaient plusieurs centaines de milliers

d'Afghans et quelques dizaines de milliers de Pakistanaï, d'Indiens et de Bangladaï. Enfin, la présence d'une très forte proportion d'étrangers n'est pas sans poser des problèmes aux dirigeants de ces Etats, faiblement peuplés.

Pour les trois pays de l'Asie méridionale, cette émigration revêt une grande importance financière: les montants des versements des émigrés représentent pour l'Inde et le Pakistan la part principale — et celle qui croît le plus rapidement — du crédit de leurs balances des paiements, contribuant largement à en améliorer la position. Ils sont même parfois plus élevés que le produit des exportations traditionnelles, comme le coton, dans le cas du Pakistan. Au Bangladesh, ils arrivent en seconde position, après les recettes des ventes de jute.

Les transferts de fonds des travailleurs installés dans les pays du Proche-Orient étaient estimés, en 1978, à 2,2 milliard de dollars pour le Pakistan; à 1,8 milliard de dollars pour l'Inde, soit une valeur sensiblement équivalente à celle de l'ensemble de l'aide occidentale et du Japon pour l'année fiscale 1978-1980; et, au Bangladesh, où le phénomène est plus récent, on en attendait pour 1978-1979 170 millions de dollars, ne devant couvrir que près du dixième du déficit commercial. En fait, ces chiffres officiels ne tiennent pas compte des rapatriements de fonds ayant lieu en dehors des circuits bancaires; selon certaines estimations, ils seraient au moins aussi importants.

Un « produit commercialisable »

LE Bangladesh et le Pakistan encouragent délibérément l'émigration; l'attitude de l'Inde est plus formaliste mais conduit au même résultat: un nombre croissant d'Indiens cherchent à s'employer à l'étranger. Le Bureau des migrations, au Pakistan, et le ministère des ressources humaines, au Bangladesh, ont pour mission de pourvoir aux besoins des pays « importateurs » et d'enregistrer les demandes des candidats au départ, voire de leur accorder des possibilités de formation accélérée. En Inde, ces services relèvent généralement d'agences privées — il en existe quatre cents officiellement mais, officieusement, près du double — qui, depuis 1976, et jusqu'en mars devaient avoir reçu l'agrément du ministère du travail et se conformer à ses normes de recrutement. Ce rôle est désormais assuré par le ministère des affaires étrangères.

Les trois Etats sont considérés comme des « pays exportateurs de main-d'œuvre ». Celle-ci est regardée, en définitive, ni plus ni moins comme un « produit » de nature à rapporter des devises. Des « marchés » sont recherchés et des accords bilatéraux passés dans ce but. Et cela d'autant plus que les possibilités d'accroissement des exportations de denrées traditionnelles (thé, jute, coton) sont limitées. Le Journal pro-pakistanaï *Pakistan Times* a ainsi pu écrire que les émigrés rendent de « grands services à la nation ». « Il est maintenant largement reconnu, précisait pour sa part l'hebdomadaire *Commerce*, de Bombay, citant l'exemple de l'Etat du Kérala, que l'investissement en capital humain est un produit commercialisable dont la rentabilité et le statut sont élevés. » Les parents « investissent » dans la formation de leurs enfants de telle sorte qu'ils deviennent un « produit exportable, le gain en retour étant bien supérieur à l'investissement » (4).

Le plan de deux ans (1978-1980) du Bangladesh pose clairement le problème: « Le marché domestique ne peut permettre d'absorber la force de travail actuelle ou à venir. Les exportations de ressources humaines (manpower export), en plus du fait qu'elles soulagent le marché du travail national, fournissent de bonnes perspectives de gains en monnaie étrangère. » Le plan se félicite de la

création, en 1976, du Bureau des ressources humaines qui procède à « une exploration systématique » des marchés de l'emploi étranger, envoie des missions dans les pays du Proche-Orient et coordonne toutes les opérations pour « promouvoir des Bangladaï à l'étranger ». Le plan ajoute: « Le nombre des personnes envoyées était de l'ordre de 21 800 en 1976, de 15 700 en 1977; la tendance actuelle indique que 30 000 à 35 000 personnes de différents niveaux pourraient être envoyées à l'étranger chaque année de 1978 à 1980. »

L'émigration est devenue un élément des politiques économiques et financières du pays, de sorte que pour des pays où les personnes en âge de travailler vivent dans de nombreux cas sans une formation scolaire ou universitaire ne trouvent pas d'emploi. Le Pakistan *Economist* estime, par exemple, que si elle devait se poursuivre, l'émigration absorberait « 20 % de l'augmentation annuelle de la force de travail au Pakistan ».

Dans chacun des pays concernés, des dispositions (plus ou moins efficaces) ont été prises pour faciliter les envois de mandats et contrevenir au marché noir. Le gouvernement de Dacca a établi, par exemple, en 1974, un système, le « Wage earner's scheme », afin de canaliser ces fonds et de favoriser en même temps l'importation de biens étrangers de consommation. Islamabad a fait de même, tandis que New-Delhi a assoupli ses législations des changes et fiscales pour les travailleurs émigrés. Les salaires dans les pays pétroliers sont généralement au moins cinq fois supérieurs à ceux qu'ils perçoivent chez eux lorsqu'ils ont déjà un emploi.

Peut-on parler de *brain drain* (fuite des cerveaux) ou simplement de *labour drain* (fuite de la main-d'œuvre)? Plusieurs études estiment que la part des travailleurs réellement « qualifiés » ne dépasse pas 15 % des expatriés (les ventilateurs fournis par les organismes de recrutement ou les consultants, sur place, ne constituent pas des données bien rigoureuses, car les migrants ont tendance à valoriser leurs qualifications dans leurs déclarations). Les diplômés de haut niveau (médecins, scientifiques, architectes, ingénieurs...) cherchent à

Par GERARD VIRATTE

s'implanter de préférence dans les pays développés (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, R.F.A.), même lorsque leurs pays manquent cruellement de spécialistes — docteurs, par exemple. Certains se sont cependant installés au Proche-Orient où le personnel qualifié d'origine sud-asiatique est surtout affecté à des tâches d'encadrement administratif et technique. De plus, les militaires pakistanaï jouent un rôle important auprès des forces armées de certains pays (Arabie Saoudite, Oman, Emirats arabes unis), servant aussi de « soutien » aux ventes françaises d'armements. Quant aux travailleurs peu ou pas qualifiés (maçons, menuisiers, électriciens, employés de maison, chauffeurs, manœuvres), ils forment la majorité des migrants et sont relativement plus nombreux parmi les Bangladaï.

Pour l'essentiel, les migrants provien-

ent pour la consommation domestique, ou encore pour l'acquisition de biens durables considérés comme des produits de luxe (réfrigérateurs, motos) ou représentant des « signes extérieurs de richesse » (terrain, construction immobilière). Inévitablement, ces transferts contribuent à nourrir l'inflation et engendrent des déséquilibres locaux en entretenant de relatives et fragiles « poches de prospérité ». Lorsqu'ils viennent en vacances chargés de bagages et de produits étrangers — appareils de radio, téléviseurs, ventilateurs, réfrigérateurs — les travailleurs expatriés introduisent chez eux de nouvelles habitudes de consommation acquises dans des sociétés bénéficiant de niveaux de vie beaucoup plus élevés.

Le Pakistan et le Bangladesh ne veulent aucun inconvénient à encourager les importations, par les émigrés, de biens — voitures comprises — qu'ils ne fabriquent généralement pas. Car cette politique épargne au pays les sorties de

attention à un fait qui souligne le Pakistan *Economist* (5): la « fuite des cerveaux » vers les Etats du Proche-Orient, fût-elle limitée, entraînerait tout de même un sérieux manque de médecins, d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. L'hebdomadaire de Karachi estime à quatre-vingt mille depuis 1977 le nombre des spécialistes qui ont quitté le Pakistan après trois ou quatre ans de formation.

Le manque de personnel qualifié est également sensible au Bangladesh, où les cadres sont encore moins nombreux. « Nous exportons de la force de travail, écrit un chercheur bangladaï, sans prendre en considération l'intérêt national », parce que le principal facteur pris en compte est le gain de devises. « C'est exact, nous avons besoin de devises et nous en gagnons; mais pour quoi faire? Pour encourager la consommation ou pour préparer l'avenir? » (6).

Aucun des trois pays n'est encore parvenu à mobiliser l'épargne des migrants en vue d'investissements productifs. Dans ce domaine, on assiste seulement à des ébauches de politiques. En revanche, l'important vol de devises étrangères fourni par les transferts des travailleurs émigrés permet à Islamabad et à New-Delhi de procéder avec plus de souplesse à des achats d'armements.

Mais l'émigration peut être aussi consécutive à l'obtention de contrats par des entreprises indiennes ou pakistanaïes (ingénierie, travaux publics, industries); des bureaux de promotion industrielle, dans ces deux pays, orientent plus particulièrement leurs activités en direction des Etats pétroliers musulmans. En Irak, note le *Times of India*, deux mille trois cents des cinq mille quatre cents travailleurs indiens sont employés par des compagnies indiennes.

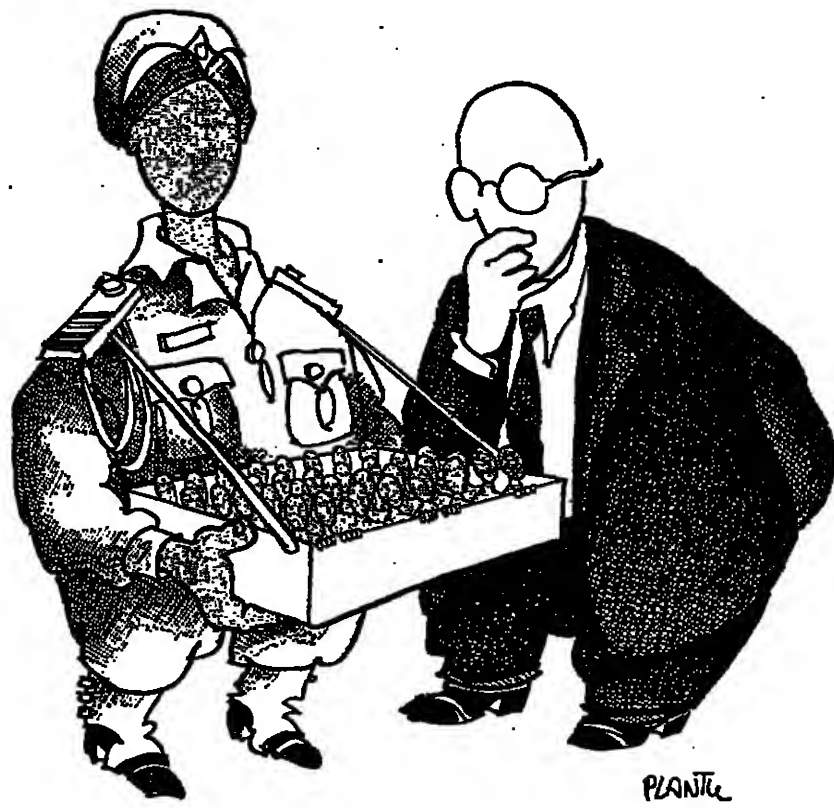
Les « souffrances » originelles des pays de l'Asie du Sud, dans la mesure où ils n'ont pas de grandes exigences au point de vue salariale et conditions de travail, remplissant sans doute des fonctions pour lesquelles ils se révèlent d'une grande utilité dans les pays du Golfe. Ils participent ainsi à un transfert des revenus pétroliers en faveur de nations comptant parmi les plus pauvres du monde. Mais ces transferts, s'ils améliorent les comptes extérieurs et peuvent favoriser l'achat à l'étranger de biens d'équipement indispensables — ou de céréales, comme c'est le cas cette année au Bangladesh — n'encouragent guère la création d'activités nouvelles qui permettraient de combattre la pauvreté. A l'exception de quelques catégories particulières, les travailleurs étrangers deviendront moins indispensables aux pays du Proche-Orient lorsque ceux-ci se seront dotés d'une infrastructure répondant aux besoins de leurs faibles populations. Pour l'Asie méridionale, le « boom des exportations de main-d'œuvre » pourrait faire long feu dans quelques années.

(1) Six millions d'Indiens d'origine, ou d'ailleurs, de passagers indiens, sont débarqués à travers le monde (on compte ceux qui se trouvent à Sri-Lanka, en Malaisie et en Birmanie).

(2) Il n'existe pas de recensement précis de ces travailleurs migrants.

(3) Dans le cas du Bangladesh, par exemple, la part du Proche-Orient est passée en un an de 12 à 42,5 %, entre les premiers semestres de 1977 et de 1978, celle des pays occidentaux diminuant proportionnellement.

(4) Commerce, Bombay, décembre 1978. (5) *Pakistan Times*, 20 novembre 1978. (6) *Foreign exchange earnings through the export of manpower: a case study of Bangladesh*, par Raisul Awaj Mahmood, Bangladesh Institute of Development Studies, Dacca.



PIANKE

nent, pour des raisons socio-économiques ou culturelles, de régions d'émigration traditionnelle: au Pakistan, la province de la frontière du nord-ouest; en Inde, le Kérala et le Pendjab; au Bangladesh, le district de Silhet.

Les populations du Pendjab et du Kérala ont un niveau d'éducation plus élevé que la moyenne nationale indienne. Dans le premier cas, les migrants appartiennent à la communauté des Sikhs, connue pour ses capacités d'entreprise; dans le second, ils proviennent de groupes considérés comme défavorisés (chrétiens, musulmans). De surcroît, le Pendjab disposant du revenu par habitant le plus élevé de toute l'Inde, lui-même doit faire appel, pour certains travaux, à de la main-d'œuvre venue des régions pauvres de l'Uttar-Pradesh, tout proche.

Les trois quarts des travailleurs indiens dans les pays du Golfe seraient des Kéralaï. Ceux-ci ont pour particularité d'être jeunes (moins de trente ans pour la plupart), au chômage (dans 62 % des cas), et d'avoir souvent reçu une éducation scolaire (6).

Les versements des émigrés originaires de l'Asie du Sud, comme partout ailleurs, assurent la subsistance de familles entières qui n'ont parfois pas d'autres sources de revenus. Cet argent n'est que très exceptionnellement investi dans des activités productives. Il est utilisé principalement

deux fois: pour des raisons socio-économiques ou culturelles, de régions d'émigration traditionnelle: au Pakistan, la province de la frontière du nord-ouest; en Inde, le Kérala et le Pendjab; au Bangladesh, le district de Silhet.

En Inde, où il existe un certain dilemme, le gouvernement se préoccupe de lutter contre les « dépenses excessives » de certaines familles d'émigrés en proposant, notamment, aux Etats fédérés de mobiliser les fonds rapatriés dans des sociétés d'intérêt public. Mais, pour l'heure, on constate surtout des hausses importantes du prix de la terre, au Kérala en particulier, où celle-ci est très rare... ainsi que des déclarations aux parents des futures épouses.

A la vérité, aucun des trois grands pays de l'Asie du Sud ne semble avoir mesuré toutes les conséquences, à long terme, de l'émigration, chacun demeurant d'abord obsédé par quelques effets immédiats: contribution au redressement de la balance des paiements (dont se félicitent les organismes financiers internationaux); atténuation superficielle de la crise de l'emploi; liaisons aériennes fréquentes avec les pays du Golfe; ouverture de nombreuses succursales de banques de pays musulmans ou à capitaux conjoints... (7). En revanche, on prête généralement moins

Recherches universitaires

DU TIERS-MONDISME

RELATIONS Internationales du tiers-monde (1): la deuxième édition de l'ouvrage désormais classique d'Edmond Jouve séduit un double public: manuel universitaire, il sera indispensable, avec son abondant appareil de références, aux chercheurs et aux étudiants.

Dans les deux premières parties de son livre, Edmond Jouve entreprend de retracer le double mouvement qui anime les nations du tiers-monde, pour leur libération et pour leur développement. Lutte pour la libération: l'auteur distingue deux phases, la conquête du pouvoir, d'une part, par le jeu de la critique — (les idéologies de l'indépendance), voire de la « critique des armes » (les guerres de libération nationale proprement dites); l'expérience du pouvoir, d'autre part, avec la délicate mise en pratique des programmes élaborés à l'aube de l'existence étatique, les défis lancés au monde industrialisé et les réponses de ce dernier. Lutte pour le développement, dont Edmond Jouve analyse trois aspects: la diffusion de nouvelles idéologies — panaméricanisme, afro-asiatique, tricontinentale — et de principes nouveaux de droit international; l'union des Etats et des peuples concernés au sein de conférences et d'organisations (intergouvernementales ou non gouvernementales), institutionnalisant les solidarités « essentielles » Bandung, voire au sein d'organisations plus classiques, telles que l'ONU et ses agences spécialisées; les tentatives de régulation et de moralisation des flux d'échanges avec les pays capitalistes, mais aussi avec les pays socialistes — la recherche formelle d'une « coopération nouvelle » ne devant pas masquer les dangers bien réels d'un « social-impérialisme » remarquablement déguisé par l'autour.

Le livre d'Edmond Jouve témoigne de l'ampleur de ses connais-

sances et de ses recherches, déjà manifestées dans sa thèse sur le Général de Gaulle et la Construction de l'Europe (2), et qui nous vaut, par exemple, ici, des analyses approfondies du régime politique guinéen, du socialisme albanais, de la diplomatie chinoise. Quand parut la première édition des Relations Internationales du tiers-monde, certains avaient cependant cru bon d'opposer radicalement le livre de Jouve à d'autres travaux publiés dans la même discipline. Implicite-

Par CHARLES ZORGBIBE

ment: un responsable du parti socialiste relevait que le « tiers-mondisme de l'auteur compensait » tant d'ouvrages antérieurs sur ces problèmes où s'étaient l'européocentrisme » (3). Explicitement: un universitaire algérien construisait notre propre manuel de Relations Internationales (4) ne consacrait que peu de pages au tiers-monde et concluait, de cette remarque quantitative, à l'« ignorance ou à la sous-estimation des pays en développement » (5).

Opposition excessive et, en partie, artificielle. Car les rapports Est-Ouest ont déjà une longue histoire, parce que l'observation empirique peut ainsi prendre en compte non seulement l'environnement — objectif —, mais aussi sa perception — subjective — par les acteurs internationaux, parce que, entre les choix possibles et la décision diplomatique s'interpose l'« image du monde » propre au gouvernement — cela est vrai pour tous les régimes, mais particulièrement pour les Etats socialistes, où les faits internationaux parlent — rétractés — à travers le prisme de l'idéologie.

Dans les rapports Sud-Nord, l'idéologie a, certes, également sa place mais plus limitée: au combat politique contre le colonialisme, qui était celui de Bandung, s'est superposée la solidarité de classe des « nations prolétaires », et le discours de l'expansion du « centre » et de l'exploitation de la « périphérie » imprègne désormais peu ou prou l'ensemble des démarches du tiers-monde, mais il s'agit d'une idéologie plus diffuse. Surtout, à la différence de l'axe Est-Ouest, la relation Nord-Sud a pris sa véritable dimension politique à une date récente, dans le fracas de l'automne 1973.

La révolution intervenue, en 1973, dans les rapports internationaux a érodé les différences de perspectives qui existaient entre spécialistes du tiers-monde et généralistes des relations internationales. Elle a permis d'éclaircir des sensibilités communes: Edmond Jouve consacre une troisième partie de son livre, fort riche et entièrement nouvelle, aux combats menés, tous azimuts, en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre international; il relève les ambiguïtés dont ce nouvel ordre est porteur et salue l'émergence d'un « droit des peuples », en des termes que ne récusent pas ceux des « généralistes » qui sont, de longue date, partisans d'une diplomatie des droits de l'homme.

(1) Berger-Levrault, Paris, 1978, 2^e édition, 496 pages.
(2) Pichon et Durand-Auzias, Paris, 1963, deux volumes.
(3) Cf. l'article publié de Lionel Jospin.
(4) Charles Zorgbibe, Les Relations Internationales, Presses Universitaires de France, coll. « Thémis », Paris, 1^{re} édition 1973, 2^e édition 1978.
(5) Ahmed Mahiou, dans l'Annuaire du tiers-monde 1976, Berger-Levrault, Paris.

فكرنا من الأصل

Un récit de Leonardo Sciascia

LE 19 mars 1961 mourut à Riesi, petite ville d'environ vingt mille habitants, dans la province de Caltanissetta, un homme appelé Francesco Di Cristina (1). Ses vertus et ses mérites, bien connus de ses concitoyens et peut-être de toute la province de Caltanissetta, étaient ignorés de la majeure partie des Siciliens ; et ils le seraient restés si la pitié et l'orgueil n'avaient conduit les membres de sa famille à faire imprimer et à diffuser une « image-souvenir » qui devint aussitôt célèbre et extrêmement recherchée (pour l'obtenir, un spécialiste de la mafia dépensa 200 000 livres). Ses proches ne s'attendaient assurément pas à ce résultat. Ils ne surent pas tenir compte du fait que, depuis quelques années déjà, on avait commencé à parler de la mafia comme d'un mal qu'il fallait absolument extirper. Ou bien ils s'en moquèrent. Et, du reste, cette image-souvenir ne devait circuler que parmi ses amis. A ceci près que, lorsqu'on a autant d'amis qu'en avait Francesco Di Cristina, il y a toujours quelqu'un qui lâche ou qui trahit : et voilà l'image-souvenir qui, par ingénuité ou par commerce, échappe aux mains de l'ami qui aurait dû la garder et qui finit dans le dossier d'un policier ou d'un sociologue. Sans grand profit, il faut bien le dire, que ce soit pour le policier ou pour le sociologue.

Il n'est pas inutile de décrire et de rapporter le texte de cette image. Elle est du format courant, ornée des emblèmes habituels des images mortuaires. A l'intérieur, il y a la photographie de Di Cristina, qui date d'au moins dix ans avant sa mort. Un visage intelligent et qui devait être très mobile, entre la cordialité et la dureté. Au-dessous de l'image, les dates de sa naissance et de sa mort : 18/7/1896 - 19/3/1961. En face, un distique, en caractères italiques, qui dit ceci :

« En Lui, les hommes ont retrouvé
une étincelle de l'éternité volée aux cieux »,
puis, en lettres capitales, cet éloge lapidaire :

« EN SE REALISANT / DANS TOUTE LA GAMME /
DES POSSIBILITES HUMAINES / IL FIT VOIR AU MONDE
CE QUE POUVAIL / UN HOMME VERITABLE / EN LUI
VERTU ET INTELLIGENCE / BON SENS ET FORCE
D'AME / SE CONJUGUERENT HEUREUSEMENT / POUR
LE BIEN DE L'HUMBLE / POUR LA DEFAITE DE
L'ORGUEILLEUX / IL TRAVAILLA SUR LA TERRE / EN
VALEURS A SES SEMBLABLES / LE RESPECT DES
PERSONNES HUMAINES / DE LA PERSONNALITE HU-
MAINE / ENNEMI DE TOUTES LES INJUSTICES / IL
DEMONTRA / PAR SES PAROLES ET PAR SES ACTES /
QUE SA MAFIA NE FUT PAS DELINQUANCE / MAIS
RESPECT ENVERS LA LOI DE L'HONNEUR / DEFENSE
DE TOUT DROIT / QUELLE FUT AMOUR. »

D'UN point de vue externe, l'éloge offre des éléments de nouveauté et d'intérêt (c'est-à-dire qu'ils sont neufs et intéressants dans le procès d'accusation qu'une partie de la société sicilienne et italienne commence à tenter à la mafia) : le mot de mafia est, pour la première fois, et, qui plus est, dans un document imprimé, accepté et utilisé à l'intérieur du milieu mafieux, encore qu'il établisse une distinction entre « sa mafia » (celle de Di Cristina) et d'autres formes de mafia, dont on admet qu'elles peuvent être pure et simple délinquance : l'affirmation que le défunt s'est réalisé « dans toute la gamme des possibilités humaines », lesquelles sont nombreuses, diverses, et ne sont pas toujours bénéfiques pour les autres, même si elles sont éclairées et guidées par la vertu (l'utilisation du mot vertu n'est pas fortuit ou impropre : la société mafieuse est une répétition larvinaire de la société bourgeoise : la vertu des mafieux ressemble à celle de l'Esprit des lois) ; le verbe « imposer » (« en imposant à ses semblables »), qui implique l'usage de la force, de la violence, même si c'est pour rechercher l'avantage des humbles, le respect de la personne humaine et la défense de tout droit. Jugé de cette façon, le document peut paraître ingénument masochisme si l'on tient compte aussi du fait que, dès cette époque, tous les partis politiques (même ceux qui continuaient à entretenir d'inextricables rapports avec la mafia) participaient à la coalition anti-mafia mise en place par la gauche et que, à peine un an plus tard, le Parlement italien allait précisément décider l'institution d'une commission d'enquête sur le phénomène de la mafia en Sicile. On pouvait alors éventuellement avoir l'impression que l'éloge imprimé dans cette carte-souvenir était l'œuvre d'un scribe étranger, de l'un de ces demi-lettrés à qui les gens s'adressent dans les villages pour leur faire rédiger des lettres à des personnes importantes ou des nécrologies ; et dans ce cas, étranger au point de faire naître le soupçon qu'il avait pu s'offrir le luxe du double sens et de l'ironie. En réalité, c'était un document absolument intime, dicté par la douleur et destiné à ce que l'ethnologue Pitté appelait des « gens de même sentiment ». On ne sut pas, ou bien on ne voulut pas tenir compte de la façon dont il pouvait être lu et analysé en dehors de ce cercle d'amitiés, de respect, de connivence, dont Di Cristina avait joui non seulement à Riesi, mais aussi dans les villages voisins et dans ce que Machiavel aurait appelé les « hauts lieux » de la politique et de la bureaucratie régionale et nationale.

POUR la famille Di Cristina, cette image-souvenir fut une erreur : elle attira par trop l'attention et, par voie de conséquence, elle contraignit les amis des « hauts lieux » à se dégarer d'une relation qui devenait compromettante.



(Photomontage Magnum-Eole)

Mais cela n'entama en rien le respect et l'approbation de la population de Riesi à l'égard de la famille : et l'on en eut une preuve le 1^{er} juin 1978, lorsque environ dix mille personnes assistèrent aux funérailles de Giuseppe Di Cristina, le fils de l'homme qui avait « volé aux cieux une étincelle d'éternité ». Giuseppe, un comptable qui était impliqué dans une grave affaire judiciaire et qui venait de sortir de prison par une mesure de mise en liberté provisoire, avait été mystérieusement assassiné ; c'est pour cette raison que la police était allée observer et photographier ses funérailles, où les journalistes ne manquaient pas non plus. La stupeur des journalistes devant l'affluence du bourg tout entier fut profonde. « Les écoles et les bureaux étaient vides, les magasins baissaient leurs rideaux de fer pour ne rouvrir qu'après la fin des obsèques, les cinémas fermés pendant deux jours, la circulation interrompue pendant plusieurs heures et un cortège de dix mille personnes. » : c'est ce que rapportèrent les journaux siciliens.

Parmi ces dix mille personnes, les photos prises par la police permettent d'en identifier quarante-huit qui, pour assister à cet enterrement, s'étaient abstenus d'absenter de leur travail : et elles furent dénoncées pour « interruption de service public ». Dix-sept employés municipaux, quatre médecins communaux, quatre directeurs de C.E.S., cinq employés des postes, deux personnes du service de placement de la mairie, deux employés de la perception, dont l'un était sous-secrétaire provincial au parti républicain, trois cantonniers du service national des routes et un dépendant de l'administration provinciale, le vétérinaire municipal et quatre appariteurs des écoles avaient quitté leur travail pour accompagner Giuseppe Di Cristina au cimetière de la ville. Parce qu'ils n'avaient précisément pas signalé ces absences, on dénonça le maire de la petite ville (démocrate-chrétien) et un fonctionnaire du rectorat (secrétaire provincial du parti socialiste italien), et de même un assesseur municipal pour avoir autorisé les balayeurs de la commune à cesser de nettoyer les rues (et Dieu sait pourtant si c'est nécessaire) afin de transporter les innombrables couronnes qui ornent les enterrements.

Enfin, dulcis in fundo, deux cents lycéens se joignirent au triste cortège. Avaient-ils spontanément quitté leurs cours ou bien avaient-ils été invités par l'autorité à le faire ? Fait inquiétant, en tout état de cause, qu'ils y aient participé en raison d'un sentiment d'affliction, ou par crainte, ou simplement pour échapper à quelques heures de classe et profiter du spectacle de ces funérailles.

UNNE manifestation aussi importante, une participation aussi totale de la ville aux funérailles d'un homme que les journaux avaient proclamé mafieux et qui devait répondre de très lourdes accusations est un événement qui a plus de valeur que tout le papier imprimé — enquêtes, réquisitoires, essais — qui depuis un siècle environ voltige autour du phénomène de la mafia. Chacun des citoyens qui prenaient part à ces funérailles savait bien qu'il assumait de ce fait le rôle d'« ami » du défunt et qu'il restait fixé dans ce rôle dans la mémoire de la police, assistée par les documents photographiques ; et pourtant, ils ne se souciaient pas du danger ou bien, au contraire, ils le défilèrent. Pourquoi ? Parce que la peur que continuait à susciter la famille Di Cristina, le clan, l'association dont on considérait qu'elle était une partie, était plus forte que celle que suscitaient la police, l'Etat, la loi de l'Etat ? Il ne faut pas croire cela, il ne faut pas se faire d'illusions ; la peur ne pouvait jouer que pour une part minime. Le comportement de la population de Riesi ne peut avoir que cette seule explication : le carabinier, l'Etat, la loi de l'Etat étaient comme inexistantes en face de cet enterrement, comme s'ils n'étaient pas là : le fait qu'ils fussent présents, carabiniers en uniforme et agents de police en civil, pour surveiller, pour prendre des notes et des clichés de ceux qui y prenaient part, cela n'avait aucune importance : pour les habitants de Riesi, cette cérémonie était un acte de leur vie, de leur manière d'être,

de leur vision des choses et de la seule loi — morale et pratique, d'affections et de faits, dans l'ordre intérieur et dans l'ordre social — qu'ils connaissaient vraiment.

EN revanche, et à titre de confirmation, voici un fait qui s'est produit environ un an plus tard à Palerme. Michele Reina, secrétaire provincial de la démocratie chrétienne, chef de groupe au conseil municipal, a été tué le soir du 9 mars de cette année. Une heure plus tard, le meurtre a été revendiqué par un coup de téléphone au *Giornale di Sicilia* du groupe extrémiste Prima Linea déclarant : « Nous avons exécuté le mafieux Michele Reina. » Sur le moment, on considère le coup de téléphone comme authentique, mais, à peine quelques heures plus tard, des doutes commencent à se manifester. Ces doutes se fondent sur deux convictions :

1) Il n'est pas possible que dans une ville telle que Palerme, dominée par la mafia, protégée par la mafia, un groupe extrémiste réussisse à perpétrer et à mener impunément une action qui présuppose une organisation et une préparation : la police — et on le voit bien dans les régions septentrionales — est incapable de prévenir des actions de ce type ou d'arriver à l'arrestation des coupables ; quant à la mafia, qui sait tout, qui voit tout, qui dispose d'un réseau d'information capillaire parfait, il n'est pas pensable qu'elle se soit laissée surprendre ;

2) Le meurtre d'un démocrate-chrétien ne peut avoir que des motivations internes, de vengeance à l'intérieur même du parti, pour des raisons de pouvoir personnel ou d'affaires (candidatures aux élections imminentes pour les Parlements national et européen, ou pots-de-vin sur les adjudications de travaux publics). Le fait que, dans d'autres régions d'Italie, des démocrates-chrétiens aient été tués ou blessés aux jambes n'entame en rien cette conviction. En Sicile, c'est différent, ce ne peut être que différent.

An bout de quelques jours, les doutes deviennent des certitudes. Certitude que non seulement Michele Reina n'a pas été tué par le groupe Prima Linea, mais qu'il ne peut avoir été tué que par la mafia ou par une partie de la mafia, dans un contexte de conflits internes et pour des raisons de mafia. Il semble bien que la police en soit certaine, et les démocrates-chrétiens en sont tout à fait sûrs. Devant cette certitude, la ville tout entière pousse un grand soupir de soulagement. Il n'existe pas un seul indice précis sur lequel une telle certitude puisse se fonder ; en revanche, il y en a deux, encore que vagues, sur quoi l'on peut fonder une opinion opposée ; la hâte et l'improvisation avec lesquelles l'action a été menée (avec une voiture volée le jour même et à laquelle on avait appliqué une plaque volée le jour même) et le ton de mafieux, utilisé dans le coup de téléphone au *Giornale di Sicilia*, qu'un vrai mafieux, en admettant qu'il ait donné ce coup de fil pour désorienter l'enquête, se prononcerait pas même en rêve ou sous la torture ; et nous avons vu quelle exception, dictée par la douleur, constitue l'usage qui en a été fait inconsidérément dans l'image-souvenir de Di Cristina. Mais on a besoin de reconstituer aussitôt l'illusion d'une mafia efficace et protectrice, inchangée, immuable. A gauche seulement on formule une hypothèse formellement différente, mais qui, en substance, accredit l'image d'une mafia toute-puissante, sans l'assentiment de laquelle aucune action criminelle n'est possible : l'hypothèse que mafia et terrorisme se sont alliés et que la mafia délibérément a laissé les mains libres aux terroristes. Hypothèse ridicule, mais elle est protégée avec un sérieux incroyable.

Nous ne pouvons, naturellement, affirmer, au-delà de tous les doutes, que Michele Reina a été assassiné par le groupe Prima Linea plutôt que par la mafia ou par un groupe (cosca) de la mafia en conflit avec d'autres. Mais le fait qu'une ville tout entière soit enclenchée à se reposer dans la certitude qu'il a été tué par la mafia — et sans qu'il existe encore l'ombre d'une preuve — est un fait qui mérite qu'on y réfléchisse, afin d'expliquer les raisons pour lesquelles le phénomène est demeuré jusqu'ici impossible à extirper.

(1) Il ne s'agit pas d'une fiction : les faits et les noms rapportés par l'auteur sont véridiques (N.D.L.R.).

LE VENEZUELA

ou la richesse non maîtrisée

L'arrivée au pouvoir d'un nouveau président
relance l'espoir toujours vivace
d'éliminer les plus graves injustices
par une gestion plus efficace et plus démocratique

Reportage de BERNARD CASSEN



(Dessin de Planku)

APRÈS cinq ans de mandat, le président de la République du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, triomphalement élu en décembre 1973 sous la bannière du parti social-démocrate Acción democrática (A.D.), transmettait le 12 mars dernier l'écharpe présidentielle à M. Luis Herrera Campins, qui, le 3 décembre 1978, avait remporté la victoire pour la formation démocrate-chrétienne (C.O.P.E.I.). Une victoire que les élections municipales du 3 juin dernier ont massivement confirmée. Dans un sous-continent où les militaires se succèdent volontiers à eux-mêmes et, quand ils y sont contraints, rechignent à laisser la place (1), l'alternance politique par le moyen d'élections libres est un phénomène trop rare pour ne pas être relevé. D'autant que, déjà en 1973, le président sortant, M. Caldera, fondateur du C.O.P.E.I., n'avait pu faire élire le successeur de son choix, M. Lorenzo Fernandez (2). On pourrait être tenté — de loin — d'admirer la pureté classique de ce « balancement du pendule » vénézuélien. Mais si cette alternance, loin de traduire deux choix positifs successifs, était au contraire l'expression de deux refus ?

Tout se passe en effet comme si l'on s'était trouvé en décembre 1978 comme en juin 1979 en présence d'un vote fondamentalement négatif, d'un « non » au quinquennat de M. Carlos Andrés Pérez, qui, sur le plan intérieur, a déçu les immenses — et sans doute naïfs — espoirs que laissait entrevoir une monnaie pétrolière dont le déferlement a coïncidé avec la prise de fonctions. L'opinion est assez largement répandue que cinq années cruelles ont été gâchées dans la course contre la montre à quoi l'on peut comparer une tentative de modernisation fondée sur une source d'énergie non renouvelable. Règne aussi le sentiment que l'argent trop facile, la mentalité de nouveau riche (« el nuevo riquismo ») et la fringale de consommation qu'ils ont engendrée en sont venus à miner profondément la société vénézuélienne et à saper ses

Institutions. On observe d'ailleurs un phénomène de corrosion comparable dans la Colombie voisine, où les gigantesques revenus illégitimes des trafics de toutes sortes — et principalement de drogues — irriguent des secteurs entiers de la vie nationale et en détruisent les ressorts traditionnels (3).

Au-delà des problèmes criants et urgents posés par la dramatique dégradation des services publics, l'accroissement des inégalités sociales et du nombre des marginaux, la prolifération de la criminalité, l'insuffisance de la production agricole, l'imprévoyance de la politique pétrolière, c'est un surcroît de nature morale qui était attendu de la nouvelle administration du président Herrera : l'élimination d'une corruption politique et administrative à l'échelle des revenus pétroliers du pays et la restauration de la crédibilité d'institutions (police, justice) que divers scandales retentissants ont quasiment détruites.

Ce n'est certainement pas la campagne électorale de décembre 1978 qui avait pu donner un avant-goût du redressement à opérer. Seuls deux candidats pouvaient sérieusement prétendre occuper le palais de Miraflores, M. Luis Piñero (A.D.) et M. Luis Herrera (C.O.P.E.I.), et l'on estime qu'ils ont chacun dépensé, pour tenter de se faire élire, 400 millions de bolivars (4) (soit plus de 400 millions de francs). Un troisième prétendant, M. Diego Arias, gouverneur de Caracas pendant une partie du mandat de M. Carlos Andrés Pérez, a dépensé des sommes sans doute comparables mais pour des résultats négligeables (1,70 % des suffrages).

Dans le même temps, le président sortant — qui n'est pas rééligible avant dix ans — se comportait pourtant en véritable candidat, faisant acheter des pages entières de publicité dans les journaux et les magazines pour célébrer les réalisations de son gouvernement, multipliant les voyages en province pour inaugurer des travaux achevés

ou non... Coût de l'opération « défense et illustration du président Pérez » : probablement autant que la campagne des trois autres candidats. En 1978, le Venezuela des « rancheros », ces bidonvilles qui prolifèrent sur les hauteurs de Caracas et aux alentours des villes de province, le Venezuela des 53 % d'enfants illégitimes s'est ainsi offert le luxe de dépenser un total d'environ 1 milliard et demi de bolivars en campagnes publicitaires, tee-shirts, achats d'annonces dans la presse, à la radio et à la télévision, location de « jets » pour les candidats et leur entourage, etc. Les élections municipales de juin 1979 — qui pour la première fois avaient été séparées des présidentielles — ont constitué une occasion supplémentaire de gaspillages en tous genres, bien plus qu'un exercice d'éducation politique des citoyens.

D'où vient l'argent ? La question n'est même pas jugée déplacée car tout le monde connaît la réponse : d'une manière générale, de la corruption présente et passée pour tous ceux qui occupent ou ont occupé le pouvoir. M. Gonzalo Barrios, président de l'A.D. — et personnalité unanimement reconnue comme le véritable déclarateur à des journalistes : « Je crois qu'au Venezuela les fonctionnaires valent parce qu'ils n'ont aucune raison de ne pas voler. » Un diplomate européen nous a raconté comment sous le gouvernement de M. Pérez il fut convoqué par un ministre souhaitant discuter le pourcentage de la commission qui lui reviendrait sur une importante transaction commerciale avec une entreprise du pays que représentait son visiteur. Tout cela sans la moindre gêne, comme s'il s'agissait d'une pratique routinière. Selon notre interlocuteur, les taux varient de 5 à 15 % du prix des biens ou services fournis. A l'entreprise exportatrice de prendre les dispositions nécessaires pour intégrer ces pots-de-vin dans sa comptabilité. Faute de quoi elle n'était pas compétitive au Venezuela...

Rivalités de personnes dans les deux grands partis



Alors qu'il occupait la présidence, M. Pérez est intervenu à plusieurs reprises sur ce sujet délicat. Ainsi, en décembre 1977, il déclarait lors d'une cérémonie militaire : « Cette abondance de richesses et d'argent engendre des problèmes très graves auxquels nous devons prêter une attention particulière. On voit naître comme un appétit collectif d'enrichissement rapide, on voit se développer des phénomènes négatifs qui menacent à l'épreuve les valeurs éthiques de la communauté nationale. La société vénézuélienne en général connaît des inadéquations depuis de nombreuses années, mais elles n'ont fait que s'accroître avec la croissance rapide des richesses nationales. »

M. Pérez savait de quoi il parlait, puisque c'est sous son propre gouvernement que se sont multipliés les scandales financiers touchant — entre des dizaines d'autres — l'achat d'autobus Leyland pour le district fédéral de Caracas lorsque M. Arias en était le gouverneur, l'acquisition d'un Boeing-737 présidentiel et surtout celle des six frégates lance-missiles italiennes. Il est peu de secteurs liés aux pouvoirs publics, du Centre Simon-Bolívar à la compagnie aérienne Aeropostal, en passant par l'Institut national du logement et divers ministères ou gouvernements d'Etat, où n'aient été signalés des irrégularités financières, des trafics d'influence, des passe-droits, etc. Et tout cela dans l'impunité la plus totale.

Une telle situation, régulièrement dénoncée dans la presse et notamment dans l'hebdomadaire « Resumen », corroborée par les multiples anecdotes qui courent dans chaque strate de la société, explique les deux défaites électorales successives de l'A.D., pourtant la formation politique la mieux implantée. C'est que les rumeurs persistantes n'épargnent pas le sommet de l'Etat. M. Carlos Andrés Pérez est ouvertement accusé

d'avoir non seulement couvert les multiples irrégularités commises par des membres de son parti (5), mais d'en avoir été lui-même un des principaux bénéficiaires. M. Ramon Betancourt, ancien président et fondateur de l'A.D., ne se gêne guère pour dire aux journalistes que M. Carlos Andrés Pérez est devenu en quelques années un des hommes les plus riches... d'Amérique latine. Quant au directeur de l'hebdomadaire « Resumen », M. Jorge Olivarría, qui a dû s'exiler deux fois du Venezuela non pour des raisons politiques (sa revue se situe au centre droit) mais pour échapper à la vindicte personnelle de M. Pérez, qui l'avait déjà fait emprisonner pour un délit civil, il n'hésite pas à déclarer au lendemain de la victoire de M. Herrera Campins, quelques minutes avant de prendre l'avion pour l'étranger : « Je suis persuadé que Pérez (...) a fait un usage irrégulier de ses attributions pour accorder un traitement de faveur à ses amis, qu'il a enrichis, et je suis persuadé qu'il s'est lui-même enrichi de façon illégitime » (6).

Ce n'est pas l'affaire Carmona qui a rehaussé le prestige du président Pérez : le 18 juillet 1978, l'avocat Ramon Carmona Vasquez fut assassiné en plein Caracas par des tueurs qui n'étaient

autres que des membres du GATO, corps d'élite de la P.T.J. (police technique judiciaire) et ressemblant beaucoup à un « escadron de la mort ». L'affaire n'est pas encore complètement élucidée, mais tout semble indiquer que Carmona aurait été assassiné sur l'ordre du directeur de la P.T.J. en personne, M. Manuel Molina Gasperi, pour couvrir une affaire d'extorsion de fonds mettant en cause des responsables de l'A.D. Et ce scandale, le « Watergate » vénézuélien, pourrait même atteindre les « plus hautes sphères du pouvoir ». En effet, dans un retentissant article du 25 mars 1979, qui ne put d'ailleurs pas être diffusé au Venezuela, l'hebdomadaire italien « l'Espresso » indiquait que les puissantes protections dont jouissait en haut lieu M. Molina Gasperi s'expliquaient par sa connaissance détaillée des aspects financiers de l'achat des six frégates. Le devis total, que l'on situe entre 600 et 800 millions de dollars, aurait fait l'objet d'une majoration de 60 millions de dollars, bien entendu facturée à l'Etat vénézuélien mais versée sous forme de commissions à diverses personnalités. Parmi celles-ci, une amie intime de M. Pérez, Mlle Cecilia Matos, dont les différents comptes bancaires ouverts à l'étranger auraient été crédités de 40 millions de dollars.

Sur la proposition du dirigeant du MAS Teodoro Petkoff, la Chambre des députés a décidé la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur cette affaire. On peut douter qu'elle y parvienne car il serait ingénu de penser que M. Herrera, malgré son honnêteté personnelle, va entreprendre un tel lavage du linge sale de l'Etat, la corruption a atteint des records quantitatifs sous M. Pérez, elle n'est pas née avec son accession au pouvoir. Des « dossiers » existent mettant en cause les pratiques de différents membres de l'administration Caldera. Un éventuel « déballage » ne resterait donc pas unilatéral. Ensuite, et surtout, le gouvernement C.O.P.E.I. n'a pas intérêt à bouleverser l'équilibre du bipartisme vénézuélien, en « matraquant » une A.D. déjà gravement ébranlée (le 3 juin dernier, elle n'a recueilli que 29 % des suffrages) et en favorisant ainsi la montée des partis de gauche.

Une lutte pour le pouvoir est déjà engagée dans l'A.D. Jusqu'à ce jour, M. Betancourt en avait été le chef incontesté. C'est lui qui, dans son style autocratique, avait choisi les candidats du parti aux élections consécutives à sa présidence (1958-1963). M. Pérez avait été son protégé mais, devenu président, il s'affranchit de sa tutelle, sans parvenir cependant à imposer son candidat présidentiel pour 1978. M. Betancourt ayant cessé facilement fait investir M. Luis Piñero, personnalité médiocre (7), sans aucune envergure d'homme d'Etat, dont les deux seuls titres à gouverner étaient sa probité personnelle et sa fidélité inconditionnelle à « don Romulo ». La défaite du protégé a atteint sévèrement le protecteur, qui est de surcroît contesté en raison de son âge (il est septuagénaire), de son goût du pouvoir personnel et de son attachement aux Etats-Unis, où il passe d'ailleurs une bonne partie de son temps.

M. Pérez, devenu comme ses prédécesseurs, MM. Betancourt et Caldera, sénateur à vie, a ainsi réussi le tour de force de rendre son rival responsable d'une défaite à laquelle son action présidentielle avait pourtant largement contribué... Les résultats, catastrophiques pour l'A.D., des élections municipales de juin dernier ne l'ont pas davantage affecté. Démentant — déjà ! — vouloir être candidat à la présidence en 1988, il lui faut s'assurer le contrôle total de l'A.D., ce qui implique l'élimination de la vieille garde bureaucratique et en particulier de M. Molina Gasperi, et de l'actuel secrétaire général du parti, M. Alejandro Izaguirre. Il ne lui est pas très facile de se poser en homme de parti, car chacun sait que pendant son quinquennat les liens entre la présidence et l'A.D. furent extrêmement distendus. Si les « dossiers » qui s'accumulent contre lui ne le contraignent pas à quitter la vie politique, M. Pérez dispose d'excellents atouts : son exceptionnelle énergie, ses bons rapports avec la gauche comme avec le patronat, ses moyens financiers. M. Herrera Campins, représentant la gauche de son parti, avait été, en 1973, candidat malheureux à l'investiture présidentielle du C.O.P.E.I., M. Caldera ayant imposé M. Lorenzo Fernandez, personnalité effacée qui connut à l'époque le même sort électoral que M. Piñero en 1978. En 1977, M. Herrera obtint assez facilement son investiture.

(1) Ce fut le cas en Equateur, où des élections présidentielles furent organisées par le gouvernement militaire. La proclamation des résultats avait fait l'objet de multiples tergiversations. Il fallut attendre le 29 avril 1978 pour qu'un civil, M. Jaime Rodas, soit enfin élu.

(2) Voir le reportage de B. Cassen, « Un défilé de bolivars pour le nouveau président », le Monde diplomatique, mars 1978.

(3) Sur la Colombie, voir le Monde diplomatique de novembre 1977 et de juin 1978.

(4) Selon un document confidentiel interne à l'A.D. et qui fut rendu public par le candidat du MPP (Mouvement électoral du peuple), M. Luis Piñero, la seule promotion publicitaire de M. Luis Piñero coûta 150 millions de bolivars. Un bolivar vaut environ 1 F : la partie fixe avec le dollar est de 420 bolivars pour 1 dollar.

(5) Dans un ouvrage particulièrement documenté Les Advers (éditions Vadeh Valencia, 1978), Juan Bautista Rojas met notamment en cause les bénéfices des diverses universités commises sous le gouvernement de M. Pérez, mais aussi sous ceux de Raúl Leoni (aujourd'hui décedé) et même de M. Romulo Betancourt.

(6) Resumen, n° 287, 17 décembre 1978.

(7) Son comportement attentif en bons mots la campagne électorale. C'est lui qui, à-t-on rapporté, pensait que la Namibie était une province du Nicaragua.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne
1208 GENEVE (Suisse)
Tél.: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE

1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)
Tél.: 022.76-17-76

BACCALAURÉAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Intermat et externat pour filles et garçons
Sports d'été et d'hiver

فكرنا من الأصل

LE MO
diple
Abonn
OPTION : Je désire, je
autres : je
Faites
Service Promotion

turo, malgré l'extrême réserve de M. Caldera, qui participe d'ailleurs assez mollement à sa campagne. M. Caldera songe à se représenter en 1983, et il lui faut donc contrôler étroitement son propre parti. En ce sens, l'arrivée à la magistrature suprême de M. Herrera crée un pôle de pouvoir de nature à brouiller les cartes, d'autant que l'actuel secrétaire général du C.O.P.E.I., M. Pedro Pablo Aguilera, pourrait lui aussi se mettre sur les rangs.

C'est pourquoi les « calderistes » voudraient imposer à sa place M. Eduardo Fernandez, qui,

par la même occasion, se placerait en bonne position pour une candidature en 1988. Les partisans de M. Herrera, eux, voudraient traduire dans la machine du parti leur victoire électorale. Certains pensent que l'actuel ministre de l'intérieur, M. Rafael Montes de Oca, démissionnerait de son poste pour prendre le secrétariat général du C.O.P.E.I., auquel est également candidat un brillant économiste, représentant la gauche du parti, M. Abdon Vivas Teran.

Les deux sénateurs à vie Betancourt et Caldera ont jusqu'ici, grâce à une bonne entente qui les

renforçait l'un l'autre, joué le rôle de pères de la patrie, de tuteurs de la démocratie vénézuélienne et de chefs suprêmes de leur parti, mais leur hégémonie est désormais menacée, et leurs rivaux ne peuvent escompter briser un axe les maintenant sous tutelle qu'en lui opposant un autre axe. D'où, entre autres raisons, le soud probable de M. Herrera de ne pas définitivement briser les reins de M. Perez, tout en ne faisant rien pour dissiper les rumeurs qui ont été si dommageables à l'A.D.

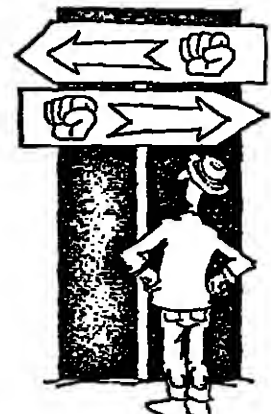
un enfant sur cinq est à l'écart du système éducatif... On n'en finirait pas d'aligner les indicateurs sociaux qui rendent compte de la dureté de la vie pour la grande masse de la population (9).

M. Arturo Usler Pietri (10), ambassadeur du Venezuela à l'UNESCO, et sans doute l'un des plus brillants intellectuels de son pays, apporte cependant un correctif : « Il y a de la misère dans les « ranchos », mais il y a aussi beaucoup de gens qui veulent vivre là et nulle part ailleurs... J'ai constaté qu'y résident des gens dont les revenus dépassent 3 000 bolívares par mois. Ils vivent ainsi parce que cela leur coûte moins cher. Et comme ils n'ont aucun sens des responsabilités (on ne les y a pas formés), peu leur importe leur famille. » Quant à M. Luis Esteban Rey, journaliste, député de l'A.D., bien connu pour la finesse de ses analyses, il nous explique lui aussi qu'il ne faut pas voir la marginalité de façon trop simpliste : « Avec la richesse pétrolière, beaucoup d'argent a circulé ; une partie non négligeable est arrivée jusque dans les poches des marginaux qui vivent au jour le jour. » Vivre au jour le jour, c'est aussi ce que font certains titulaires d'un emploi stable, à en juger par un absentéisme qui atteint des proportions considérables. Un industriel nous donne quelques chiffres : 50 % d'absents le lundi matin, 30 % le mardi, 10 % le mercredi et le jeudi. La conscience professionnelle explique la détérioration de tous les matériels, le gaspillage des produits alimentaires, qui pourrissent dans les entrepôts, l'existence de « cimetières d'autobus » comme celui de la Yaguara, dans le district fédéral, où deux cents véhicules qui, moyennant une réparation ou une pièce de rechange, pourraient renforcer le parc très insuffisant de Caracas, sont lentement rangés par la pluie et le soleil.

Cette même irresponsabilité sévit dans les classes moyennes ou supérieures, où l'on n'est pas plus conscient des problèmes ni même de l'existence de l'« autre Venezuela » et de l'absurdité de son propre style de vie. Le Venezuela est sans doute le pays qui consomme le plus d'alcool au monde : en 1977, 20 millions de litres de whisky (plus sans doute 10 millions entrés en contrebande), 700 millions de litres de bière, 10 millions de litres de rhum et 40 millions d'autres alcools. C'est dans la haute bourgeoisie et dans les milieux éduqués que l'on boit le plus. A une réception organisée pour l'inauguration d'un complexe pétrochimique, chacune des tables prévues pour quatre invités était pourvue d'une bouteille de whisky... pour commencer. Arturo Usler Pietri voit dans l'alcoolisme un fléau bien pire que le poludisme : « L'alcool circule dans tout le Venezuela, dans toutes les classes sociales, mais c'est dans les milieux intellectuels qu'il est le plus actif et qu'il fait le plus de ravages. »

Autre exemple de l'aliénation des classes aisées : les vacances ou les week-ends à Miami. Alors que le Venezuela abonde en plages splendides, le fin du fin est d'acquiescer un appartement à Miami et d'y passer le samedi et le dimanche, si possible en « jet » privé. On estime à plus de deux milliards de dollars la valeur des investissements immobiliers des Vénézuéliens dans la métropole de la Floride... En mars 1977, dans son message au Congrès, M. Carlos Andrés Pérez affirmait néanmoins : « Nous avons comblé le fossé entre le Venezuela des privilèges et le Venezuela des marginaux... »

L'éparpillement des forces de gauche



M. Herrera Campins avait répété à de multiples reprises qu'il n'y aurait pas de « gouvernement de la guano » à l'image de ce fruit tropical (connu en français sous le nom de corossol) qui abonde au Venezuela et qui cache sous une peau verte (couleur du C.O.P.E.I.) une chair sucrée blanche (couleur de l'A.D.). De tels propos n'excluent pas un accord sur la répartition des hautes charges de l'Etat : présidence du Congrès (revenant au C.O.P.E.I.), de la Chambre des députés (revenant à l'A.D.), magistrats de la Cour suprême, contrôleur général, procureur général, etc.

Ensemble, les candidats présidentiels des deux « partis du consensus » avaient obtenu 90 % des voix (46,62 à M. Herrera, 43,34 à M. Piñero), le candidat du MAS, M. Jose Vicente Rangel, arrivant en troisième position avec 5,15 %. Bipolarisation presque parfaite, conséquence de l'implantation nationale des deux grands partis et surtout des fantastiques moyens dont ils disposent, qui, de fait, sont une manière comme une autre de fausser gravement le jeu de la démocratie (8). C'est, pour utiliser le langage du marketing, la « positionnement » des hommes politiques à l'in-

térieur de leur formation plutôt que cette formation en tant que telle qui peut faire évoluer, par petites touches successives, la politique vénézuélienne. A cet égard, M. Herrera, qui n'aime pas qu'on le classe à gauche, reconnaît néanmoins : « A l'intérieur et à l'extérieur du C.O.P.E.I., je suis ce que je dis : un démocrate-chrétien en position d'avant-garde, de rénovateur, de transformation. » Quant à la distinction entre le C.O.P.E.I. et l'A.D., le nouveau président la définit ainsi : « La démocratie chrétienne (...) est un parti de centre gauche. L'A.D. fut un parti de centre gauche qui s'est transformé en parti de centre droit. »

Il est de fait que M. Herrera n'a dû son succès final qu'à un apport considérable de voix d'électeurs de gauche qui, voulant « voter utile » pour le scrutin présidentiel (la tarjeta grande) lui ont apporté leur suffrage, tout en votant pour l'un des six partis de gauche dans les élections des sénateurs et députés (tarjeta pequeña), où le C.O.P.E.I. et l'A.D. ont obtenu chacun seulement 39,70 % des voix. A la Chambre des députés, la gauche, toutes tendances réunies — MAS, MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), MEP (Mouvement électoral du peuple), P.C.V. (Parti communiste du Venezuela), VUC (Avant-garde unitaire communiste, scission récente du P.C.V.) et Ligue socialiste, — obtient suffisamment de sièges pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre puisque, sur

cent quatre-vingt-seize sièges, l'A.D. et le C.O.P.E.I. en ont chacun obtenu quatre-vingt-six. L'arithmétique parlementaire contraint donc M. Herrera à rechercher, au-delà de son parti, des « majorités d'idées ».

Il ne fait pas de doute que la trajectoire politique progressiste de M. Herrera éveille de la sympathie dans les partis de gauche. Cependant, le problème fondamental auquel ils étaient confrontés était celui de leur émiettement et de la difficile recherche d'une certaine unité. Quatre candidats à la présidence, six partis représentés au Congrès, c'était beaucoup pour un électeur qui n'aurait pas 13 % des suffrages. Les partis de gauche ont tiré une première leçon des conséquences de leur éparpillement en se présentant unis aux élections municipales de juin. Leur score est ainsi passé de 13 à 18 % des voix. S'affirmant — avec 11 % — comme la première force politique de la coalition, le MAS recueille les fruits d'une dynamique unitaire qu'il avait refusée lors des élections présidentielles. Ce bon résultat devrait lui éviter à l'avenir toute tentation de faire cavalier seul. Comme nous le déclarait M. Americo Martin, le chef du MIR, « Il y a un énorme vide à remplir chez les marginaux et les travailleurs. Je suis sûr que la gauche peut se transformer en force substantielle, mais l'unité c'est le plural, pas l'hégémonie d'un parti. »

Richesse gaspillée, détérioration sociale



Quel Venezuela M. Herrera Campins a-t-il trouvé en prenant ses fonctions ? Un Etat artificiellement riche mais gaspillé, qui a d'une manière générale très mal « semé » son pétrole.

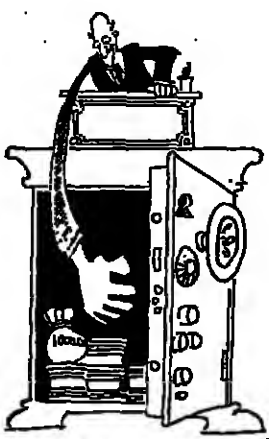
En face, une population où l'abîme entre riches et pauvres s'est encore élargi, où la marginalité devient quantitativement et qualitativement alarmante, où les services publics sont dans une situation catastrophique et où surtout, à tous les niveaux de la société, l'idéologie du « chacun pour soi » tient lieu d'esprit civique.

N'importe quel voyageur devant prendre un avion matin à l'aéroport de Maiquetia, près de Caracas, a pu voir dès cinq heures et demie du matin, dans les quartiers populaires, les interminables files d'attente devant les stations d'autobus où, avec résignation, chacun attend une heure, parfois bien plus, qu'un véhicule déjà bondé veuille bien s'arrêter. C'est un cauchemar quotidien que vivent à des degrés divers tous les habitants de la capitale en raison du chaos de la circulation, la construction du métro ayant été décidée en 1976 seulement. Pour ceux qui ne peuvent compter que sur les transports en commun, le trajet entre le domicile et le lieu de travail peut représenter quatre heures aller et retour. Celui qui possède une automobile est sans doute mieux loti mais il n'échappe pas aux embouteillages généralisés, inextricables et permanents.

Caracas est l'une des villes les plus polluées du monde, un des endroits où il est le plus difficile de se loger, aussi bien pour le voyageur de passage (les hôtels sont complets en permanence) que pour le résident (un studio pouvant se louer 1 800 bolívares et un trois pièces 4 500, ce qui les met hors de portée même des membres de la

classe moyenne). Si l'on ajoute les coupures d'eau, fréquentes dans certains quartiers, le mauvais fonctionnement du téléphone, l'état de délabrement des hôpitaux et des écoles, l'insécurité totale dans certains quartiers comme ceux du « 23 janvier » et d'El Valle, où la police ne

pénètre jamais, on est même surpris qu'une situation sociale aussi explosive n'ait pas dégénéré en émeutes. Dans l'ensemble du pays il manque huit cent mille logements, la moitié de la population vivant dans des « ranchos », sans équipement sanitaire, et très souvent sans électricité ;



C'est un tout autre langage que tint M. Herrera dans son premier discours officiel, où il dressa un inventaire inquiétant du Venezuela dont il recevait la charge : « Une économie inadaptée, montrant des signes de graves déséquilibres structurels, des pressions inflationnistes et spéculatives qui ont provoqué une érosion alarmante du pouvoir d'achat des classes moyennes et des innombrables cellules marginales du pays. Je reçois un Venezuela politiquement instable. Le bilan est sévère mais exact. Comment en est-on arrivé là ? »

C'est la conception même du développement économique du pays qui est en cause, fondée sur ce que l'on a appelé « le facilismo petrolero » : l'idée que, dans un pays dont 95 % des devises presque 70 % des rentrées fiscales proviennent de l'exportation des hydrocarbures, le pétrole à gogo réglerait tous les problèmes et toutes les factures. Or, après le brusque triplement des prix consécutif à la guerre d'octobre 1973, les rentrées pétrolières se sont stabilisées, puis ont

L'illusion pétrolière

eu tendance à baisser, cependant que les importations suivaient une courbe constamment ascendante. Qu'on en juge : en 1974, les biens et services importés (supérieurs en valeur de 47,6 % à ceux de l'année précédente) représentaient un total de 3,8 milliards de dollars ; en 1975, la note s'élevait à 5,4 ; en 1976, à 6,8 ; en 1977, à 9,2 ; en 1978, à 11,5. Une véritable frénésie d'importations de toutes sortes qui font de Caracas une ville où l'on trouve en abondance tous les parfums et cognacs français, tous les whiskies écossais, tous les gadgets électroniques japonais... Les Vénézuéliens riches dépensent sans compter à l'extérieur. Ainsi les avions qui assurent la liaison entre Curacao (Antilles néerlandaises) et Caracas sont-ils constamment bordés de passagers portant à grand peine des paquets de tous formats tellement nombreux que, la soute ne suffisant plus, ils encombrant la cabine. On fait le voyage uniquement pour profiter des tarifs avantageux des boutiques hors taxes de la petite île. Même phénomène à Miami, où, en 1977, selon les statistiques du département de la promotion touristique de la ville, les cent dix mille touristes vénézuéliens (13 % du total des visiteurs étrangers) ont dépensé à eux seuls 1,4 milliard de dollars (40 % du total des rentrées touristiques).

Dans le même temps, si la valeur des exportations pétrolières passe de 8,4 milliards de dollars

en 1975 à 8,8 milliards en 1976 et 9,2 milliards en 1977, la participation fiscale, elle, baisse de 32 milliards de bolívares (7,5 milliards de dollars) en 1975 à 24 milliards de bolívares (5,7 milliards de dollars) en 1978. Cela en raison de la réduction des quantités exportées, des manœuvres des grandes compagnies (qui commercialisent 80 % du pétrole vénézuélien et qui s'approprient tous les super-bénéfices provenant des fluctuations du marché) et enfin de la ponction due aux gigantesques investissements nécessaires pour maintenir le potentiel d'exploitation. Ainsi, au moment où l'Etat et les particuliers privilégiés dépensent sans compter en tablant sur l'illusion de rentrées pétrolières illimitées, celles-ci, comme c'est d'ailleurs le cas dans tous les pays de l'OPEP (11), ne cessent de diminuer.

(Lire la suite page 16.)

(8) Voir le dossier « La démocratie trahie par les manipulations électorales », Le Monde diplomatique, février 1978.

(9) Voir à cet égard La Mitteria en Venezuela de Michel Chossudovsky (éditions Vadei, Valencia, Venezuela, 1977).

(10) Alfredo Peña, Conversaciones con Usler Pietri, Editorial Ateneo, Caracas, 1973.

(11) Voir l'article de Nicolas Sarkis, « La crise de l'énergie et le prix du pétrole », Le Monde diplomatique, mars 1979.

LE MONDE
diplomatique

Abonnez-vous

NOM
Prénom
Adresse
Code postal

Je vous règle la somme de 65 F pour mon abonnement d'un an (douze numéros) ou « Monde diplomatique » et je reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés ; je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, départements publications annexes, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

Le Monde diplomatique présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux dont les fonctions ou l'intérêt s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

Choisissez l'un des numéros suivants :

- ☐ 300. Guerre en Asie, mars 1979.
- ☐ 299. L'économie algérienne et la logique de l'indépendance, février 1979.
- ☐ 298. L'autonomie selon Israël, janvier 1979.
- ☐ 297. L'Etat du refus, décembre 1978.
- ☐ 295. Le contre aux productions militaires, octobre 1978.
- ☐ 294. Le Vietnam face à la Chine, septembre 1978.
- ☐ 293. Peut-on se fier aux prévisions ?
- ☐ 292. Le régime d'apartheid en Iran.
- ☐ 291. Le Chili des contradictions.
- ☐ 290. Une droite triomphante aux Etats-Unis, mai 1978.
- ☐ 288. L'Italie de la violence, avril 1978.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République nigérienne, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 63

Autres pays 82

PAR AVION (abonnement et taxes)

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 111
Australie, Canada, Malaisie, Singapour, Japon, Hongkong, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 158
DOM, République algérienne, Etat comorien 128
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Arabie, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 111
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 158
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Asie 131

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23
Adm. télégraphique : Jourmond Paris Télex : Le Monde 650-572 Paris

(Suite de la page 15.)

Certes, les mesures spectaculaires qui ont été prises le 28 juin dernier par l'OPEP (fixation d'un prix plafond à 23,50 dollars le baril) que le Venezuela va appliquer avec modération puis qu'il vendra son pétrole seulement 21,85 dollars le baril, vont peut-être arrêter, voire infléchir provisoirement cette tendance. L'une des premières conséquences est un changement de signe du solde de la balance commerciale : excédentaire de plus de 5,8 milliards de dollars en 1974, elle a été déficitaire de 2 milliards en 1978. Quant à la dette publique, qui a augmenté de 562 % en cinq ans, elle atteint actuellement le chiffre de 7 milliards de dollars, son service ayant représenté en 1978, 15 % du budget. Certes, tout cet argent n'a pas été dépensé en vain : les bases d'une grande politique industrielle ont été jetées dans la Guyane vénézuélienne. L'entreprise sidérurgique d'Etat Sidor produit actuellement 1,2 million de tonnes d'acier et devrait, si les prévisions se réalisent, en produire 10 millions en 1985, dégageant ainsi une forte capacité d'exportation vers les pays voisins (la consommation actuelle étant de l'ordre de 3,2 millions de tonnes). Les deux usines d'aluminium de la Guyane, Alcoa et Venalum (inaugurées en juin 1978), devraient également faire du Venezuela le premier exportateur latino-américain de ce métal.

Déficit alimentaire

MALGRÉ des investissements considérables dans l'agriculture, l'échec de la politique du gouvernement Perez a été patent. Le manque de crédits et des mesures fiscales a bénéficié aux gros agrariens, liés au capitalisme financier local et international, et aux intermédiaires et spéculateurs en tous genres. Quant aux petits et moyens producteurs, qui n'ont qu'un accès difficile aux crédits, ils s'efforcent ou se prolifèrent en raison du blocage des prix ; d'où un exode rural persistant malgré la pénurie de main-d'œuvre à la campagne. L'agriculture, qui occupe 18 % de la population active, ne participe que pour 6 % au PIB. La conséquence la plus spectaculaire a été l'accroissement constant des importations de produits alimentaires : viande, blé, maïs, haricots, sorgho, particulièrement importantes en 1976 en raison des difficultés climatiques mais nullement exceptionnelles. Ainsi, en 1977, malgré une croissance de la production agricole de 10,4 % par rapport à l'année précédente, il fallut augmenter les importations de plus de 60 %...

Pour M. Herrera, le mot-clé en matière économique est donc « austerité » : « Le peuple doit savoir que l'époque est révolue des dépenses administratives extravagantes, des investissements insupportables et de la consommation à outrance. Nous devons revenir à des habitudes de vie plus sobres et plus saines, en vue de parvenir à une croissance modérée et continue. » Mais, il y a cinq ans, M. Carlos Andres Perez parlait déjà d'une gestion de l'abondance avec des critères de pénurie...

La situation pétrolière — qui conditionne pour longtemps le développement du pays, — malgré ses aspects conjoncturels favorables, est en effet préoccupante pour l'avenir. Sans doute, la hausse des prix de janvier 1978 a-t-elle rapporté 3,4 mil-

liards de bolivars supplémentaires de devises et a-t-elle fait rentrer 2 milliards de bolivars dans les caisses de l'Etat. Une nouvelle augmentation (décidée début mars par le ministre des mines et de l'énergie sortant) de 1,20 dollar par baril à compter du 1^{er} avril 1979 a apporté encore 2,5 milliards de devises supplémentaires. Le 16 mai, le Venezuela décidait une nouvelle augmentation de 60 cents par baril de brut léger et, à la suite de la réunion de l'OPEP en juin, il a décidé de vendre 21,85 dollars chacun des deux millions quatre cent mille barils qu'il produit chaque jour. A moyen terme cependant, la composition globale du pétrole extrait au Venezuela risque de se détériorer. En raison de la carence des compagnies privées nationalisées en 1976, on extrait davantage de pétrole qu'on n'en découvre. De surcroît, la proportion des bruts légers dans la production totale tend à diminuer alors qu'augmente celle des bruts moyens et lourds (36 % en 1978 contre 25 % en 1977), ce qui est l'une des causes du fléchissement de la participation fiscale. La découverte en juin dernier d'un important gisement de brut léger dans le golfe de la Vela est un facteur d'optimisme, mais il serait prématuré de tabler sur un renversement de tendance.

L'urgence, pour maintenir la production et donc les rentrées de devises, est de poursuivre un important effort d'exploration, auquel on a consacré plus de 1 milliard de bolivars en 1978. Les découvertes ont atteint un total de 168 millions de barils en 1977, de 191 millions de barils en 1978. Pour la première fois depuis la nationalisation, le total des réserves prouvées a augmenté de 162 millions de barils pour atteindre 18,5 milliards de barils (12). La situation n'est donc pas préoccupante pour l'avenir, à condition de mettre fin aux manipulations des multinationales, qui commercialisent 80 % du pétrole vénézuélien et sont en mesure de peser sur les prix de la manière qui leur est la plus favorable, c'est-à-dire la plus défavorable au Venezuela (13). Reste enfin la terre promise de la « Faja del Orinoco », la fameuse ceinture de l'Orinoco, qui produit un brut visqueux nécessitant une technologie très complexe et très coûteuse pour son exploitation.

Les Etats-Unis convoient ouvertement cette gigantesque réserve stratégique, comme l'atteste le rapport de la commission des affaires étrangères du Sénat : « The Future of Saudi Arabia Oil Production », et un document interne du département de l'énergie. Ce texte va jusqu'à préconiser la signature d'un contrat direct entre le gouvernement des Etats et celui du Venezuela, garantissant un prix plancher pour le pétrole de l'Orinoco et un pourcentage garanti du marché américain, en échange du financement des installations nécessaires à l'exploitation de ce type de brut, et dont le montant se situerait entre 40 et 50 milliards de dollars pour une production de cinq millions de barils par jour (14). M. Herrera s'est cependant engagé à réserver strictement à l'Etat vénézuélien le développement et la gestion de ce pétrole de l'an 2000.

Dans l'immédiat, la tâche du gouvernement va consister à redonner confiance à une population sévèrement déçue de n'avoir pas bénéficié de la richesse pétrolière et à accorder une priorité absolue à un programme de construction de

logements populaires ainsi que d'appartements pour les classes moyennes (dont les ressources n'ont pas suivi l'évolution vertigineuse des prix des terrains urbains), à améliorer les transports, l'assainissement, la fourniture d'eau et d'électricité, les écoles, le système de santé, etc. Il ne s'agit pas de travaux spectaculaires se prêtant à des inaugurations à grand spectacle comme celles que M. Carlos Andres Perez affectionnait, mais de micro-réalisations dont l'effet global ne peut se faire sentir qu'à moyen terme.

Les premiers mois du gouvernement de M. Herrera ont été marqués par un attentisme dû en particulier au peu d'intérêt des principaux dirigeants du C.O.P.E.I. — qui songent déjà aux échéances de 1983 et 1988 — à s'engager dans l'action gouvernementale. Le raz de marée « vert » des municipales démontre que le pays renforce sa confiance envers le président. Fort de cette confirmation de son mandat, il va désormais disposer des moyens d'une politique volontariste.

Les observateurs les plus avisés nourrissent des inquiétudes sur le sort de la démocratie vénézuélienne si elle ne corrige pas rapidement ses vices les plus criants. M. Alfredo Torre Murzi (plus connu sous le pseudonyme de Sanin, qu'il utilise pour ses chroniques dans le quotidien El Nacional et pour ses livres) est un des critiques les plus virulents des conséquences perverses de l'action du gouvernement de M. Perez, de l'évolution d'un pays qui s'est transformé en « Venezuela socialiste » : « Une nation multinationale qui fait étalage de sa richesse et la gaspille de manière criminelle sans aucun contrôle des organes démocratiques » (15). Nous montrant une armée où sont entassés des volumes de dossiers, un par ministère, contenant les pièces de mille huit cents cas de corruption, il n'écrit pas avant l'élection de M. Herrera l'hypothèse d'un coup d'Etat de type brésilien : « La perte des valeurs morales, l'insécurité juridique et policière, la corruption, sont des risques graves pour la démocratie. Des officiers peuvent, un jour, passer de la critique silencieuse au « golpe », pour mettre en place une technocratie moralisante. »

Plus grave encore est selon lui le risque pour le pays de perdre son identité nationale : « Le Venezuela est un cas type de pathologie sociale et de déformation de l'âme collective (...). Il a perdu ses racines culturelles, sa physiologie spécifique (...). C'est un pays qui a abandonné tout effort créateur dans les tâches productives, pour s'abandonner aux divertissements faciles, à la consommation joyeuse (...), au pays où tout s'achète et tout se vend... ». On retrouve là l'écho des préoccupations de l'Académie d'histoire, qui a déclaré que « le Venezuela pourrait se transformer en un campement, en colonie de nature ambiguë, en entité sans passé ». De même l'ancien ministre des affaires étrangères Ramon Escovar Salom lançait un cri d'alarme : « Le Venezuela est menacé dans sa survie en tant que pays (...). Nous sommes en train de produire un pays sans homogénéité historique et sans dessein national. Nous n'avons aucune stratégie démographique. » Et de faire allusion au million et demi de Colombiens entrés clandestinement au Venezuela dans l'espoir de trouver un emploi et pour lesquels aucune politique n'a été définie.

La déqualification entretenue par les grands moyens d'information, les schémas de pensée importés, l'arrivée massive d'aventuriers de tous les pays en quête d'un enrichissement facile, l'accent mis sur l'enseignement technique et commercial au détriment de l'histoire vénézuélienne, l'afflux de techniciens étrangers (ne serait-ce que pour les campagnes électorales), préoccupent gravement les Vénézuéliens les plus conscients. N'est-il pas symptomatique que, après la défaite de M. Piñero, c'est en anglais que M. Romulo Betancourt ait réagi en réperant la célèbre phrase du général MacArthur à Corregidor : « We will return. » Bien avant que l'on soit à la « une » des journaux, M. Luis Etanbar Rey insistait devant nous sur les nombreux points de comparaison entre la « révolution blanche » menée par le chah et la politique impérialiste de Carlos Andres Perez, qui a voulu vaincre tous les obstacles dans un pays non préparé, sans infrastructures, doté d'une administration qui fonctionne lentement.

M. Herrera semble pressentir ces dangers. Sa philosophie politique, qu'il dit orientée vers une « société communautaire », d'inspiration démocratique-chrétienne, reste, cependant, extrêmement vague dans ses contours : « La motivation de l'homme, pour que se crée une solidarité, non seulement avec ceux qui ont des intérêts semblables mais aussi avec ceux qui possèdent et c'est notre cas à tous — des compléments, menaces, conduits à des progrès vers des formes de vie communautaire. De même, l'action des hommes orientée vers la réalisation du bien commun et la notion de fonction sociale comme pratique active en relation avec tous les biens matériels implique que l'on se rapproche de formes de vie communautaires » (16). De surcroît, il a précisé que cette philosophie ne serait pas encore mise en pratique au cours de son mandat...

L'atomisation du tissu social — en plein bouleversement — d'un pays livré à la loi de la jungle du profit et des solutions individuelles et dépourvu d'un grand dessein collectif n'est pas propre au Venezuela. Lorsque, toutefois, elle a pour toile de fond une fabuleuse richesse ne résultant d'aucune discipline ni d'aucun effort, elle peut aussi bien avoir des conséquences imprévisibles. Impossibles — car non quantifiables — à intégrer dans les exercices de simulation politique qu'affectionnent les instituts de planification, ces lignes de fracture peuvent un jour provoquer des ébranlements que certes aucun symptôme tangible n'annonce encore mais qui nourrissent les réflexions pessimistes de ceux des Vénézuéliens — intellectuels et rares hommes politiques — qui ne croient pas qu'une société de consommation tropicale constitue un projet d'avenir viable pour leur pays.

BERNARD CASSEN.

(12) Latin America Economic Report, 12 janvier 1979.

(13) Voir l'étude de Françoise Febvre : « Le quinquennat de M. Carlos Andres Perez (1974-1979). Vers le Grand Venezuela », la Documentation française, Problèmes d'Amérique latine, n° 51, 1978.

(14) Latin America Economic Report, 15 juin 1978.

(15) Sanin, Venezuela Socialista, éditions Vadei, Valencia, Venezuela, 1978.

(16) Alfredo Pina, Conversaciones con Luis Herrera Campins, editorial Abasco, Caracas, 1978.

LE PRÉSIDENT, LE PAPE ET LE COMMUNISME

A l'occasion de sa première tournée mondiale, en 1969, le président Richard Nixon alla voir le pape Paul VI. Le pouvoir temporel à l'écoute du pouvoir spirituel ? Il semble bien que ce dernier ait eu effectivement sa part à faire entendre. En règle générale, les propos échangés au cours des audiences pontificales restent ignorés du grand public ; mais, en la circonstance, cette règle a été transgressée. Grâce au général Vernon Walters, qui accompagnait le président et lui servait d'interprète, on sait ce que Paul VI dit à M. Nixon à propos de l'Indochine, de l'Europe du Sud, du Chili. Car le général, dans ses Mémoires, dément le titre de l'édition française (Services secrets) et fait étalage des déclarations du pape.

Si Paul VI détestait la publicité, il n'en va pas de même de M. Nixon, qui a aussi publié ses Mémoires et apparaît fréquemment à la télévision, où il s'est fait interviewer par David Frost. Celui-ci, dans le récit de ses entretiens avec l'ex-président, montre comment M. Nixon utilise ces métaphores insolites qui lui sont coutumières : Cuba et le Chili auraient formé une « pyra-

mide » aux Caraïbes (1) ; ou encore ces deux pays constitueraient un « sandwich rouge en Amérique latine » (2). Est-il personnellement l'auteur de ces métaphores ? Dans ses Mémoires comme dans le programme de télévision diffusé aux Etats-Unis en 1978 et dans les interviews que rappelle David Frost, M. Nixon attribue l'une des ces formules à un énigmatique « homme d'affaires italien » qu'il regrettait à la Maison Blanche plusieurs mois avant l'élection de Salvador Allende.

« Un homme d'affaires italien qui était venu me voir avant les élections chiliennes m'avait dit : « Si Allende gagne, et avec Castro à Cuba, vous aurez en Amérique latine un sandwich rouge et, à la fin, elle sera entièrement rouge » (3).

Dans son interview, David Frost enchaîne : « Mais... mais c'est une fois de sa part de le dire ! Je veux dire... comment... »

M. Richard Nixon : « Ce n'est aucunement une folie (4). »

Exit l'homme d'affaires italien, dont nul n'a jamais su qui il était et quelle pouvait être son influence au point de convaincre le président des Etats-Unis qu'un « sandwich rouge » allait menacer l'Amérique latine.

Conseil paternel

Le général Vernon Walters, qui dirigeait la C.I.A. au Brésil au moment du coup d'Etat militaire de 1964, qui occupait les mêmes fonctions à Paris en 1968 et qui était à Washington directeur adjoint de la C.I.A. au moment du putsch du général Pinochet, rapporte en ces termes un autre entretien avec un autre Italien, qui est, lui, parfaitement identifié et beaucoup plus éminent :

« C'était la première fois que je voyais le pape Paul VI. C'était un homme beaucoup plus petit qu'aucun de ses prédécesseurs. Nul catholique n'entre en la présence du pape sans un certain sentiment de crainte respectueuse, et je l'éprouvai en cette occasion. Les deux leaders parlèrent dans le bureau du pape, qui donna sur la grande place. Mgr Coren, un prêtre canadien, traduisait en anglais ce que disait le pape et je traduisais en italien ce que disait M. Nixon.

« La conversation couvrit de nombreux sujets, les tensions entre l'Est et l'Ouest, les conflits au Proche-Orient et la nécessité d'assurer l'inviolabilité des lieux saints des trois grandes religions monothéistes. Ils

Par ARMANDO URIBE *

parlèrent aussi des problèmes de l'Unité européenne et de l'extrême-Orient, du Vietnam en particulier. Le pape exprima son chaleureux appui aux efforts des Etats-Unis pour sauver du communisme le peuple sud-vietnamien. Il dit au président : « Vous faites ce qu'il y a de mieux à faire. » Vous ne pouvez pas abandonner la communauté chrétienne, autrement elle sera détruite. Par la suite, je me suis souvent demandé pourquoi il n'avait pas dit quelque chose de semblable en public. Le pape exprima alors sa préoccupation à propos de la situation en Espagne et au Portugal et nota la grande importance, pour l'Europe, de ce qui se produisait dans ces deux pays. Il parla alors avec quelque inquiétude des événements du Chili et de la force croissante du communisme dans ces pays, où il a infiltré les mouvements démocratiques-chrétiens et même l'Université catholique de Santiago. Il dit qu'il avait des moments où il pensait que l'Université catholique n'était catholique que de nom. Il pressa M. Nixon de surveiller de près la situation au Chili. Des échanges furent échangés et le pape me donna une petite médaille d'argent. Nous quittâmes alors son bureau (5).

Paul VI parlait-il en tant que chef spirituel, « vicar de Christ », ou comme chef de l'Etat du Vatican, avec lequel les Etats-Unis n'entretenaient pas de relations diplomatiques ? « Dieu peut-il souffrir le partage ? » (6). Mais M. Nixon se préoccupait peu de telles distinctions et saurait, le 11 septembre 1973, interpréter et traduire en actes le conseil qui lui avait été paternellement donné à Rome quatre ans plus tôt.

Les journaux de la junte chilienne, El Mercurio notamment, ont complaisamment cité les souvenirs du général Vernon Walters, qui fut bien proche de la DINA, comme l'a montré le procès Letelier qui vient de se terminer à Washington par la condamnation d'un nombre restreint de responsables (car la Cour suprême du Chili a jusqu'aujourd'hui refusé l'extradition des coupables chiliens).

Chef de l'Eglise catholique ou chef de l'Etat du Vatican, le pape était-il bien renseigné ? Il parle de la « force croissante du communisme » au Chili, alors que, dans la période 1969-1973, sous la présidence d'Allende, le P.C.

* Professeur associé à l'Université de Paris-L, ancien ambassadeur du Chili à Pékin.

chilien ne se développe pas plus que dans la période précédente et même tint ses effectifs au-dessous de sa marque historique, soit 18 % ou 20 % de l'électorat.

Il dit encore que le communisme « a infiltré les mouvements démocratiques-chrétiens ». En 1969, un groupe de chrétiens-démocrates se sépara du parti de M. Eduardo Frei pour former le MAPU, plus tard la gauche chrétienne. Depuis la répression qui s'est abattue sur le pays en 1973, aucun procédé, si brutal soit-il, n'a pu démasquer un seul chrétien-démocrate qui serait communiste. Il faut donc penser que le pape se référait à ces chrétiens de gauche que sont MM. Rafael Gumucio, Jacques Chonchal et Julio Silva Solar — qu'il est pour le moins abusif de désigner comme communistes.

Enfin, Paul VI dit qu'il pensait parfois que « l'Université catholique (de Santiago) n'était catholique que de nom ». Mais en 1969 le président de l'Université catholique était M. Fernando Castillo, intellectuel chrétien bien connu en Amérique latine. Sous le régime Allende, la grande majorité des professeurs et étudiants de cette université furent très actifs dans l'opposition à l'Unité populaire. En 1973, l'Université catholique, comme les autres universités chiliennes, fut placée sous contrôle militaire et le vice-amiral Jorge Sweig en fut nommé recteur. Il l'est toujours. En 1979, les évêques chiliens ont publiquement exprimé leur préoccupation parce que cette université catholique sous contrôle militaire, disent-ils, « se décatolise ». Ils ont notamment insisté sur ce point à l'occasion de l'expulsion

de plus de la moitié des étudiants en théologie (futurs prêtres ou moines) accusés d'avoir, pendant une rébellion, pris en commun pour la libération des personnes arrêtées le 1^{er} mai dernier. Le vice-amiral-recteur s'est senti obligé de contester dans un discours les propos des évêques (7).

Une question se pose alors : qui donc, en 1969, renseignait le pape sur la situation au Chili ? Question opportune au moment où Jean-Paul II joue un rôle de médiateur dans un différend engageant la souveraineté territoriale du Chili et de l'Argentine. Il intervient ainsi dans le jeu de deux dictateurs qui compromettent gravement l'avenir de leurs pays respectifs, et la souveraineté populaire ne pourra pas se prononcer sur les résultats de cette médiation.

(1) Programme de télévision, « Les dossiers de l'écran ».

(2) Richard Nixon, Mémoires, Traduction française : Editions du Seuil, Paris, 1978 (p. 201).

(3) David Frost, I gave them a sword, Behind the Scenes of the Nixon Interviews, Ballantine Books, New-York, 1978 (p. 131).

(4) Richard Nixon, op. cit. (p. 258).

(5) David Frost, op. cit. (p. 131).

(6) Vernon Walters, Silence (révisions), Doubleday, New-York, 1978. Traduction française : Services secrets, Plon, Paris, 1979.

(7) Bourdalone, Participations, 11.

(8) El Mercurio, 23 juin 1979.

REPERES

LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

N° 65

- Le projet socialiste
- L'Europe après le 10 juin
- Les travailleurs immigrés en France : taillables, corvéables, expulsables à merci.

Prix du numéro : 20 F.
En vente dans les kiosques ou au 13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS. Tél. : 557-76-42.

ABONNEMENTS

France et pays de l'ex-

Communauté française

(sauf Algérie) 150 F

Etranger 170 F

Etranger (par avion) 190 F

C.C.P. 34-875 30 J — LA SOURCE

COMMANDEZ DIRECTEMENT

TOUS VOS LIVRES

FRANÇAIS

LIBRAIRIE GENTY

(ancien librairie DELAMAIN)

4, rue des Ecoles

75005 PARIS

Sur simple demande

envoi gratuit de notre bulletin

« Les Livres du mois ».

VENDOMOIS

180 km Paris, non isolé, au calme

RAVISSANT MANOIR

ancien 9 p., cit + logem. gardien

communs, impéc., joli parc clos

1 Ha 20.

CHATET, 37150 FRANCUEIL

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants :

Jacques Favet, directeur de la publication.

Jacques Savagnot.

Imprimerie du « Monde »

5, rue des Taliers

PARIS-IX*

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications : n° 57 428

فكرنا من الأصل

LA NEUTRALISATION D'ISRAËL, CONDITION D'UNE PAIX DURABLE

(Suite de la première page)

Quelle que soit la hardiesse de ces gestes, il faut reconnaître que leurs conséquences, sans être nulles, sont très limitées. Quand, il y a un an, à Paris, le président Sadate me demanda quel conseil je lui aurais donné s'il m'avait consulté avant son voyage à Jérusalem, je lui répondis : « Je vous aurais conseillé de le faire, mais de ne pas attendre de résultats tangibles dans l'avenir immédiat. » Sans doute est-il très peu probable que le traité de paix séparé israélo-égyptien soit le prélude à un règlement global, mais, à long terme, le geste hardi du président Sadate aura des effets positifs. Il aura, dans une large mesure, convaincu les Israéliens que leur existence peut être reconnue par les Arabes, chose qui avait semblé impossible pendant les trente dernières années.

Du point de vue de la diplomatie au

jour le jour, néanmoins, l'initiative du président Sadate a eu des conséquences négatives, en polarisant le monde arabe et en poussant la plupart des gouvernements arabes et les Palestiniens à adopter des positions encore plus extrêmes et plus intransigeantes qu'auparavant. J'ai toujours soutenu que s'il faut faire la guerre, la division du monde arabe est bonne pour Israël. Si, en revanche, on veut arriver à la paix, cette division est désastreuse, car seul un monde arabe uni aura le courage et l'autorité d'accepter Israël comme un partenaire à part entière au Proche-Orient. Ainsi, sans condamner les accords de Camp David, je suis de plus en plus persuadé que les procédures mêmes utilisées au cours des trente dernières années pour parvenir à la paix et normaliser les relations entre Juifs et Arabes étaient fondamentalement mauvaises et donc d'emblée vouées à l'échec.

Un État comme les autres ?

Ce fut une erreur — ou j'ai ma part de responsabilité — d'avoir plaidé, immédiatement après la seconde guerre mondiale, en faveur de la création d'un État semblable à tous les autres. J'ai commencé à lutter pour la division de la Palestine à une époque où la plupart des Juifs et des membres de l'organisation sioniste étaient partisans d'exiger que la totalité de la Palestine soit donnée à l'État d'Israël. Heureusement, sur cette question, Ben Gourion et Shertok (plus tard ministre des affaires étrangères sous le pseudonyme de Sharett) partageaient mon point de vue. À l'époque — comme aujourd'hui — je pensais que pour trouver la bonne formule concernant un État juif, il fallait prendre en considération l'histoire unique du peuple juif et la situation exceptionnelle d'Israël dans une région du monde largement dominée par les Arabes. Déjà, à cette époque, je songeais à un État juif neutre, dont l'existence et les frontières seraient garanties par les peuples du monde entier et singulièrement par les super-puissances.

Ne pas avoir été assez ferme sur cette exigence est l'une des erreurs de ma vie politique. J'aurais le sentiment que, comme la plupart des grands hommes d'État, Ben Gourion était avide de pouvoir et qu'il aurait rejeté l'idée d'un Israël neutre. Je me rendais également compte qu'il serait déjà suffisamment difficile de convaincre les deux tiers des membres de l'ONU — qui comprenait aussi bien des États communistes que des États démocratiques — de voter pour un État juif, sans leur demander en plus de garantir son existence et sa neutralité. Comme le dit le Talmud : « Si vous en demandez trop, vous vous retrouverez les mains vides », et je craignais que mon projet n'en demandât effectivement trop.

L'ONU se prononça en faveur de l'existence d'un État juif — sans même consulter les Arabes — et c'est là que nous fîmes notre erreur originelle. L'ambassade d'Égypte à Washington avait laissé entendre — sans plus — que Sharett et moi, qui étions les modérés de l'extrême gauche, devions rencontrer secrètement Nasser. Je ne sais pas si cela a été fait, mais, dans ce cas, le premier ministre égyptien, il ne s'agissait pas d'obtenir des Arabes qu'ils acceptent un État juif, ce qui était peu probable, mais, au moins, d'éviter une guerre. Les documents récemment publiés montrent que le roi Farouk et bon nombre de ses conseillers hésitaient à déclarer la guerre à Israël et qu'ils ne le firent que sous la pression des autres États arabes. À l'époque, je pensais qu'il serait peut-être possible de parvenir à une forme de

compromis, par exemple, l'entrée d'Israël dans une confédération du Proche-Orient. Bien que cette suggestion ait retardé de quelques jours ou de quelques semaines la proclamation de l'État d'Israël, Ben Gourion la repoussa, sans doute principalement à cause de l'enthousiasme que la miraculeuse victoire obtenue à l'ONU avait suscité au sein de la population juive de Palestine.

L'État fut proclamé, un État comme les autres, avec tous les attributs de la souveraineté et il fut immédiatement attaqué par tous ses voisins arabes. Depuis, au cours de ses trente années d'existence, Israël a dû consacrer la majeure partie de ses efforts à sa survie et à sa défense. Il a créé une armée puissante, acquise des armes coûteuses et maintenu ses troupes sur le pied de guerre. Il en est résulté chez les Israéliens d'énormes difficultés

Le soutien des États-Unis

DEPUIS cette époque, la situation s'est régulièrement détériorée au Proche-Orient. Les Israéliens ont connu des crises, une isolation politique accru. Bien que les États-Unis aient fourni des milliards de dollars et un appui politique constant, ils commencent à se lasser de cette responsabilité. Le monde arabe se polarise chaque jour davantage et l'on voit des États comme la Jordanie et l'Arabie Saoudite abandonner leurs positions pro-américaines, alors que l'augmentation vertigineuse du prix du pétrole peut avoir des conséquences catastrophiques pour l'Occident. En outre, l'impossibilité de parvenir à la paix a provoqué une démotivation manifeste en Israël, suscitant le développement du crime organisé, de la Mafia, de la fraude fiscale, etc.

Dans ces conditions, je pense qu'un nouveau type de solution s'impose. Pendant trente ans, les États-Unis ont joué un rôle qui dépasse largement celui de médiateur dans le conflit du Proche-Orient. Au fur et à mesure que le temps passera, le fardeau que représente le soutien à Israël deviendra trop lourd pour les Américains. De fait, les sondages démontrent qu'aujourd'hui, pour la première fois, l'opinion américaine éprouve plus de sympathie pour M. Sadate que pour M. Begin. Le lobby juif de Washington a subi sa première défaite lorsque le Congrès a approuvé le plan de M. Carter visant à fournir des armes à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite, en passant outre aux objections israéliennes. On peut, de surcroît, relever des signes de tension entre les États-Unis et les États arabes

économiques et financières, en même temps que des problèmes psychologiques. L'une des principales raisons de leur survie dans la diaspora a été que les Juifs ont appris à combiner l'opiniâtreté et la souplesse. Ils ont refusé de faire toute concession réelle touchant à leur foi fondamentale ou à leur conscience d'être le peuple élu. En revanche, lorsque s'est présentée la perspective d'un désastre ou de l'extermination, ils ont fait preuve de souplesse en cédant, se cachant ou se sauvant, non pas d'une manière lâche, mais pour survivre. C'est le contraire qui s'est passé en Israël. Les gens y sont devenus souples et même cyniques, même à propos des idées fondamentales de la vie juive, et beaucoup d'entre eux, par exemple, ne prennent pas le sionisme au sérieux. Quant à l'opiniâtreté juive, elle est associée aujourd'hui en Israël, non pas avec des idées, mais avec des réalités pragmatiques. Le concept d'inviolabilité, traditionnellement attaché à la foi et aux croyances, a été transféré au territoire. Pour dire les choses autrement, les Juifs de la diaspora étaient intransigeants en matière de stratégie, mais prêts à des compromis sur la tactique, alors que pour la plupart des Juifs d'Israël — à l'heureuse exception de Ben Gourion — c'est exactement l'inverse.

À mon avis, c'est parce que les Israéliens ont refusé de reconnaître le caractère unique de leur situation que toutes les tentatives en vue de parvenir à la paix et de normaliser les relations avec les Arabes, faute de quoi un État juif ne peut exister à long terme, ont finalement échoué. Nous avons utilisé les méthodes traditionnelles de la diplomatie. Nous avons fait la guerre sans obtenir la paix. Israël, tout comme l'Égypte, a refusé le projet de paix proposé par Gunnar Jarring et le secrétaire d'État américain William Rogers après la guerre de 1967.

Les perspectives de réalisation de ce projet sont meilleures qu'on ne pourrait le croire à première vue. Les États-Unis seraient soulagés d'un fardeau de plus en plus lourd, qu'un nombre croissant d'Américains acceptent de moins en moins. L'Union soviétique, qui est responsable de la décision historique des Nations unies en faveur de la création d'un État juif — a également intérêt à ce qu'Israël existe, car cela lui permet de jouer un rôle plus actif parmi les États arabes. Je suis convaincu que

les Parlements des pays concernés et se traduire — au moins pendant les premières années — par la présence de forces de l'ONU et d'autres troupes neutres aux frontières d'Israël. En pratique, cela signifierait la neutralisation permanente d'Israël. Dans une précédente version de cette proposition (1), j'ai partiellement utilisé le précédent de la Suisse et, à la lumière de ce cas, fait valoir que la neutralisation ne signifiait pas la démission d'Israël. Elle permettrait

Les revendications palestiniennes

LES mêmes puissances qui garantiraient Israël pourraient également avoir à garantir l'existence et la neutralité d'une entité palestinienne, soit en relation avec la Jordanie, soit indépendamment d'elle, comme les intéressés le décideraient eux-mêmes. Dans la mesure où on peut se fier à une quelconque garantie, cela satisfait les revendications palestiniennes et contribuerait à mettre un terme à la terreur, ouvrant la voie à des relations normales de bon voisinage, qui pourraient un jour devenir amicales, entre Israël et les États arabes. En outre, la neutralisation d'Israël et de l'entité palestinienne pourrait ultérieurement déboucher sur un projet ambitieux d'élimination des armes nucléaires dans toute la région.

Les violentes réactions que cette suggestion a provoquées dans certains cercles Israéliens — où l'on avance que la neutralisation serait attentatoire à la souveraineté d'Israël et créerait un nouveau ghetto juif — me paraissent sans fondement. La Suisse neutre n'est certainement pas un ghetto ; on ne peut pas plus dire que la République fédérale d'Allemagne est moins souveraine parce qu'elle bénéficie de la garantie des États-Unis et des troupes américaines qui y sont stationnées depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Les perspectives de réalisation de ce projet sont meilleures qu'on ne pourrait le croire à première vue. Les États-Unis seraient soulagés d'un fardeau de plus en plus lourd, qu'un nombre croissant d'Américains acceptent de moins en moins. L'Union soviétique, qui est responsable de la décision historique des Nations unies en faveur de la création d'un État juif — a également intérêt à ce qu'Israël existe, car cela lui permet de jouer un rôle plus actif parmi les États arabes. Je suis convaincu que

toutefois aux Israéliens de se concentrer plus pleinement sur des questions autres que la survie et la défense nationale. En même temps, les Arabes n'auraient plus à craindre Israël en tant que corps étranger dans cette région du monde et obstacle à leur tentative de créer un bloc arabe unifié. Quant aux Juifs vivant hors d'Israël, en particulier ceux résidant dans des pays en conflit avec l'État hébreu, ils seraient moins affectés par les problèmes de double allégeance.

L'U.R.S.S. exerce une influence modératrice sur les Arabes en les dissuadant de se jeter dans une nouvelle guerre. Et de fait, l'année dernière, M. Gromyko a déclaré à deux reprises que son pays garantirait, après ratification par le Soviet suprême, tout traité de paix entre Israël et les Arabes. Certes, les Arabes qui ont participé aux conférences de Bagdad ont rejeté l'accord de Camp David, mais la plupart d'entre eux — la Libye est une exception — se sont déclarés prêts à conclure la paix avec Israël une fois que les problèmes les plus importants — retrait des territoires occupés, Jérusalem et les Palestiniens — auront été réglés.

Seul un règlement global du type de celui que je propose a une chance d'amener une paix permanente au Proche-Orient. L'accord signé par MM. Begin et Sadate ne sera pas accepté par les États arabes et Israël demeurera un corps étranger dans cette région. Un État juif neutre et garanti par les nations du monde ne constituerait pas une menace la protection des super-puissances servant à dissuader ceux des Arabes qui songeraient à détruire Israël.

La renaissance culturelle et spirituelle que les sionistes ont attendue d'Israël restera un rêve creux si la paix — une véritable paix des esprits et pas seulement un traité qui peut être violé à tout moment — n'intervient pas entre les Arabes et Israël. Cette paix authentique, on ne l'obtiendra que par des moyens exceptionnels. Après trente ans de tentatives infructueuses par les méthodes diplomatiques traditionnelles, ma proposition semble offrir la meilleure solution possible.

NAHUM GOLDMANN.

(1) « The Future of Israel », Foreign Affairs, avril 1970.

Correspondance

LES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS

M. Jacques Britsch, ancien chef de la délégation française à l'UNICEF (Organisation des Nations unies pour l'enfance), membre de l'IFRI (Institut français de relations internationales), nous adresse la lettre suivante à propos du dernier numéro de Claude Julien :

Je ne suis plus à m'étonner de vous voir charger les « Occidentaux » et la politique de la France, de la responsabilité de tous les crimes qui se perpétuent dans le monde entier. Quelle étrange dégradation du caractère que de s'accuser de ce qui résulte des actions des autres ?

Je lis dans votre article « Réfugiés », du Monde diplomatique de juillet, que vous comparez le Nicaragua au Vietnam et que vous rappelez comment l'Inde a été décolonisée, pour regretter

qu'il n'en ait pas été de même pour le Vietnam.

Il est permis (?) d'être de parti pris et vous avez bien, en général, de cette « permission ». Mais, quand on est à votre place et que l'on a votre culture, il n'est pas permis d'ignorer à ce point l'histoire et de la « fabriquer » dans le sens qui vous convient.

L'Inde était entre les mains de lord Mountbatten, en présence d'Indiens qui n'avaient rien de révolutionnaire : Nehru, Gandhi, Jinnah, lorsque lord Mountbatten a quitté Delhi, entre deux haies de rajahs. Qu'en était-il du Vietnam ?

Pour-il vous rappeler que, le 9 mars 1945, les Japonais ont mis fin au gouvernement général de l'Indochine française, et qu'après la capitulation du Japon le parti communiste vietnamien se saisit du pouvoir ? Hanoi, en éliminant sans pitié les mouvements nationalistes non communistes. Lorsque les Alliés (Chinois nationalistes et Anglais) arrivèrent en Indochine, ils y procédèrent à l'évacuation des Japonais et occupèrent le pays (relativement). La France ne s'est donc pas trouvée dans la même situation que la Grande-Bretagne en Inde.

Sans doute a-t-elle voulu rétablir une « présence » dans cette péninsule qu'elle avait façonnée, mais (ET CELA ÉTAIT LE PROBLÈME LE PLUS GRAVE) l'adversaire en place (au moins au nord et un peu au centre et au sud) était un PARTI COMMUNISTE. C'est-à-dire un parti QUI N'EST PAS COMME LES AUTRES et en tout cas qui n'avait rien à voir avec le « CONGRES » indien de Nehru. Le cas du Vietnam est le seul où un parti communiste se soit, d'emblée, emparé du pouvoir et c'est de là qu'est venu tout le mal ; il est évident que la France, comme l'Angleterre et les Pays-Bas, aurait passé la main fatiguée à un gouvernement autochtone. N'avons-nous pas créé un tel gouvernement ? Mais laisser un peuple tout entier (et ce pays) tomber sous la férule d'un marxisme impitoyable, avec ses hiérarchies paralysées, ses dénonciations, ses camps de redressement, ses lavages de cerveau, et, bien entendu, en perdant tous ses investissements, ne n'aurait-elle pas pu, n'aurait-elle pas dû, n'aurait-elle pas voulu empêcher cela ?

Si le Vietnam souffre aujourd'hui, ce n'est pas parce que la France et les États-Unis ont essayé d'empêcher les communistes de gagner, c'est parce que le malheureux pays a été conquis par les communistes ; jamais la démonstration que nous avons RAISON de lutter n'a été plus magistrale, quand on voit ce qui se passe. Inutile, n'est-ce pas ? d'insister.

L'autre regard de Jacques Berque

Une interrogation passionnée de l'islam

LA lecture des deux derniers ouvrages de Jacques Berque constitue, à n'en pas douter, l'introduction la plus enrichissante qui soit pour comprendre de l'intérieur l'islam et les « Arabes ».

Dans « Arabes » (1), Berque se raconte tout au long d'entretiens avec Mirza Asad, interlocuteur libanais aux questions avisées. « Né à Maghreb, d'une famille coloniale, colonial moi-même pendant une partie de ma jeunesse, je me suis (plus tard) rallié à ce qui était peu probable, mais, au moins, d'éviter une guerre. Les documents récemment publiés montrent que le roi Farouk et bon nombre de ses conseillers hésitaient à déclarer la guerre à Israël et qu'ils ne le firent que sous la pression des autres États arabes. À l'époque, je pensais qu'il serait peut-être possible de parvenir à une forme de

Petit-fils d'un capitaine aux chasseurs d'Afrique, fils d'un administrateur qui fut le dernier directeur des affaires musulmanes au gouvernement général de l'Algérie, contrôleur civil au Maroc de 1935 à 1937, Jacques Berque s'est attaché très tôt à l'étude ethnologique en s'inspirant des leçons de l'école des « Annales » de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Tournant le dos, par la suite, au système colonial, il n'en poursuivait pas moins cet effort de pénétration des sociétés maghrébines, puis — plus largement — musulmanes.

Berque estimait que l'on ne doit écrire que ce que l'on croit à la fois sociologue, historien, anthropologue, voire littérateur, Berque se consacra avec passion aux peuples qu'il étudia. Pour lui, « il n'y a pas de pays

sous-développés, il y a des pays sous-analysés, sous-aimés ». Cette approche, que d'aucuns jugent par trop subjective, n'a cessé d'inspirer une œuvre abondante qui a conduit son auteur au Collège de France. Il parle avec chaleur du Maghreb et des pays du Proche-Orient — qu'il a parcourus presque tous, voyageur infatigable et observateur attentif aux variations de la lumière et des formes comme aux nuances des sons, des odeurs et des saveurs. C'est ainsi qu'il restitue avec une justesse de ton admirable, l'âme d'un pays, l'âme d'un peuple. Fût-elle qu'elle vivait sous le régime du protectorat.

L'âge venant, il a été amené à donner toujours plus de son temps à l'analyse des documents. Dans « L'intérieur du Maghreb : XV-XIX siècles » (2), on trouve la plus récente illustration de son érudition. La méthode à laquelle il a recours pour nous faire saisir le système de la société maghrébine, dans ses origines les plus secrètes comme dans ses multiples aspects, s'appuie à la lecture d'une carte géologique où se juxtaposent et se superposent à la fois des terrains d'âges et de natures très variées. Le paysage qui se dessine ainsi résulte d'un défilé fort embelli d'une quinzaine de textes s'échelonnant sur quinze siècles.

Le lecteur français sera spécialement sensible à l'analyse de la société tunisienne aux alentours de 1880 ; à celle des cas de conscience qui se posèrent à Alger après 1830 ; ou bien encore au portrait du sultan

Hassan I^{er}, régnant sur le Maroc que Loti évoqua sans céder à un exotisme de pacotille.

« On a trop longtemps privilégié dans l'histoire de ces peuples leurs rapports avec nos consuls, nos marchands et leurs propres élites », nous rappelle-t-il, « et nous avons négligé, et notre propre regard sur eux se réfléchissant sans les voir. Je prends le parti inverse », indique Berque à Mirza Asad. Et il prêche : « Je privilégie ces repères de l'identité que sont les intérieurs du pays, des sociétés, du psychisme. »

CET examen minutieux met en évidence l'alternance sur laquelle n'a cessé de se bâtir le Maghreb et dans laquelle s'affrontent — avec un rythme tout opposé — un dévouement de l'histoire telle que la concevaient les Occidentaux — nomades et sédentaires, citadins et ruraux, guerriers et juristes, souverains et tribus. Berque donne un relief particulier à l'oscillation du sentiment religieux entre l'islam des docteurs et celui des masses. Pour lui, c'est dans le refus du changement et dans le retour à l'intemporel que les civilisations agitées par l'Occident au dix-neuvième siècle ont finalement trouvé la possibilité de sauver leur identité.

Et maintenant, cette identité pour laquelle on a tellement combattu, que va-t-elle devenir ? À cette question, constamment sous-jacente dans l'un et l'autre ouvrages, Berque répond sans ambages : « L'alternance ne paraît l'invention d'un socialisme propre à l'islam ou le retour à un classicisme culturel... Si les intellectuels arabes choisissent le socialisme, qu'ils en fassent valoir un socialisme de l'avenir. Et s'ils choisissent l'islam, qu'ils offrent de l'islam une modernité véritable plutôt que le retour à de prétendus âges d'or. »

J. G.

(1) Jacques Berque, Arabes, Stock, Paris, 1978, 328 pages.
(2) L'intérieur du Maghreb : XV-XIX siècles, Callimach, collection « Bibliothèque des histoires », Paris, 1979, 546 pages.

Les livres du mois

PSYCHANALYSE DU POLITIQUE

Par YVES FLORENNE

ÀUX premières lignes de son livre, M. Pierre Kaufmann nous présente la psychanalyse comme instrument d'exploration des processus politiques : « une exploration des profondeurs, il va sans dire. Cette « préface » — évidemment légitime puisqu'elle nourrit la réflexion d'un spécialiste — surprendra peut-être ceux qui ont pris l'habitude qu'il leur soit adressé des recherches originales d'Yves Delahaye sur une application de la sémiotique à la politique étrangère, c'est-à-dire la plus propre à infuser sur notre destin collectif. Car M. Kaufmann nous confie, à la fois, sa tentation et ses tentatives de se livrer à une certaine interprétation psychanalytique, et le sévère rappel à l'ordre qu'il avait reçu des psychanalystes : vous n'avez pas le droit. Pourtant, il ne prétendait pas, lui, à la psychanalyse, dans son ensemble et son essence, le politique dès le berceau, c'est-à-dire à la naissance du langage, mais, beaucoup plus modestement, quelques années politiques contemporaines saisis à travers leur discours. Alors, le tribunal devient le divan verbal, derrière lequel se tient l'analyse et d'où l'homme se « parle ».

Si le lecteur s'attend à quelque chose de semblable avec Pierre Kaufmann, il ne sera que très partiellement satisfait. Quelques hommes, quelques idées, quelques « cas » seront bien donnés en exemples, en illustrations, mais c'est l'exposé analytique, théorique, hypothétique qui est la substance de l'ouvrage. La plus fascinante de ces illustrations est celle fournie par les prévisions de Némé, chacun s'accrochant au pouvoir-sacerdoce que par le meurtre de celui qui détient le trône et l'autel, le meurtre du jour se sachant la victime d'un lendemain inconnu mais fatal. Ici, étrange, et sans autre exemple que Y. Kaufmann. Dans une telle pureté tragique, sans doute, quant à nous, nous en avons inventé une plus douce : la retraite. Qui épargne, il est vrai, les princes — puisque ce sont eux qui font la loi — soumis toutefois à l'épée de Damoclès et de la non-réaction, moins cruelle que la hache. Et puis, la tête peut toujours repasser.

NE nous hâtons pas de rire, car le destin politique de l'homme (pour celui de l'homme politique, nous nous faisons vite une raison) n'est certes pas une comédie. Tragédie, évidemment freudienne, elle commence juste avant le lever du rideau — par le meurtre du roi-père, le chef ancestral omnipotent à qui le groupe — des fils — échappant à sa fascination, arrache, du même coup, la vie, le pouvoir et le langage. Mais, dans une telle pureté tragique, sans doute, quant à nous, nous en avons inventé une plus douce : la retraite. Qui épargne, il est vrai, les princes — puisque ce sont eux qui font la loi — soumis toutefois à l'épée de Damoclès et de la non-réaction, moins cruelle que la hache. Et puis, la tête peut toujours repasser.

* L'Inconscient du politique, PUF, Paris, 1979, 208 pages.

ration. Il y découvrirait tout ce qu'il ignorait par exemple, des mécanismes de l'« illusion » équilibrée ment conservatrice, réformatrice ou révolutionnaire ; et ce qu'il soupçonnait : que l'État n'a pas, réprimé et sanctionné la violence (dont l'injustice) que pour s'en réserver le monopole.

C'est justement au chapitre de l'« illusion politique », puis dans la dernière partie, que l'analyse, à travers sa mythologie propre, se saisit de quelques individualités diverses exemplaires de l'histoire moderne, hommes que Robespierre, Drumont, Boussines, impérieusement réunies à un dénominateur commun : le délire. Un autre même dénominateur commun : les variables : « artiste », « organisateur », et « visionnaire », regroupant Lamartine, Léon Bourgeois et Gambetta. Pour conclure, le style des effusions amoureuses (l'amour exalté, exaltant pour Léon Léon) concourt à « éclairer celui de ses projets politiques ». Enfin, une « organisation libérale » qui n'est pas celle d'une entité, l'Église ou l'Armée, mais celle d'un tempérament vigoureux et d'un cœur généreux.

Les objets vivants de l'analyse n'auront pas à se formaliser d'un vocabulaire scientifique qui les caractériserait en toute objectivité. M. Hutterrand se consolera vite d'apprendre qu'il appartient à la catégorie des hystériques, tout comme Barres et Trestak (M. Marchais, ressortissant, lui, tout naturellement, comme Staline, à celle de l'organisateur obsessionnel), en découvrant la « sublimation paranoïaque » de Napoléon ; alors que de Gaulle se contente de sublimer son « organisation manico-dépressive ».

C'est d'ailleurs à ce propos que Pierre Kaufmann reconnaît volontiers l'insuffisance d'un tel langage. Reconnaissions, en contrepartie, qu'il peut, à sa manière, rendre compte du balancement gauchiste entre la mise en œuvre héroïque, à mains nues, d'une « certaine idée » menée elle-même « par les songes », et la tentation cyclique du retrait, de la haute solitude, pour une méditation éteinte sur l'« insignifiance de toutes choses ».

(1) L'Europe sous les mots, Fayot, Paris, 1979, 204 pages (voir le Monde diplomatique de mai 1979, page 22).

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Raison d'État et forces transnationales

LA nouvelle politique étrangère existe. Elle est née de l'analyse du risque nucléaire qui suscite l'unité du monde, et de la réalité nucléaire qui fige son morcellement. Elle ne néglige pas le rôle des stratégies et des acteurs classiques des relations internationales, mais elle privilégie plus que les autres apports, le rôle du transnational.

Fondateur et animateur de l'École française des relations internationales, Charles Zorogbibe présente dans la nouvelle édition de son livre (1) les multiples impacts de l'irruption des forces transnationales dans la politique étrangère.

Les doctrines classiques de la raison d'État ont été, pour autant, profondément bouleversées par la prise de conscience que le monde est devenu un jeu international, la possibilité de leur soumission à un code commun de comportement et de conduite en lumière la souplesse tactique de l'État.

Le réalisme politique américain a été, à la fois, le concert des « Grands » et les mécanismes de la sécurité collective tandis que la cinquième République française s'efforçait de maintenir l'indépendance de l'État-nation, battus en brèche sur le plan du schéma technique, économique et militaire mondial.

Or précisément, cet équilibre subtil, comme le montre clairement le livre, le pouvoir occulte, incontrôlé mais singulièrement pénétrant de forces transnationales qui perturbent de façon décisive l'organisation de la société internationale. Ces pouvoirs privés internationaux dépassent sans doute en puissance, en profondeur d'action et en efficacité, les clas-

siques puissances d'opinion qui sont les internationales politiques ou religieuses qui agissent sur les consciences. L'irruption de l'entreprise multinationale, néoplasme de la société interétatique, étrangère au corps social traditionnel et qui se nourrit sur lui, ne conduit-elle pas à amplifier l'État-nation de sa souveraineté ? Faut-il isoler l'État par une manière de cordon sanitaire économique et rétablir l'autarcie, rempart ultime contre les atteintes des sociétés filiales, cinquante colonnes ou divisions blindées des « sociétés mères » ? La réponse de Charles Zorogbibe est négative. Il préconise une coordination des souverainetés économiques nationales qui serait en mesure de discipliner le comportement des firmes multinationales dont le rôle est devenu majeur tant sur le plan de l'ordre économique interne que sur celui de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

CETTE instauration, à laquelle la nouvelle édition de ce livre consacre de nombreux développements qui ne figurent pas dans la première, n'est-elle pas nécessaire, face à l'incertitude qui règne au sein des blocs comme parmi les non-alignés ? Pour établir plus de justice internationale comme pour parachever la redistribution des forces ?

Une nouvelle politique étrangère se penche sur une ancienne gageure : le maintien de la paix. Si le monde en paix par le régime du droit semble inaccessible, si l'État mondial demeure une solution utopique aux tensions qui travaillent les peuples, si le rapprochement de la paix par le désarmement, par la convergence ou le nouvel ordre économique international procède d'une série de tâtonnements à défaut d'un monde mieux constitué ; si la riche moisson aux armes désaccordées que l'auteur rassemble à travers les politiques extérieures du camp socialiste, du monde atlantique ou du tiers-monde porte au pessimisme le grand mérite de ce livre réside dans sa constante volonté de demeurer dans la prospective.

M. B.

(1) Charles Zorogbibe, Les Relations internationales, Presses universitaires de France, coll. « Thémis, Sciences politiques », Paris, deuxième édition, 1978, 388 pages.

POLITIQUE

SMALL STATES IN MODERN WORLD, THE CONDITIONS OF SURVIVAL. — Sous la direction de P. Worsley et P. Kitromilides

* The New Cyprus Association, Nicosie, 1978.

Cet ouvrage contient les conclusions d'une conférence sur les petits États réunie à Nicosie en septembre 1978. À l'initiative, entre autres, de la New Cyprus Association. Dans un premier chapitre, la situation de Chypre fait l'objet d'une étude approfondie sous l'angle du nationalisme, des conflits ethniques, de la sécurité internationale et des limites de l'indépendance. Le sort des petits pays est ensuite analysé globalement, face à l'insécurité mondiale et compte tenu des lois et organisations internationales. Le Liban ou le peuple palestinien deviennent, dans cette analyse, des exemples pertinents de l'insécurité mondiale accordée aux plus faibles. Ce livre exprime une préoccupation mal connue, une voix considérée comme négligeable par les grandes puissances.

J.-P. A.

CINÉMA

LE CINÉMA DES FRANÇAIS. — Jean-Pierre Jeancolas

* Stock, Paris, 1979, 480 pages, 71 photos.

Peu d'auteurs connaissent aussi bien le cinéma français, dans sa trame la plus fine, que Jean-Pierre Jeancolas, historien minutieux des moindres faits de la cinématographie nationale. Il dénombre ici, et analyse, l'ensemble des films produits sous la V^e République (depuis 1958) et titre de leur étude un portrait sociologique de la France d'une étonnante véacité.

Le cinéma serait-il donc un révélateur social privilégié ? Sans doute, à condition que, comme Jean-Pierre Jeancolas, on prenne la peine d'analyser les faits filmés dans toute leur complexité, c'est-à-dire en examinant à la fois l'aspect d'un film (conditions de production, aides d'État, péripéties de réalisation, équipes de tournage, casting, etc.) et son aval (dates de sortie, publicités, affiches, comptes rendus critiques, polémiques éventuelles, recettes, dates de retrait, nombre de spectateurs, etc.). En plus, bien entendu, de l'analyse du scénario proprement dit et des caractéristiques de sa mise en images. L'ensemble de nos indices constitue un « volume sémantique » fortement symptomatique d'une époque. À ceux qui pourraient en douter, ce livre apportera certainement pour finir de la convaincre la plus brillante des démonstrations.

I. B.

POUR UN SURSIS À GUADALOUPE. — Rosan Girard

* L'Harmattan, Paris, 1979, 260 pages.

Le fondateur du parti communiste guadeloupéen, on attendait un ouvrage qui exposât, à l'aide de chiffres, de faits et de documents, la situation de son pays. Il n'en est rien — ou presque : conclusions de la conférence de presse consacrée à sa rentrée politique (l'auteur, qui vit à Paris, a effectué un séjour dans l'île en 1977), déclarations du P.C. d'il y a une vingtaine d'années, cet ouvrage, qui est d'abord un recueil de textes, apparaît surtout comme un plaidoyer pro domo. Ce faisant, il illustre, bien malgré lui, le « vide politique » qui sévit dans l'île, l'absence de classes et de personnes, confusiennisme idéologique.

Par-delà le récit de ces jeux stériles transparaît malgré tout la maîtrise d'un département qui est toujours une colonie : diminution des terres arables au profit des résidences secondaires, spéculation, confinement d'une classe moyenne aliénée aux formes de la société de consommation, surexploitation des paysans, des jeunes et des femmes — la Guadeloupe est assurément « malade de son sous-développement ». Il est tragique que dans l'immédiat aucun milieu ne s'en préoccupe sérieusement, qu'aucune thérapeutique de choc — opposition diversifiée, population dépolitisée — ne puisse même être envisagée.

M.-T. M.

ÉCONOMIE

LES ÉNERGIES NOUVELLES. — Jean-Claude Collin

* Fayard, Paris, 1979, 294 pages.

Comme 1914 sonne le fin du dix-neuvième siècle, 1979 pourrait bien marquer le commencement du troisième millénaire, que domine déjà le problème de l'énergie : épuisement des énergies anciennes, naissance des nouvelles. Il y a un mauvais moment à passer sur lequel passe l'auteur en entrant allègrement dans l'avenir. À vrai dire, si le mot « nouveau » est nouveau, c'est publicitaire, il n'y a rien de nouveau sous le soleil et sur la terre : il suffit de chercher le perennel où il est et de s'en servir. Voici donc un tableau complet de ces ressources endormies : l'exposé technologique ne va pas sans quelques philosophies. Il est question aussi de l'« énergie politique » et de l'entrée en scène des biologistes. L'illustration montre que, malheureusement, la captation de l'énergie solaire, sans parler sans doute de celle du vent, dégradera un peu plus les sites. Seule la géothermie serait discrète : une carte des ressources de la France en la matière réconfortera les habitants transis de ce pays déshérité.

Y. F.

SOCIÉTÉ

MINORITÉS DANS LA PENSÉE. — Collectif

présenté par J.-P. Faye

* Fayot, Paris, 1979, 376 pages.

Les textes du colloque Idem II, tenu à Namur en mai 1978. Une vaste confrontation des minorités et du fait minoritaire est présentée sous un angle aussi neuf qu'il est infiniment ouvert, puisqu'il va du corps minoritaire dans le vaste théâtre d'Europe à un « continent des minorités » (l'Amérique du Sud) et à « la minorité de Dieu ». Seule majorité dans ce tableau, celle qu'évoque Viviane Porter, rien moins que barbaque pour-tant : « la majorité des morts ». Faut-il dire d'avoir vu au chapitre, Mortes et vivantes, dans le réel mais aussi « dans le monde », l'absence partout. Minorités majoritaires qui ont le droit de dire : majorités maintenues minoritaires.

Y. F.

LA SOCIÉTÉ PSYCHANALYTIQUE AVANCÉE. — Françoise Castel, Robert Castel, Anne Lovell

* Grasset, Paris, 1979, 368 pages.

Des « Schémas de la vie future », l'Amérique depuis plus d'un demi-siècle n'a pas cessé de nous en fournir. Celles-ci se jouent sur le théâtre de la psychanalyse, mais qui d'aujourd'hui comme un théâtre du monde. Sous les progrès apparents d'une thérapeutique douce — plus d'analyses, de catamores, d'électrochocs — les États-Unis préparent un modèle, encore stérilisé ailleurs, de manipulation et de conditionnement de l'homme, par des techniques très sophistiquées, allant jusqu'à la « thérapie pour normaux », qui sont une menace plus latente, plus généralisée, donc plus dangereuse, prêtant peu à la révolte, contre toute liberté. Le psychanalyste a découvert dans ce livre tous ceux du même coup les horizons de cette société psychanalytique avancée qui, en fait de non-liberté scientifique, est la liberté la plus avancée de la société libérale avancée.

Y. F.

SECRETÉ ENFANCE. — Maud Mannoni, Guy Séguin

* Éditions Epi (Desclee de Brouwer), Paris, 1979, 192 pages.

Ce livre est la mise en forme des documents qui sont à l'origine du film de Guy Séguin portant le même titre. Il nous offre une prise de vue directe de « l'histoire » (révélée), dialogues (véridiques), personnages (authentiques) — sur l'expérience de Bonneau, École expérimentale pour les adolescents « en difficulté », dans un principe anti-psychiatrique : rétablir la géométrie serait discerner, à l'intérieur, celle que ceux-ci témoignent, avec un véritable enthousiasme, qu'ils n'ont rien rencontré de semblable ailleurs.

Y. F.

AFRIQUE

QUELLE AFRIQUE EN L'AN 2000 ?

* Institut international d'études sociales, Genève, 1979, 142 pages.

Le livre exprime une question posée par l'O.U.A. à l'occasion d'un colloque organisé par ses soins à Monrovia en février dernier. Les participants y interviennent à titre personnel. Trois communications dressent, en particulier, un bilan des réalisations de la dernière année de l'histoire d'une colonisation perpétuelle : celles de MM. Eden Kofie, secrétaire général de l'O.U.A., Michel Do, ministre de l'Économie, et Adebayo Adedeji, secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Les chiffres les plus récents qu'ils exposent mettent en cause les diverses politiques de coopération et d'assistance de certains gouvernements. Les hypothèses établies avec minutie pour la fin du siècle tracent le profil d'un continent tendu à la complémentation, accentuant leur divergence. Les responsables doivent d'urgence réagir à l'incertitude d'une stratégie nouvelle. Albert Tévoédji en esquisse les contours dans son rapport sur les conclusions : auto-suffisance continentale, voire marchandise commune. Mais il reste sous-entendu que toute réforme efficace suppose un autre contexte politique en Afrique et dans le monde, le présent nous le conditionne. Cependant, cet ouvrage apporte des prévisions intéressantes et des données de base sur le passé proche et le présent, même si l'on perçoit en face du futur une sorte d'impasse, consciente que « le monde est comme une pirogue qui, tournant et tournant, ne sait plus si le vent va lui venir en aide ou la pousser, comme le souligne M. Kofie ».

J.-P. A.

EUROPE

SILENCE D'ARGENT, LA SUISSE CARREFOUR FINANCIER. — Urs Haymoz (préface de J. Ziegler)

* Éditions CETIM, 37, quai Wilson, 1281 Genève, 1979, 160 pages.

Richesse de l'information — ce qui ne va pas de soi dans un domaine où la discrétion est devenue la dernière vertu pédagogique (nombreux tableaux, résumés, schémas) : c'est un ouvrage rare, surtout que vient de publier le Centre Europe tiers-monde.

Expert du parti socialiste pour les questions financières, Urs Haymoz met à nu les mécanismes du « capitalisme bancaire » que l'oligarchie suisse pratique à l'échelle internationale. Derrière des apparences d'innocence, de neutralité, de « bien-être », se cache en effet une vaste entreprise mondiale de racket, de vol et de corruption : l'auteur cite notamment des lettres adressées par des financiers à des chefs d'État du tiers-monde pour les inciter à mettre en lieu leur argent, à l'abri d'une « dette » à éteindre publiquement par J. Nervo. Donnons de nombreux exemples, il montre aussi comment les banques suisses accueillent en parfaite connaissance de cause, l'argent des pots-de-vin, racket, prises d'otages et autres affaires de corruption.

« Ravures » ? C'est bien plutôt l'un des manifestations d'une activité multiforme de pillage. Contendant les principales industries du pays, investissant dans les pays « amis » du tiers-monde, tenant à leur merci un grand nombre de leurs dirigeants et de leurs hommes d'affaires, les banques suisses s'enrichissent de mille et une façons. Comme le milieu tout court, le milieu bancaire, dit J. Ziegler, ne peut être que « criminel ».

M.-T. M.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

• YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS, 1978-1979 : quelles soient ou non gouvernementales, les organisations internationales trouvent place dans cette dix-septième édition ; l'éditeur précise qu'il serait irréaliste de prétendre toutes les réviser, mais il en présente huit mille deux cents, classées par sujet, par région, sous leur nom anglais et français, selon la localisation de leur siège. On peut aussi trouver la fonction des principaux responsables, et quelques brèves études plus générales (Union des Associations internationales, Bruxelles).

• THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA, 1978-1979 : vingt-cinquième édition d'un annuaire qui brosse un tableau économique, social et politique du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Neuf cent cinquante pages où se répartissent des analyses globales et détaillées sur la région dans son ensem-

ble, ses organisations, ses personnalités, les divers pays qui la composent, à travers une présentation géographique, historique et économique. Des statistiques, des cartes et des bibliographies viennent compléter la description. Le même sont de l'information à la fois précise et utile se retrouve dans deux autres volumes, l'un sur l'Afrique noire — Afrique, South of the Sahara, 1978-1979, — l'autre sur l'Extrême-Orient — The Far East and Australasia, 1978-1979. (Groupes publiés par Long, 1979 ; prix respectifs : 22,50, 25 et 33 livres.)

• ASIA 1979 YEARBOOK : la situation économique et politique de l'Asie, d'abord envisagée dans son ensemble, est détaillée pays par pays et fondée sur une solide information. Le monde économique trouvera un instrument correspondant à ses besoins. (Far Eastern economic review, Hongkong, 1979.)

Soci

ÉLE

FINLANDE

CANADA DE BRITANNIE

Mme Gérard Walker

Mme Gérard Pelletier

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

Mme Mordechai Gali

offertes au public à 100,50 % du pair portant intérêt à 7,75 % payable annuellement le 1^{er} juillet, et qui seront amorties au pair le 1^{er} juillet 1981 et ne pourront être remboursées par anticipation.

GROUPE CONSULTATIF POUR LA CORÉE. — Le groupe consultatif pour l'aide au développement de la République de Corée, réuni à Paris les 20 et 21 juin, a pu constater, à l'aide des documents qui lui étaient soumis, que le plus grand des objectifs économiques pour 1977 et 1978 avaient été atteints et même, dans certains cas, dépassés. Les membres du groupe ont alors convenus de poursuivre leur aide à ce pays. Des engagements d'environ 45 millions de dollars de prêts à moyen et à long terme seront négociés annuellement pendant la dernière période du quatrième plan.

Banque africaine de développement

Quatre prêts

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement, réuni le 24 avril pour sa dix-neuvième session, a annoncé l'octroi de trois prêts :

- Au Gabon : 2 millions d'u.c. (environ 571 millions de F.C.F.A.), pour quinze ans, à 7 % pour le financement du projet de reconstitution et de développement des plantations de cacaoyers dans la région du Woleu N'Tem ;
- À l'Éthiopie : 5 millions d'u.c. (environ 1 423 millions de F.C.F.A.), pour dix ans, à 7 % pour la réalisation d'un programme relatif à l'étude technique détaillée et aux dossiers d'appel d'offres concernant le projet sucrier de Finchaa ;
- Au Zaïre : 8 millions d'u.c. (environ 2 286 millions de F.C.F.A.), pour dix ans, à 7 % destinés au projet d'amélioration des chemins de fer du Zaïre (S.N.D.Z.).

D'autre part, au cours de la cent vingtième réunion du conseil, tenue le 29 mai, un prêt de 6 millions d'u.c. (environ 1 680 millions de F.C.F.A.), pour vingt ans, à 7 %, a été consenti au Maroc pour le financement d'une partie des coûts en devises de la seconde tranche du projet d'irrigation du Gharb.

FONDS AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. — Le conseil d'administration du Fonds africain de développement, réuni le 25 avril, en l'honneur de la cinquante-deuxième réunion, le 25 avril, en l'honneur des pays suivants :

- Total : 4 millions d'u.c. (environ 1 048 millions de F.C.F.A.) pour le financement du projet de route Yéou-Langobou ;
- Bénin : 4 millions d'u.c. pour la réalisation du projet de complexes polytechniques ;
- Quatre autres prêts ont été annoncés au cours de la cinquante-quatrième session du conseil d'administration, le 30 mai dernier :
- Au Mozambique : 8 millions d'u.c. pour le projet routier Alta Mococue-Rio Ligonha ;
- Au Sénégal : 1,2 million d'u.c. pour le développement de l'élevage ;
- À l'Empire centrafricain : 3,2 millions d'u.c. (environ 812 millions de F.C.F.A.) pour un programme de développement de l'élevage ;
- Au Zaïre : 102 millions de F.C.F.A. affectés au projet cacaoyer de Bengamisa.

Banque de développement des Caraïbes

Cinquante-troisième session du conseil des directeurs

A l'occasion de sa cinquante-troisième session, qui s'est tenue le 21 juin à Wilday (Saint-Michel, Barbade), le conseil des directeurs de la Banque de développement des Caraïbes a approuvé les prêts suivants :

- Trois prêts à la Guyane : l'un de 4 millions de dollars, destiné au financement d'un programme d'irrigation ; le deuxième, d'un montant de 6 000 000 dollars, pour la construction d'un réseau de transmission de l'électricité, enfin, 3 600 000 dollars consentis à la Kingston and St Andrew Water Commission pour l'amélioration et le développement des réseaux de distribution d'eau potable ;
- 319 500 dollars à Sainte-Lucie, à l'aide du fonds de ressources spéciales de la Banque, pour le financement d'un projet d'électrification dans les zones rurales.

Le conseil a en outre approuvé la création d'un fonds d'assistance technique destiné à financer, d'une part, une fraction des frais de participation des pays les moins développés de la Communauté des Caraïbes sur les investissements étrangers ; d'autre part, un projet de développement des lignes de l'A.T. et deux études pour le compte du gouvernement de Dominique. Le conseil a également accepté que le secrétariat régional finance, à l'aide des ressources du programme de pré-investissement commun à la Banque interaméricaine de développement, une série d'études économiques sur les huiles et les corps gras, ainsi que sur les fruits et légumes produits par les pays de la Communauté.

Enfin, un accord de coopération technique, d'un montant de 390 000 dollars, a été conclu avec la Banque interaméricaine de développement pour le financement d'une étude sur le tourisme, confiée au centre de la recherche touristique des Caraïbes, ainsi que trois accords de prêt avec l'Agence pour le développement international des États-Unis (3 540 000 dollars pour la création d'un système spécial de financement pour l'amélioration des installations des écoles primaires dans les pays les moins développés, et 8 400 000 dollars et 1 400 000 dollars pour le financement d'un programme d'investissement et de création d'emplois dans les industries manufacturières et de la construction).

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Irlande, à la Grande-Bretagne et à la France

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) annonce des prêts aux pays et organismes suivants :

- Irlande (23 juin) : trois prêts d'une contre-valeur de 38 millions de livres irlandaises (57,9 millions d'u.c. pour vingt ans et à 9,95 %) consentis à l'État irlandais. 15 millions de livres irlandaises pour l'extension du réseau des télécommunications, 15 millions de livres irlandaises pour un plan de développement forestier et 5 millions de livres irlandaises pour un programme d'adduction d'eau et d'assainissement dans le centre-ouest du pays ;
- Grande-Bretagne (6 juillet) : un prêt d'une contre-valeur de 1,5 million de livres (2,3 millions d'u.c. pour sept ans, à 9,50 %) pour la construction d'une entreprise de mécanique dans le Lancashire ;
- France (6 juillet) : 29 millions de francs français (5 millions d'u.c. pour vingt ans, à 10,30 %) au Syndicat mixte Rest-Troise pour le financement d'une usine d'épuration des eaux de balais et des déchets pétroliers à Brest.

PRÊTS AU PORTUGAL ET À LA TURQUIE. — Dans le cadre du protocole financier conclu entre la Communauté et le Portugal et entré en vigueur le 1^{er} novembre 1978, la B.E.I. a accordé, le

2 juillet, un prêt d'une contre-valeur de 15 millions d'u.c. pour dix ans, à 9,25 %, déduction faite de la bonification d'intérêt en l'honneur d'initiatives industrielles et touristiques de petite et moyenne dimension.

D'autre part, dans le cadre du problème protocolaire financier conclu entre la Communauté et la Turquie, qui est entré en vigueur le 1^{er} mai 1979, la B.E.I. a accordé à l'État turc, le 5 juillet, trois prêts d'un total de 50 millions d'u.c. à l'équivalent de 38 millions de livres turques. Cette opération s'est faite, d'une part, sous la forme d'un prêt à conditions spéciales de 36 millions d'u.c. sur les ressources budgétaires de la Communauté pour financer les travaux d'entretien de la centrale hydro-électrique de Keban, sur l'Euphrate ; d'autre part, de deux prêts globaux (pour quinze ans, à 8,5 %) consentis respectivement à la Banque de développement industriel de Turquie (15 millions) et à la Banque de crédit et d'investissement industriel (15 millions).

OPÉRATIONS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE LOMÉ. — Le 24 juillet, au titre de la convention de Lomé, la B.E.I. a consenti, à Madagascar, un prêt conditionnel de 1 300 000 u.c. (environ 345 millions de francs malgaches), le remboursement et la durée étant fonction de la réalisation de conditions déterminées au moment de l'octroi de ce prêt. Ce prêt est destiné à financer des opérations de dépollution du littoral de l'île de Nosy Be.

La B.E.I. avait, auparavant, le 21 juin, accordé à la Société textile du Cameroun un prêt de 2,5 millions d'u.c. pour dix ans, à 8,50 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 1 % sur les ressources du Fonds européen de développement pour la construction d'une usine textile dans la zone industrielle de Douala.

Fonds international de développement agricole

Le total des prêts accordés représente un quart de milliard de dollars

DANS un discours prononcé le 12 juillet devant la conférence mondiale sur la réforme agricole et le développement rural, à Rome, M. Al-Sudani, directeur du Fonds international de développement agricole (FIDA), a annoncé que le montant des sommes accordées par le FIDA en faveur du développement rural en Afrique, en Asie et en Amérique latine s'élevait à environ un quart de milliard de dollars. Cet effort correspond à un an et demi d'activité, le Fonds ayant été créé en décembre 1977.

Les derniers prêts accordés par le FIDA remontaient alors au 29 juin. Six pays en avaient bénéficié : l'Afghanistan (13 millions de dollars pour le développement agricole rural) ; la Bolivie (4 millions de dollars pour accroître la productivité et la production agricole dans les provinces d'Ormasynoy et de Los Andes) ; le Maroc (25 millions de dollars pour l'octroi de crédits aux petits exploitants) ; le Pakistan (30 millions de dollars destinés à financer des crédits en faveur des petits exploitants) ; le Paraguay (17,5 millions de dollars pour l'extension de la culture du soja) ; et le Soudan (15 millions de dollars pour la mise en valeur agricole de la région sud).

Le 25 mai, le FIDA avait aussi annoncé son intention de consacrer au Sahel une participation financière d'un montant de 80 à 100 millions de dollars, dans le cadre d'un programme visant à favoriser le développement agricole, l'irrigation, la production de céréales de huit pays (Cap-Vert, Tchad, Mali, Mauritanie, Nigéria, Gambie, Sénégal et Haute-Volta).



Communauté des Caraïbes

Quatorzième session du conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes

La quatorzième réunion du conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes, réunie à Georgetown (Guyane) les 20 et 21 juin, a plus particulièrement porté sur l'évolution du commerce intrarégional et les relations extérieures de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Le conseil a noté les progrès réalisés dans l'élaboration des accords de la Guyane et de la Jamaïque avec leurs partenaires après que ces deux pays eurent pu assouplir les restrictions aux importations qu'ils avaient dû prendre pour remédier au déficit de leur balance commerciale en 1977 et début 1978.

Après que le conseil eut accepté les propositions de la conférence sur les huiles et corps gras fixant le prix du coprah pour la nouvelle campagne, il a approuvé une série de décisions concernant les relations avec le Canada et le Mexique. Il a en outre examiné les moyens de mettre fin au déséquilibre de la balance commerciale de la Communauté avec le Japon et discuté de l'utilisation de l'aide du Fonds européen de développement. Enfin, le conseil a souligné que la demande d'adhésion du gouvernement de Haïti à la Communauté méritait d'être étudiée avec la plus grande attention.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Ajournement de la conclusion d'un accord sur le caoutchouc

PLUS de cinquante pays producteurs et consommateurs de caoutchouc naturel ont repris, le 25 juin, les négociations pour traduire en articles précis l'accord général intervenu en avril (voir le numéro de juin du Monde diplomatique) sur un ensemble de dispositions économiques à inclure dans un accord international sur le caoutchouc. Les principaux éléments de cet ensemble, mis au point au cours de la deuxième session de la conférence des Nations unies sur le caoutchouc, étaient les suivants : un stock régulateur normal de 400 000 tonnes et un stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes ; un prix de référence fixé à 210 cents par tonne de caoutchouc naturel, un prix d'intervention inférieur et un prix d'intervention supérieur se situant à ± 15 % du prix de référence ainsi qu'un prix de déclinement inférieur et un prix de déclenchement supérieur se situant à ± 30 % du prix de référence ; un prix indicatif inférieur de 150 cents malaisiens/cent de Singapour le kilo et un prix indicatif supérieur de 270 cents malaisiens/cent de Singapour le kilo.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT. — L'Indonésie a reçu, le 29 mai, deux prêts accordés à des conditions ordinaires par la Banque asiatique de développement (B.A.D.) pour un montant de 30 millions de dollars pour un programme de construction de routes et 8 millions de dollars (à 7,40 %) pour l'amélioration du réseau d'adduction d'eau.

BANQUE CENTRAMÉRICAINE D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a approuvé, en juin, les prêts suivants :

- 1 500 000 dollars, le 30 juin, au Honduras pour le financement de la campagne phytosanitaire contre la maladie du café qui ravage les plantations de caféiers sur la côte nord du pays ;
- 9 200 000 dollars, le 21 juin, à El Salvador pour la construction d'un tronçon routier dans le département de Santa Ana. Cette réalisation facilitera la mise en valeur des ressources naturelles de la région nord du pays ;
- 30 000 000 de dollars, le 22 juin, à la Banque nationale pour la construction (BANVI) du Guatemala, pour le financement d'un projet de construction d'habitations à loyer modéré.

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. — La Banque interaméricaine de développement a accordé des prêts aux pays suivants :

- Mexique (3 mai) : deux prêts d'un montant total de 65 millions de dollars pour aider au financement et au démarrage de développement ou de remise en état de plusieurs tronçons routiers, de constructions de routes, de ponts, de pontons, d'installations de dessalement d'eau, de centrales hydro-électriques et d'installations de dessalement d'eau ;
- Argentine (10 mai) : 150 millions de dollars (à l'aide des ressources intergouvernementales de la Banque, pour un montant de 30 millions de dollars) et 120 millions de dollars (à l'aide des ressources intergouvernementales de la Banque, pour un montant de 30 millions de dollars) pour la construction de la centrale hydro-électrique d'Alfara sur le fleuve Limag.

La BID a annoncé, le 5 juillet, une émission d'obligations en République fédérale d'Allemagne. D'un montant de 20 millions de deutschemarks, ces obligations émises au pair, par un syndicat de banques allemandes, porteront intérêt à 8 % l'an. Le remboursement se fera en 1989 et en un seul versement.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. — Le 27 juin, la Guyane a été autorisée par le Fonds monétaire international (F.M.I.) à émettre au cours des trois prochains années, l'équivalent de 62,75 millions de D.T.S. au titre de la facilité élargie. Le 28 juin, le Fonds a autorisé la République de Honduras à acheter au cours des trois prochains années l'équivalent de 47,5 millions de D.T.S. Le système offre aux pays membres des services de conseil et d'assistance technique en matière de problèmes de balance de paiements. Le Fonds a annoncé qu'il avait révisé la teneur d'intérêt du droit de tirage spécial (D.T.S.), ainsi que le taux d'intérêt des emprunts à court terme des pays membres. Pour le trimestre commençant le 1^{er} juillet, le taux d'intérêt du D.T.S. a été fixé à 6,75 % contre 6,50 %, et le taux de réévaluation à 0,05 % contre 0,50 %. Le Fonds a procédé le 3 juillet à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en voie de développement. Un total de 44 000 onces d'or fin a été attribué aux adjudicataires à un prix s'échelonnant entre 281,08 dollars E.U. l'once et 281,57 dollars E.U. l'once, soit une moyenne de 281,32 dollars l'once.

Le F.M.I. a donné, le 6 juillet, son accord à la République de l'Égypte pour effectuer un emprunt d'un montant de 1,5 million de D.T.S. dans la première tranche de crédit. Bien que la situation économique de ce pays se soit améliorée, le F.M.I. a exigé des garanties supplémentaires, notamment la réévaluation de deux gisements de bauxite, sa dette extérieure reste encore importante.

Les participants à cette troisième session de la conférence se sont séparés le 13 juillet sans être parvenus à régler, entre autres, le problème du financement du stock régulateur. Les États-Unis n'ont eu effet pas été en mesure de verser les 550 000 tonnes de caoutchouc devant constituer le stock régulateur, mais ils ont promis de verser les 150 000 tonnes de stock. En plus, ils ont exigé des garanties d'approvisionnement. Les participants sont convenus de se revoir à Genève en septembre.

CUIVRE. — Les travaux préparatoires en vue d'un arrangement international sur le cuivre ont repris le 25 juin, sous les auspices de la CNUCED. Des experts d'environ quarante pays producteurs et consommateurs ont abordé, sur le plan technique, les questions des conditions de fonctionnement de diverses formules — système de stocks régulateurs internationaux, stocks nationaux coordonnés au niveau international et régulation des exportations et de la production — qui pourraient être utilisées, séparément ou conjointement, pour constituer la base d'un accord.

L'objectif fondamental étant de réduire les fluctuations des prix autour de la tendance à long terme du marché en adoptant une formule de type qui serait définie et revue périodiquement. Le groupe d'experts s'est séparé le 6 juillet sans avoir pu mettre d'accord sur les mesures les plus appropriées à cette fin, en raison de divergences entre les participants.

TRANSPORTS MARITIMES. — Un groupe de travail de quarante-huit membres, réuni le 18 et 19 juin, sous les auspices de la CNUCED, pour étudier la réglementation internationale des transports maritimes, a décidé d'entreprendre la rédaction d'un ensemble de clauses types, destinées à une utilisation internationale, pour l'assurance maritime sur corps et sur facultés, et rien ne s'oppose désormais à l'établissement d'une base juridique internationale pour les contrats d'assurance maritimes.

Conseil d'assistance économique mutuelle

Trente-troisième session

La trente-troisième session du Conseil d'assistance économique mutuelle (C.A.E.M. ou Comecon) s'est réunie à Moscou du 28 au 30 juin. Aux dix pays membres s'étaient joints des observateurs de la Roumanie, de l'Angola, de l'Afghanistan, de l'Irak, de la République démocratique populaire du Yémen, du Laos, du Mozambique, de l'Éthiopie, du Mexique, de la Finlande. Dans son discours d'ouverture, M. Kossyguine avait choisi de traiter, entre

autres, du problème de l'énergie, dont il a souligné l'importance pour l'ensemble des économies mondiales.

Le communiqué final dresse la liste des principaux sujets sur lesquels les participants se sont mis d'accord : nécessité d'un approfondissement de la coopération économique, scientifique et technique ; utilité de la coopération économique internationale ; arrêt de la course aux armements ; entente avec la Communauté économique européenne. Il a été décidé en outre d'étendre les dispositions pour accélérer le développement de l'économie vietnamienne. Enfin, la République démocratique populaire du Yémen a été admise comme observateur.

O.C.D.E.

Vers un nouveau ralentissement de la croissance

SELON le numéro 25 des Perspectives économiques publiées le 19 juillet par l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), la croissance devrait encore se ralentir à la suite des hausses du prix du pétrole décidées par l'O.P.E.P. L'inflation va s'accroître et les balances des paiements courants des vingt-quatre pays membres de l'Organisation enregistreront un excédent plus faible ou un déficit plus élevé que prévu.

Ainsi la progression du produit national brut par tête de la zone devrait être de moins de 1 % pour les douze prochains mois (de juillet 1979 à juillet 1980), et non de 2,75 % comme il était jusqu'ici envisagé. De son côté, la hausse des prix pourrait atteindre en taux annuel 10 % au second semestre de 1979 et 9 % pour les six premiers mois de 1980 (au lieu de respectivement 9 % et 8,5 %), à condition que des hausses importantes de salaires n'aient pas lieu.

Enfin, le déficit des paiements courants représenterait, en montant annuel, 40 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année, le double de ce qui était prévu.

Les experts de l'O.C.D.E. n'ont pris en compte dans leurs calculs que l'effet purément mécanique des majorations du coût du brut. Il est possible, soulignent-ils, que la demande soit encore plus faible que prévu, en raison du resserrement de la politique monétaire ou d'un ralentissement plus marqué aux États-Unis.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Le bilan publié le 28 juin par le Comité d'aide au développement (C.A.D.) de l'O.C.D.E. fait ressortir une stagnation de l'aide publique au développement versée par les pays de l'O.C.D.E. en 1978 : elle a représenté 0,32 % de leur produit national brut contre 0,31 % en 1977 et 0,31 % en 1976. Cette aide a atteint, l'an dernier, 18,3 milliards de dollars, en augmentation de 24 % en valeur et de 7 % en volume par rapport à 1976, mais plafonnant en pourcentage de la « richesse » des nations nantes.

Le Danemark et la Norvège ont, souligne le C.A.D., enregistré de remarquables progrès dans l'augmentation de leurs apports à Copeland, un montant nettement supérieur à la première fois, l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations unies et dépassé par la France, l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et le Japon, ont augmenté leur aide au développement alors que la France a fait état d'une nouvelle diminution de son pourcentage d'effort.

Compte tenu des variations des conditions du marché — des secteurs public et privé, ainsi que des dons privés, l'apport total des dix-sept pays du C.A.D. a représenté 58,5 milliards de dollars en 1978, ayant légèrement diminué de volume par rapport à 1977 et représentant 1 % du P.N.B. contre 1,05 % en 1977. Les apports publics (crédits à l'exportation), investissements de portefeuille, ont reculé, se situant à 4 milliards de dollars.

Les ressources en provenance de l'O.P.E.P. ont diminué en raison du recul des versements de l'Égypte, reviennent à 6,6 milliards de dollars. Les fonds fournis à des conditions libérales se sont élevés à environ 4,5 milliards, soit 1,5 % du P.N.B. des pays pétroliers, contre 3 % en 1977. Les principaux donateurs sont restés l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis.

Enfin, l'aide accordée par les pays à économie planifiée est demeurée très faible, 0,5 milliard de dollars, soit 0,04 % du P.N.B. de ces pays.

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ÉNERGIE NUCLEAIRE. — Pour la première fois depuis l'accident survenu à la centrale nucléaire de Three-Mile-Island, à Harrisburg, aux États-Unis, des experts appartenant à la Commission de réglementation nucléaire des États-Unis et sont réunis à Paris, les 27 et 28 juin, avec les principaux responsables de la sûreté nucléaire d'autres gouvernements membres de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) pour évaluer un examen approfondi des leçons à retenir de cet accident.

TRANSPORTS URBAINS ET ENVIRONNEMENT. — Les changements intervenus dans les transports et les conditions de vie ont été examinés au cours d'un séminaire sur « les transports urbains et l'environnement », organisé du 10 au 12 juillet à Paris par l'O.C.D.E. et la Commission européenne des ministres des transports. Cette réunion, qui a rassemblé environ trois cents représentants

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allié au prestige de ses monuments anciens, l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.



(I.P.H. ATZINGER)

- Le Palais des Papes : les Remparts ; le Pont Saint-Bénézet, populaire à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux ;
 - Les trésors de ses musées : musée Calvet, musée du Petit Palais (collection de primitives italiennes) notamment ;
 - Un Centre International de Congrès aménagé dans le Palais des Papes ;
 - Son Théâtre ;
 - Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre, Chorégraphie, Cinéma, Musique ;
 - Des services réguliers de trains et autocarbus à aller et retour au départ de Paris, Elaples (La Touque), Boulogne, Liège, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karlsruhe ;
 - Son important Marché d'intérêt national ;
 - De magnifiques excursions à travers la Provence ;
 - Son folklore (danses et vieilles traditions) ;
 - La Parc des Expositions de Châteauneuf ;
 - La Foire et Expositions du Grand Delta ;
 - Des satisfactions gastronomiques et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
 - Visites AVIGNON : La Sonnette de Jole ! a.
- Renseignements : Syndicat d'Initiative, cours Jean-Jaurès

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

TOUT comme la paix est une vacance instable entre deux guerres, la démocratie n'est qu'un régime transitoire entre un Etat qui se résigne et un pouvoir qui se débâte.

Nous commençons à percevoir enfin les signes inévitables d'une résignation d'Etat qui choisit le suicide comme une solution, tout en le présentant comme un droit, bien sûr insupportable, car il est toujours temps de disparaître, même après plusieurs siècles de culture.

De même qu'il s'est trouvé des philosophes comme G. Canguilhem et des politiques comme le général H. Caillaud pour justifier « le droit à la mort » au nom de la qualité de la vie, de même il se trouve des ethnologues pour justifier « le droit au déracinement », baptisé « mondialisme » ou « supranationalité », selon les circonstances.

Or ce qui est en question en cette fin du vingtième siècle, c'est l'existence même de toutes les cultures du monde. En effet, chaque culture est considérée au fondement de valeurs esthétiques, éthiques, écologiques et politiques, où les économies étaient au service de la communauté.

AUJOURD'HUI, le cancer économiste est en train de détruire toutes les communautés de la terre au nom de la rentabilité mondiale. En effet, du strict point de vue financier, il est plus avantageux d'imprimer un journal de propagande en une seule langue que d'être obligé de faire traduire la propagande mondiale en plus d'une centaine de langues, sans compter les dialectes. De même, il est plus facile et plus rentable de vendre les mêmes produits sous la même étiquette rédigée dans une même langue qu'il faut traduire à présenter le même produit sous des emballages différents.

Enfin, il serait plus facile d'obtenir la mobilité totale de la main-d'œuvre mondiale si les écoles n'enseignaient plus que la seule langue rentable dans le régime libéral, à savoir l'anglais des Etats-Unis qui, par son extension sur la planète, deviendra le nouveau pidgin de l'Europe et bientôt du monde.

Ce processus est en voie de développement dans les esprits, sinon déjà dans les faits, les lois, les règlements ou les routines.

La récente polémique sur le principe du maintien ou de la disparition de la deuxième langue vivante n'est que le symptôme d'un mal bien plus profond, qui fait appeler par son nom scientifique, le processus de dédifférenciation. La dédifférenciation est un mécanisme qui obéit à la loi de l'entropie et qui aboutit à la déstructuration, contrairement au processus inverse, qui, lui, est régénératif et transforme les contacts interculturels en processus d'acculturation.

On trouve dans l'œuvre incontournable de G. Devereux (1) la première analyse de la « dédifférenciation » en termes d'ethnopsychiatrie et de conflits culturels : le lecteur s'y reportera, car, dans un sens hégelien, l'ethnopsychanalyse a dépassé la psychanalyse et permet d'aborder le politique comme une perpétuelle histoire culturelle, et non pas comme le sous-produit d'une fatalité économique et industrielle.

POUR comprendre la menace de dissolution totale qui plane sur les cultures de tous les peuples, il faut d'abord reconnaître la mort quand elle se travestit en liberté.

Ainsi la fameuse Déclaration des droits de l'homme — d'inspiration américaine, et soutenue dès 1789 par la Société gallo-américaine fondée par le girondin Brissot et le baron de Lafayette — ne proposait qu'une liberté abstraite d'un homme abstrait, prototype du clochard socio-culturel, membre futur des partis de masse.

Comme la révolution française, soutenue par l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Benjamin Franklin, aurait pris un visage moins sanguinaire si, au lieu des droits de l'homme en général, elle avait proclamé les droits des hommes tels qu'ils sont ! Les droits des Vendéens, par exemple, les droits des Bretons, au lieu du droit de la Terreur et de la guillotine.

Prendre un Breton et le réduire à n'être plus qu'un homme abstrait, une catégorie juridique, c'est effectivement le dénier, l'écarter, faire de lui un personnage interchangeable, transportable n'importe où et sans défense, sans amis, sans passé, sans avenir, sans personne qui dise : il est des nôtres. Non seulement on nous a privés de notre appartenance culturelle, mais on a présenté cette mutilation comme un pro-

gris. On vous coupe les jambes et on vous offre des béquilles juridiques pour marcher. L'histoire, depuis deux siècles, nous montre que les révoltes et les guerres ne se sont jamais faites au nom d'un idéal abstrait, mais pour défendre une réalité concrète : le droit de vivre avec les siens, le droit d'appartenance, le droit de l'homme culturel, le droit des ethnies.

C'est le dernier combat qui donne un sens à notre vie — cette découverte de la spécificité des cultures et même de la reconnaissance des incompatibilités. N'oublions pas que c'est l'expérience de l'homme universel qui a causé le plus grand nombre de morts, au nom de l'éternel syllogisme : « Je t'aime, or tu ne m'aimes pas, donc je te tue ».

C est que le mondialisme nous propose aujourd'hui, ce n'est pas l'américanisation, comme on le croit souvent, mais d'abord la déstructuration par asphyxie culturelle et ensuite la clochardisation mondiale par consommation obligatoire des surplus américains — comme on le voit déjà sur nos télévisions et sur les corps des

récessionnisme investit les nations pour en faire des marchés et change les ministres en représentants de commerce sous les ordres d'un président-directeur général expert en analyses financières.

Il semble que nous nous préparions à une dernière défaite, comme à l'époque où l'on chantait : « Tout va très bien, Madame la Marquise... » Nous n'avons pas encore compris aujourd'hui que peu à peu nous n'avons plus d'appartenance — plus de vérité qui soit la nôtre. Nous aurions pu apprendre de Dostoevski que « si un grand peuple ne croit pas qu'en lui seul se trouve la vérité, s'il ne se croit pas seul appelé à ressusciter et à sauver l'humanité par sa vérité, il cesse immédiatement d'être un grand peuple pour devenir une matière ethnographique ».

L'avènement est d'autant plus remarquable qu'il a été repris par Nietzsche : « Le degré de la force de volonté se mesure au degré jusqu'où l'on peut se dispenser du sens dans les choses, jusqu'où l'on supporte de vivre dans un monde dépourvu de sens ».

Le droit des ethnies est irréductible à la moulinette électoraliste. Quel pourcentage a représenté la véritable résistance en France ? Et cette résistance n'était-elle pas fondée sur le droit des ethnies ? Les régimes totalitaires ne se sont-ils pas installés grâce à des majorités de plus en plus massives ? La loi du nombre, c'est la loi des insectes, mais la démocratie n'est pas la termitière ni le supermarché. La véritable démocratie n'est pas la démocratie électoraliste, mais la démocratie culturelle fondée sur les valeurs et où l'économie est, en dernière analyse, subordonnée à l'axiologie.

Le secret de la revendication culturelle, c'est qu'elle permet d'avancer dans la crise occidentale en déconstruisant l'ennemi introuvable. En effet, il est plus facile d'affronter un adversaire qu'on peut définir que de se battre seul contre des forces innombrables. Tant que le chœur de la sidérurgie restera un Lorrain, il pourra résister et reconstruire son destin, tandis qu'un chœur sans ethnie n'est plus qu'un pion qu'on déplace ou qu'on jette. Le concept étonnant de « supranationalité » pourra-t-il s'appliquer aux chômeurs ? Devient-il nous des chômeurs supranationaux ? Et si c'est être « passiste » que de s'affirmer Breton ou Corse, si c'est être « chauvin » de s'affirmer Français, pourquoi rester Européen ?

L'EUROPE des Six devient enfin l'Europe des Dix et attendait celle des Trente-Six et son intégration multinationale totale et usuelle. Cette intégration est d'ailleurs déjà en bonne voie, puisque les Anglais aussi doivent se soumettre à la culture usuelle. Comme l'explique le romancier Anthony Burgess, auteur d'*Orange mécanique*, leurs auteurs sont obligés de changer d'accent, car leur prononciation trop anglaise « aggrave » les oreilles américaines ; il leur faut donc prendre l'accent « moyen-atlantique » (*mid-Atlantic accent*) pour pouvoir être exportables (4).

Si les Anglais eux-mêmes doivent renoncer à leur singularité, on peut s'expliquer que les Français et les Allemands se fassent de la culture commune. En anglais, tandis qu'un sociologue italien, Francesco Alberoni se demande, en première page du *Corriere della Sera*, si la langue italienne ne doit pas être considérée comme un simple « dialecte européen ».

Cette prise de position, que le Pentagone n'aurait pas encore, a suscité des critiques de détail : il semblerait qu'une certaine intelligence universitaire soit prête à considérer l'anglais d'Amérique comme la seule langue de l'Europe. Pourquoi cette asphyxie culturelle généralisée ? Les conflits actuels démontrent que la seconde guerre mondiale n'en finit pas d'aggraver, comme les victimes d'Hiroshima aujourd'hui. Après la défaite militaire, politique et économique, nous sommes maintenant en train de découvrir notre défaite culturelle, travestie en liberté.

Si notre langue, notre musique, nos films, nos chansons n'étaient plus nos vêtements, nos modes, si tout nous vient, depuis quarante ans, d'Amérique, alors on peut se demander : que sommes-nous donc devenus ? Quelle est notre appartenance culturelle ? Sommes-nous des Zérophéens en voie de sous-développement démographique ?

MAIS déjà la croissance cancéreuse de zones urbaines a détruit les villes, la civilisation industrielle n'offre rien qu'une fuite permanente de résidences principales en résidence secondaire à des automobilistes sans foyer qui ont besoin d'essence pour donner un sens à leur pauvre existence.

Ainsi, peu à peu nous voyons se dessiner le fantôme du dernier homme européen : sans travail, sans maison, sans patrie, sans femme et sans enfant, avec un chien quand même pour se sentir encore humain. Si nous voulons revivre, nous devons retrouver notre histoire pour inventer notre avenir. Le droit des ethnies n'est pas une revendication passée à la mode, on ne sait quelle « reproduction » sociale : nous sommes profondément dans un système qui ne se reproduit plus.

Le droit des ethnies est l'enjeu de la dernière guerre encore pensable, la guerre culturelle. Après quoi, il n'y aura plus besoin de barbares pour nous détruire : nous l'aurons fait nous-mêmes.

(1) G. Devereux, *Essai d'ethnopsychiatrie générale*, Gallimard, Cf. aussi *Ethnopsychanalyse complémentaire*, Flammarion.
(2) Cf. M. Jobert, *Mémoires d'un exilé*, Editions de poche.
(3) T. Molnar, *Le modèle déformé*, FOF, tane édité.
(4) J. Burgess, *Langage made plain*, Fontaine édité.

La défaite travestie en liberté

Par HENRI GOBARD *

êtres humains avancés boudinés dans les mêmes « blue-jeans » de Dunkerque à San Francisco.

Les Européens qui se sont dérangés pour participer à l'élection de l'Assemblée européenne se sont-ils avisés que, pour voter, il leur fallait d'abord passer par l'holéor ?

quel symbole et quel avenir ! Tout électeur est préalablement un isolé et c'est dans une solitude totale qu'il aura le droit de choisir entre quelques bandes qui, elles, se connaissent fort bien, jusqu'à un quatre-vingt-unisme. Chacun pour soi, tout seul avec son petit bulletin dans sa petite enveloppe qu'on jette en silence dans l'urne funéraire des peuples qu'on fait taire en les faisant voter. Non, l'Europe n'est pas réductible à la somme des îles qui vont puis choisir quelques îles d'un vieux panier de crabes.

Il n'y a qu'une Europe, c'est l'Europe des patries. Chaque Etat ferait bien de s'en souvenir sous peine d'être balayé par un super-Etat qui ferait de nos rois, présidents et chanceliers de simples gouverneurs des Etats-Finels d'Europe.

On nous a proposé un nouveau « patriotisme européen » après avoir tout fait pour détruire le patriotisme des nations. Mais qu'est-ce donc que le patriotisme, sinon la référence aux pères, donc la reconnaissance d'une appartenance naturelle et non pas d'un agrégat constitué pour des raisons économiques, géographiques ou administratives ?

La France de 1914 croyait encore à l'Alsace, le pays d'un million de citoyens, mille morts. La Troisième République ayant réduit l'Alsace à deux départements, l'effondrement de 1940 a jeté sur les routes de l'exode des Alsaciens qui se souviennent encore du pain que les habitants des départements de l'intérieur faisaient payer pour un verre d'eau (3)... Voilà ce qui arrive lorsque l'Etat n'est plus qu'un système administratif qui transforme délibérément les provinces en départements, les villes en zones urbaines et les villages en désert. Voilà ce qui arrive quand les peuples ne forment plus qu'une masse.

Les peuples ne s'ajoutent pas comme des chiffres de statistiques, car chacun d'eux est unique dans sa langue comme dans sa religion. Citons l'ineffable Nietzsche : « Des que les dieux perdent leur caractère particulier, ils meurent, et les peuples avec eux. Plus une nation est forte et plus elle se distingue de son dieu ».

Quel est donc notre dieu ? L'euro-abstention à bien montré que l'Europe n'a pas d'âme, car on ne peut créer le nouveau chœur d'Europe à partir d'une masse de Zérophéens culpabilisés dans leur appartenance nationale ; depuis un demi-siècle,

parce qu'on est capable d'organiser soi-même un petit fragment du monde. » Ce que Nietzsche omet de dire, c'est que cette capacité axiologique est destinée à une communauté, comme une église à ses fidèles.

L'accueil des Polonais à Jean-Paul II est le signe d'un ralliement culturel qui marque chacun comme catholique polonais au moment où certains catholiques romains cherchent à perdre leur spécificité en se fondant dans un catholicisme chrétien de type mondialiste. Il sera désormais plus difficile d'emprisonner un Polonais, croyant ou pas. Les Polonais pourront désormais se sentir Polonais de droit divin, et la joie de ce peuple qui a tant souffert est un signe de santé.

Mais quel effet aurait eu un pape français ? Qu'est-ce que la France aujourd'hui ? Y a-t-il donc un droit des ethnies, qui reconnaît la légitimité de l'identité culturelle des Bretons, des Alsaciens, des Basques, des Corses, des Flamands et des Occitans ? Combien de temps nous faudra-t-il attendre pour qu'on admette enfin que la France réelle, c'est la France des Français ?

Le monde résistera toujours à l'uniformisation, d'où qu'elle vienne, car la culture, comme la vie, c'est l'ensemble des forces qui résistent à la mort. C'est ce que le tiers-monde a bien compris chaque fois qu'il subordonne l'économie au culturel, c'est ce que les Etats-Unis sont obligés de reconnaître sur leur propre territoire, avec la faillite de l'idéologie du « melting pot » analysée par Thomas Molnar (3). C'est ce que les partis de gauche sont enfin mis à reconnaître : on peut être breton et socialiste, à moins qu'on ne soit d'abord socialiste et accessoirement breton. C'est un autre problème, auquel l'avenir immédiat, à défaut de solution, devra apporter une réponse.

En aucun cas cette réponse ne devra se traduire en termes de rapports quantitatifs majorités/minorités — puisque nous sommes tous minoritaires, même la France.

Comparons la population des Etats-Unis avec la nôtre : les Français font à peine 25 %, mais par rapport à la Chine, nous atteignons tout juste la fameuse barre des 5 %, tandis que le grand-duché du Luxembourg compte une proportion d'habitants que le tirage moyen du journal *Le Monde* d'exemplaires — moins de 1 % de la population française.

* Sociolinguiste. Auteur de *L'Aléation linguistique*, P.U.M. et de *La Guerre culturelle*, Copernic.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

La crise fiscale des grandes villes américaines, par Thierry Noyelle. — Suite de l'article de Jacques Cernon : « Désarroi à la Maison Blanche ».

PAGE 3 :

Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des Etats-Unis, par James F. Pebré.

PAGES 4 et 5 :

Au Canada : les conservateurs anglophones face aux revendications du Québec, par Keith Spicer. — Faute de querelle du protectionnisme, par Alain Weil. — Dans les revues.

PAGE 6 :

Vers quelle Asie du Sud-Est ? par Hugues Tertrais. — L'apartheid à travers la presse sud-africaine, par Antoine Bonillon.

PAGES 7 à 10 :

REFUGIES DU TIERS-MONDE : une protection juridique encore insuffisante, par Mario Bataini. Du droit d'asile aux conventions internationales, par Charles Zoghbi. — L'Afrique, exemple des obstacles à surmonter, par Edmond Jouve. — La conférence d'Arusha et les droits de l'homme, par Christophe Batsch. — D'où viennent-ils ? Ou vont-ils, par Claude Bontems. La sixième conférence internationale du travail, par Francis Blanchard.

PAGE 11 :

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE : exilés ou déportés d'une culture, par Jacques Borel.

PAGE 12 :

L'Asie méridionale, exportatrice de main-d'œuvre,

par Gérard Viratelle. — Recherches universitaires : du tiers-mondisme, par Charles Zoghbi.

PAGE 13 :

UN RECIT DE LEONARDO SCIASCIA : L'IMAGE-SOUVENIR.

PAGES 14 à 16 :

LE VENEZUELA, OU LA RICHESSE NON MAÎTRISÉE, reportage de Bernard Cassen. Le président, le pape et le communisme, par Armando Uribe.

PAGE 17 :

Suite de l'article de Nahum Goldmann sur la neutralisation d'Israël. L'autre regard de Jacques Berque.

PAGE 18 :

Les livres du mois.

PAGE 19 :

Sociologie et politique, par Pierre Dommergues. — Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGES 20 à 23 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro de *Le Monde diplomatique* de juillet 1979 a été tiré à 112 000 exemplaires.

Août 1979

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSIE
FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES
pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations pour modifier vos occupations habituelles. Appointés décisis dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours sous alvéoles (même débutant). Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi de 19-77). Inscriptions en toute période de l'année. (Réglementation privée).

Documentation gratuite (n° 1986) à LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-82.

فكرنا من الأصل